

## CRAS Infos – Novembre 2016

Sélections ci-dessous de documents reçus au CRAS (mails, BPostale...) qui sont ou qui seront archivés.



Nantes - Manifstation du 15 septembre 2016 – Contre la Loi travail et son monde

### Au sommaire

#### Nucléaire – Page 3

Un courrier signé par le Rétif qui nous a fait parvenir par mail une série de textes et de documents critiques sur les gestionnaires "anti-nucléaires" du parc nucléaire.

"...Pour mémoire, il y a quelques mois lors d'un colloque "tcherno 23", organisé par Michel Guérit, un ancien communicant participationniste engagé dans la lutte de Bure, Thierry Ribault, l'un des auteurs des sanctuaires de l'abîme sur la catastrophe de Fukushima révèle que Corine Lepage et Michèle Rivasi viennent de former au niveau européen une association travaillant sur la transparence nucléaire, à laquelle est convié un certain Gilles Hériard Dubreuil. Le directeur de Mutadis Consulting, est le promoteur depuis de longues années de Tchernobyl à Fukushima, d'une bien étrange transparence à travers les projets CORE et ETHOS. Comment faire vivre des populations entières dans des zones contaminées ? Voilà l'ambitieux projet qu'il partage avec de nombreux nucléaristes français comme Jacques Lochard, et des Etats et des industriels biélorusses et japonais. La présence d'Hériard Dubreuil est loin d'être anecdotique puisqu'il est même nommé secrétaire de NTW, l'ONG créée par nos écolocrates..."

Courrier et documents consultables sur :

<https://lelaboratoireanarchiste.noblogs.org/post/2016/11/02/nucleaire-cogerer-lagonie-et-ceux-et-celles-qui-sy-refusent/>

#### Palestine/Israël – Page 4 à 10

Extrait du journal *L'émancipation* d'octobre 2016 l'article de S.katz et Pierre Stambul : *Vous avez aimé les manifestations en gage de juin dernier ? Vous adorerez Gaza en gage*. En lien : [http://cras31.info/IMG/pdf/2016\\_sept\\_vous\\_avez\\_aimé\\_les\\_manifestations\\_en\\_gage\\_de\\_juin\\_dernier\\_vous\\_adorerez\\_gaza\\_en\\_gage.pdf](http://cras31.info/IMG/pdf/2016_sept_vous_avez_aimé_les_manifestations_en_gage_de_juin_dernier_vous_adorerez_gaza_en_gage.pdf)

## Remember des trentes glorieuses – Page 11 à 15

La liste est longue (Opérations "homo" avec l'organisation étatique SDECE/La main rouge...) aujourd'hui : Un texte sur *Mehdi Ben Barka assassiné le 29 octobre 1965 avec l'aide de l'Etat français*. <https://rebellyon.info/Mehdi-Ben-Barka-assassine-le-29-octobre>

## Irlande – Page 16 à 29

Deux longs textes *Sur les Soviétiques irlandais : expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923)* - <http://www.autogestion.asso.fr/?p=6320> .

Textes extraits de la *Lettre du mois d'octobre 2016* de l'Association Autogestion - <http://www.autogestion.asso.fr/email/email54.html>

## Editions :

- La Lettre d'information d'**Hobo Diffusion** d'octobre 2016. Page 30 ou <http://hobo.massmail.fazasoft.fr/home/previsuMessage/id/55569>

- La revue **Courant Alternatif** de novembre 2016. Page 31/32 la couverture et le sommaire.  
- **La lettre** n° 15 des éditions Le **Coquelicot** de novembre 2016. Page 33.

Des éditions **Anar chronique** - <https://anarchroniqueeditions.noblogs.org/> - Brochures publiées en septembre 2016 :

- *Lettres sur le syndicalisme* par B.Vanzetti (accompagnées de deux préfaces)
- *La tension anarchiste* par A.Bonanno
- *Pour le bouleversement du monde*
- *Individus ou citoyens*
- *La peste religieuse* par J. Most (accompagné de notes biographiques de L. Galleani sur J. Most)

Des éditions **Nada** - <http://www.nada-editions.fr/> :

- *Refuser de parvenir – Idées et pratiques*, recueil coordonné par le CIRA de Lausanne, 299p, 2016.

Des éditions **La lenteur** - <https://www.lalibrairie.com/tous-les-livres/editeurs/la-lenteur.html> :

- Les 4 numéros de la revue *L'Inventaire* (n°1 en 2014 et le n°4 en 2016).

Des éditions **Niet** - <http://www.niet-editions.fr/> :

- *État d'urgence et business de la sécurité* de Mathieu Rigouste, 96p, 2016.
- *Contre l'État islamique*, contre la guerre de Mathieu Pérez, 96p, 2016.
- *"Serhildan" : le soulèvement au Kurdistan - Paroles de celles et ceux qui luttent pour l'autonomie*, 96p, 2016.

Des **Editions Le monde à l'envers** (Grenoble) -

<http://www.lemondealenvers.lautre.net/catalogue.html> :

- Les deux bandes dessinées "Les aventures de Red Rat" éditées en 2016. Le troisième volume vient de sortir.

En allant sur ce lien : <http://www.lemondealenvers.lautre.net/livres/redrat.html> vous trouverez les infos suivantes :

- les infos et couvertures sur les 3 tomes
- un dossier de présentation du premier tome avec une interview de l'auteur.

- Deux BD *Disgrazia !* (2012) et *De l'autre côté* (2015) ouvrages signés par Coline Picaud.
- *Pour l'abolition de la carte d'identité* par le Mouvement Pour l'abolition de la carte d'identité (2011).
- *Métro, boulot, chimio – Débat autour du cancer industriel* ouvrage Collectif (2012).

Des éditions **Black-Star** (Grenoble) : [Black-star@no-log.org](mailto:Black-star@no-log.org)

- Une compilation audio *Irish Rebel Songs* (Chants rebelles irlandais) - 2 CD (32 chansons) et un livret contenant les textes des chansons en anglais et en français.

31.10.2016

Salut,

Je fais suivre le texte suivant des compagnons de l'ACNM sur la récente démission de Michèle Rivasi ancienne présidente de la CRII-RAD, et de Greenpeace de l'association Nuclear Transparency Watch.

Pour mémoire, il y a quelques mois lors d'un colloque "tcherno 23", organisé par Michel Guérit, un ancien communicant participationniste engagé dans la lutte de Bure, Thierry Ribault, l'un des auteurs des sanctuaires de l'abîme sur la catastrophe de Fukushima révèle que Corine Lepage et Michèle Rivasi viennent de former au niveau européen une association travaillant sur la transparence nucléaire, à laquelle est convié un certain Gilles Hériard Dubreuil. Le directeur de Mutadis Consulting, est le promoteur depuis de longues années de Tchernobyl à Fukushima, d'une bien étrange transparence à travers les projets CORE et ETHOS. Comment faire vivre des populations entières dans des zones contaminées ? Voilà l'ambitieux projet qu'il partage avec de nombreux nucléaristes français comme Jacques Lochard, et des Etats et des industriels biélorusses et japonais. La présence d'Hériard Dubreuil est loin d'être anecdotique puisqu'il est même nommé secrétaire de NTW, l'ONG créée par nos écolocrates.

Prises les mains sur le dosimètre nos chères édiles feignent de découvrir qui est leur encombrant ami, et démissionnent l'une puis l'autre dans la foulée. Pourtant Dubreuil est connu et dénoncé depuis bien longtemps par de nombreux antinucléaires. Par quelques révolutionnaires comme l'ACNM donc mais également par les plus consensuels Stéphane Lhomme, ancien du réseau sortir du nucléaire, le CRILAN, la CRII-RAD et bien d'autres. Aujourd'hui, des antinucléaires renversent la situation en dénonçant Ribault. Le vilain petit canard a mis les pieds dans le plat, et brisé la sacro-sainte unité du mouvement. "Comment peut-on s'attaquer à des personnes aussi irréprochables ?" Ce que met pourtant une nouvelle fois à jour Thierry Ribault, c'est qu'il existe bel et bien des options divergentes et antagoniques dans ce mouvement entre ceux et celles qui travaillent à cogérer l'agonie et ceux et celles qui s'y refusent.

Je joins plusieurs textes à ce texte pour éclairer l'enjeu des débats. Les deux textes de Thierry Ribault, la désinformation nucléaire, texte du réseau sortir du nucléaire, mais en fait signé Stéphane Lhomme, et qui programme sans doute alors son éviction programmée dudit réseau tout autant que son opposition à la ligne Greenpeace EELV sur la question du climat quelques années plus tard. Il était une fois la cogestion qui parle d'autres formes de cogestion. Et enfin, une intervention de quelques révolutionnaires au sein du séminaire émancipation de Caen.

Bonne lecture,

Un rétif.

Les textes sont consultables : <https://lelaboratoireanarchiste.noblogs.org/post/2016/11/02/nucleaire-cogerer-lagonie-et-ceux-et-celles-qui-sy-refusent/>

# Vous avez aimé les manifestations en cage de juin dernier ?



# Vous adorerez Gaza en cage

Les pêcheurs de Gaza

*La bande de Gaza est sortie de l'actualité intéressante pour nos médias. Mais la dure réalité de la vie à Gaza est toujours là !*

Quand, au début de l'été 2014, quelques roquettes inefficaces parties de la bande de Gaza ont effleuré le territoire israélien, la "punition" collective a été terrible.

Plus de 50 jours de bombardements intenses : 2200 mort-e-s en grande majorité des civil-e-s, des centaines de milliers de réfugié-e-s obligé-es de quitter leurs maisons détruites ou occupées, l'essentiel des moyens de production pulvérisés (champs, usines, ateliers, centrale électrique, épuration des eaux...) histoire de définitivement transformer la population en assisté-e-s quémandant aide et nourriture. Les médias ont "respecté" l'ordre israélien de ne pas se rendre à Gaza et de ne pas témoigner. On ne les voit plus et on ne les entend plus.

L'Occident a applaudi le massacre comme il a applaudi et soutenu le blocus. Israël est un allié fiable qui donne l'exemple. C'est l'avant-garde de l'Occident "civilisé" qui clame que les Palestinien-e-s en général et le Hamas en particulier sont des terroristes.

En Israël/Palestine, on re-colonise, on enferme, on terrorise, on liquide sans jugement, on construit des super-prisons. Là-bas, l'état d'urgence n'est pas une nouveauté, il est permanent. Là bas, on expérimente un nouveau modèle "social" qui sera peut-être bientôt celui qu'on appliquera aux quartiers, à Notre-Dame-des-Landes ou aux vilains gauchistes.

Joyau des joyaux, il y a là-bas le plus grand camp du monde : Gaza, 1 900 000 habitants sur 360 km<sup>2</sup>, véritable laboratoire à ciel ouvert.

## **Dis-moi comment tu m'enfermes, je te dirai qui tu es**

Il est devenu extrêmement difficile pour des militant-e-s de la solidarité avec la Palestine de se rendre à Gaza. Depuis le coup d'État du Maréchal Sissi, la frontière de Rafah avec l'Égypte leur est de fait fermée. Reste Erez, frontière avec Israël. Nous avons pu la franchir et séjourner à Gaza du 23 mai au 9 juin. Il est encore trop tôt pour savoir si ce type de voyage pourra se renouveler, tant les obstacles sont nombreux.

Au Nord et au Sud de la bande de Gaza, le Mur est en béton, très haut et hérissé de tours. Le passage à pied à Erez est un dédale qui se termine par un très long couloir grillagé. L'ambiance est donnée.

Sur toute la partie Est, la frontière est barbelée avec des engins blindés israéliens qui patrouillent en permanence. De l'autre côté du barbelé, les exploitations agricoles israéliennes sont luxuriantes. Les Israéliens tirent tellement sur la nappe phréatique que celle-ci à Gaza est envahie par

l'eau de mer et devient impropre à toute consommation. Régulièrement, le barbelé est redoublé par des tours. Dans la guerre moderne, il n'y a plus besoin d'être physiquement présent pour donner la mort. Tout comme les drones, ces tours sont commandées à distance. Tranquille dans son fauteuil à des km de là, un-e anonyme joue (comme on joue sur internet) à viser et à tuer. En toute impunité.

Il reste à Gaza 1/5 de la superficie constituée de terres agricoles. Les paysan-ne-s jouent un rôle essentiel pour nourrir la population. Pour eux/elles, il est décisif de pouvoir cultiver jusqu'à la "barrière de sécurité" (il est pas beau le langage des geôliers ?). Entre les massacres de *Plomb Durci* (2008-9) et *Bordure Protectrice* (2014), depuis ces tours automatisées, l'occupant a tué 150 paysan-ne-s et quelques milliers d'ânes qui, comme chacun sait, sont aussi des dangereux terroristes.

Reste 40 km de côte. La mer et les plages sont belles, très fréquentées. Mais la laideur n'est jamais loin. Le port de Gaza a été souvent détruit et partiellement reconstruit. Toutes les tentatives des flottilles internationales pour briser le blocus ont été violemment réprimées, l'armée israélienne s'arrogeant le droit d'intervenir dans les eaux internationales et d'arrêter tout le monde, même des personnalités. Pourquoi se gêner puisqu'il n'y a pas de sanctions ? On peut voir sur le port de Gaza le monument à la mémoire des 10 Turcs tués en 2010 sur le Mavi Marmara, ce qui n'a pas empêché Erdogan de "normaliser" ses relations avec Israël.

La pêche est une activité traditionnelle à Gaza depuis l'Antiquité. Elle est aujourd'hui ruinée. Depuis la côte, on peut voir les bateaux de guerre israéliens roder. Alors que l'occupant n'a jamais trouvé le moindre objet suspect sur ces bateaux, il a édicté des règles terribles : les zones frontières sont interdites à la pêche ; ailleurs, c'est 11 km maximum, un peu plus au centre de la bande de Gaza. Sauf qu'aussi près d'une côte sablonneuse, il n'y a quasiment pas de poisson. L'occupant viole de toute façon ses propres règles puisque la plupart des attaques contre les bateaux de pêche ont lieu près de la côte. Ces dernières années, les pêcheurs ont eu de nombreux morts, des centaines de bateaux endommagés, détruits ou confisqués. Et ils nous ont signalé des cas de torture.

La cage de Gaza est hermétique.

## **La division palestinienne, une grande victoire de l'occupant**

Le projet sioniste, ça a toujours été de faire des Palestiniens les Indiens du Proche-Orient. Les expulser ou les enfermer dans des réserves. Les fragmenter, leur donner à tous des statuts différents. La division entre Gaza et la Cisjordanie était programmée et réalisée dans les faits depuis longtemps, bien avant la prise de pouvoir du Hamas à Gaza.

Les accords d'Oslo ont fonctionné comme un piège. La Palestine n'a pas d'État mais elle a deux gouvernements

rivaux qui, qu'ils le veuillent ou non, cumulent ce qui est la plaie de beaucoup de sociétés dominées : corruption, clientélisme, gabegie.

Pour les dirigeants israéliens, l'essentiel est de ne pas avoir de partenaires pour la paix. Si jamais il y en a un de crédible, il sera humilié, emprisonné ou tué. Quand la plupart des combattant-e-s palestinien-ne-s étaient laïques, nationalistes et/ou marxistes, l'occupant a favorisé l'ascension de l'islam politique. Et quand le Hamas est devenu puissant, l'occupant a commencé à assassiner ses dirigeants un à un.

"L'évacuation" de Gaza décidée par Ariel Sharon en 2005 a été un "trait de génie". Elle a précipité la division de la Palestine qui avait été maintenue unie par l'OLP avant Oslo. La victoire militaire du Hamas en 2007 contre le Fatah l'incite à essayer de faire de Gaza un État islamique en miniature et à se montrer autoritaire face à une population auprès de laquelle il est de plus en plus populaire.

Pour l'occupant, les accords d'Oslo avaient pour finalité entre autres de déléguer aux Palestiniens le fait d'assurer "la sécurité de l'occupant". L'Autorité Palestinienne n'est plus seule à accepter de jouer ce rôle. Le Hamas aussi contrôle de plus en plus ceux qui seraient tentés d'attaquer l'occupant. Le président du syndicat des pêcheurs de Khan Younis nous a même raconté cette histoire incroyable : la marine israélienne repère un bateau de pêcheurs dans une zone qu'elle veut arbitrairement interdire. Elle communique son immatriculation au ministère chargé de la pêche à Ramallah. Celui-ci la communique au ministère à Gaza (donc le Hamas). La police arrête les pêcheurs et confisque le bateau.

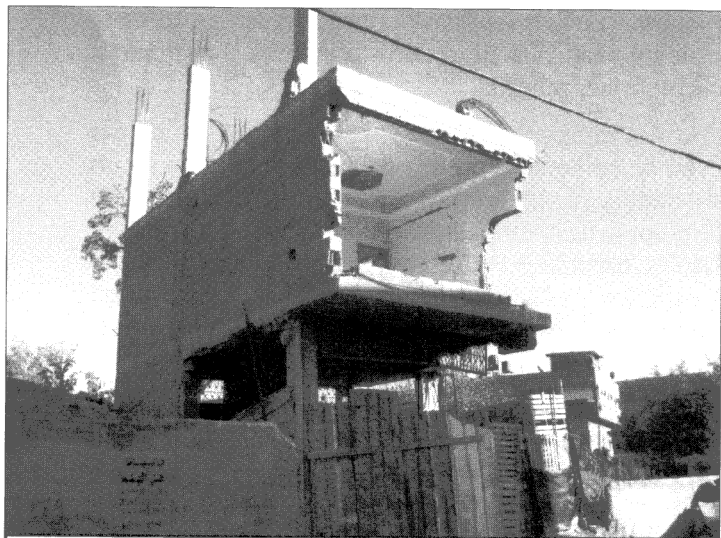
La désunion, le fait d'avoir deux gouvernements et pas d'État, c'est pire que tout. C'est même parfois caricatural : ainsi l'université al Aqsa a deux doyens, nommés par les deux gouvernements.

Quand le Hamas a pris le pouvoir, les fonctionnaires (payés par Ramallah) se sont mis en grève. Il y a eu un accord sur les fonctionnaires de santé et d'éducation. Ils travaillent et sont payés par Ramallah. Les autres fonctionnaires ne travaillent pas, et s'ils le font, ils cesseront d'être payés. De son côté, le Hamas a recruté de très nombreux fonctionnaires (surtout des policiers et des militaires) sur une base clanique et partisane.

Il y a eu brièvement en 2014 un gouvernement d'union nationale et c'est en partie, pour y mettre fin que les Israéliens ont attaqué. En deux mois d'existence ce gouvernement de technocrates, s'inspirant des recettes du FMI, aura eu le temps de liquider la préparation aux concours d'enseignement.

Ce gouvernement a éclaté sur deux points principaux : le contrôle des frontières et le paiement des fonctionnaires.

Nous avons entendu longuement le point de vue de dirigeants des deux grands partis. Pour le Fatah (qui a une existence semi-légale à Gaza, il ne peut pas manifester), le Hamas est corrompu, il a construit une économie parallèle qu'il contrôle. Il est à la tête de nombreux trafics.



La reconstruction est loin d'être achevée

Pour le Hamas, l'Autorité Palestinienne est un auxiliaire de l'occupant qui porte la responsabilité de la pénurie d'électricité (six à sept heures de courant par jour en moyenne) en taxant à 300% le fuel de la centrale électrique.

Les autres partis (essentiellement le Jihad Islamique et le FPLP) ont proposé des médiations qui n'ont pas abouti. Alors que la population vomit cette division qui provoque la colère, celle-ci continue probablement parce que l'intérêt des deux partis rivaux prime sur celui de la population.

## Une société très diverse

Si vous entendez quelqu'un dire : *“les Palestiniens pensent que...”*, vous pouvez lui rire au nez. Nous avons eu quasiment autant d'avis que d'interlocuteurs/trices.

Les gens n'ont pas peur de parler à Gaza. Dès qu'on prend un taxi, le chauffeur nous dit pour qui il est. Malgré de nombreuses tentatives de mises au pas de la société (parfois abouties notamment dans le domaine des mœurs et de la mixité), celle-ci résiste.

Quand nous avons rencontré au Parlement deux députés du Hamas, ceux-ci nous ont assuré que la peine de mort n'était plus appliquée. Le lendemain, trois condamnés de droit commun étaient exécutés. Cette mise à mort a été très sévèrement critiquée par de nombreuses personnes et par les associations de droits de l'homme.

Prenons la question un État/deux États. On trouvera à peu près autant d'avis pour chacune des deux positions mais surtout une très grande diversité à l'intérieur de ces deux positions. Pour le FPLP, il faut un État unique *“où musulmans, chrétiens, juifs et athées auraient les mêmes droits”*. Mais une militante du FPLP a ajouté que le drapeau serait palestinien. Pour le Jihad Islamique, dans cet État, seuls les Juifs/ves déjà présents en Palestine en 1948 pourraient rester. Comme nous avons fait remarquer que la plupart des Juifs/ves israélien-ne-s étaient né-e-s en Israël, notre interlocuteur a concédé qu'on pourrait négocier sur leur cas.

Chez les partisans de deux États, personne ne se montre triomphant. Le Fatah admet qu'Oslo est mort et qu'il faut accepter deux États parce que *“le monde est mauvais”* et que c'est tout ce qu'il concède aux Palestiniens. Dès qu'on parle du droit au retour des réfugié-e-s, tout le monde à Gaza (où la population comprend 75% de réfugié-e-s, chassé-e-s de toute la région Sud d'Israël) dit que ce droit est imprescriptible. Du coup, les partisans de deux États reconnaissent que ce droit n'a pas de sens dans le cadre de deux États et donc que le conflit ne pourra pas se terminer avec la création d'un État palestinien réduit à 22% de la Palestine historique.

Quand on pose la question *“pourriez-vous vivre avec les Juifs/ves ?”*, là encore on a toutes les réponses. Certains évoquent l'Islam : *“on a toujours vécu avec les Juifs, c'est écrit dans le Coran, c'est avec l'occupation qu'on a des problèmes”*. Les plus âgés, qui ont travaillé en Israël, en parlent comme le moins mauvais moment de leur vie, ils avaient des salaires et étaient libres de se déplacer à l'intérieur d'Israël/Palestine. Pour les moins de 25 ans qui ont connu trois guerres et ne sont jamais sorti-e-s de la cage, il n'y a pas de différence entre juif et israélien et la réponse fuse : *“comment pouvez-vous poser une question pareille ?”*. Pour eux, Gaza c'est l'enfer, la seule différence réside entre ceux qui veulent sortir momentanément et ceux qui veulent partir définitivement.

## La résilience

Comment ne pas craquer dans une telle situation ?

On sent qu'une partie de la population est au bord de la rupture. Ce qui lui permet de tenir, ce sont de très nombreuses formes de solidarité. Solidarité familiale qui fait que, malgré l'existence de grandes zones de pauvreté,



Affiche du PCHR (Centre Palestinien des Droits de l'Homme)

on ne meurt pas de faim et il y a très peu de mendicité. Un seul salaire faire vivre de nombreuses personnes. Redistribution aussi : de nombreuses petites associations viennent en aide aux plus démunis-e-s. Ça peut être une aide en colis alimentaires, ou en générateurs électriques pour ne pas subir les coupures.

Les réfugiés reçoivent un peu d'aide de l'UNRWA (l'office des Nations Unis) en terme de maigre aide alimentaire ou de scolarisation des enfants, même s'il est clair que, libéralisme oblige, cette aide décline. Ainsi l'UNRWA propose que les effectifs maximums en classe passent de 36 à 55.

La population originaire de Gaza a des terres et des maisons. Il existe encore dans les zones rurales une société traditionnelle structurée par des mokhtars, sorte de juges de paix, qui organisent une forme d'expression collective et portent les revendications aux autorités. Une des revendications c'est d'avoir de l'électricité pour pouvoir pomper l'eau des forages et sauver les récoltes.

La guerre de 2014 a provoqué d'énormes dégâts et la reconstruction est très lente car c'est l'occupant qui contrôle (et souvent interdit) l'arrivée des matériaux. Deux ans plus tard, une partie de la population vit toujours dans des algécos surchauffés. Le premier réflexe, dès le cessez-le-feu, a été de remettre en état l'appareil économique et en particulier les champs. Gaza est quasiment autosuffisant en fruits, légumes et poulets. Une grosse association comme l'UAWC (Union des Comités de travailleurs Agricoles, issue du FPLP) organise une reconstruction écologique qui économise l'eau, l'électricité et les engrais tout en permettant aux agriculteurs d'être autonomes en terme de semences. Une autre grosse association, le PCHR (Centre Palestinien des Droits de l'Homme), dénonce toutes les violations commises par l'occupant, mais aussi par un des deux gouvernements rivaux. On sent une énorme volonté de ne pas devenir un peuple d'assistés-e-s dépendant du bon vouloir de la "communauté internationale"

Comme dans le reste de la Palestine, un énorme effort est consacré à l'éducation. Il n'y a pas d'illettrisme à Gaza (contrairement à l'Égypte voisine). Comme le système éducatif ne prévoit rien en terme de crèches, jardins d'enfants ou activités périscolaires, c'est la société civile qui s'organise avec de très nombreux/ses bénévoles pour encadrer les enfants.

Il y a six universités et 100 000 étudiant-e-s à Gaza. Malgré l'effort de ces universités pour offrir des formations



Le forage permet un débit important

pratiques, la très grande majorité des diplômés-e-s ne trouvent pas d'emploi. Ils/elles acceptent alors souvent de travailler gratuitement pour pallier les manques de la société.

Pourquoi ce travail gratuit dont bien des libéraux rêveraient chez nous ? Pour se rendre utile à la société, pour acquérir de l'expérience, pour se tenir prêt-e si un jour il y a du travail.

## BDS et encore BDS

Les individus, les associations, les partis, tout le monde espère beaucoup du BDS. Avec une colère contre les gouvernements occidentaux qui essaient de le criminaliser. À Gaza, l'économie est "captive" mais le BDS demande de ne pas acheter israélien quand le choix existe.

Les militant-e-s pour le BDS à Gaza sont surtout engagé-e-s sur le boycott culturel et universitaire. Ils/elles sont très à l'écoute de ce qui se fait chez nous. Ne les décevons pas ! Et n'oublions pas qu'en soutenant la Palestine, nous nous battons aussi contre un modèle de société carcérale qui arrive chez nous.

**Sarah Katz et Pierre Stambul** □

Pour en savoir plus :

**Chroniques de Gaza**, Sarah Katz, Pierre Stambul, éditions Acratie, septembre 2016, 100 p., 10 €.

À commander à l'EDMP (8 impasse Crozatier, Paris 12°, 01 44 68 04 18, didier.mainchin@gmail.com).

## Un château d'eau pour Khuza'a

Vous avez été nombreuses et nombreux à répondre à l'appel de l'UJFP (cf *L'émancipation* n°1).

En plein mois d'août, nous sommes parvenus à réunir la somme nécessaire. Nous avons reçu du mokhtar Abu Jamal et de toute son équipe des remerciements chaleureux.

L'UJFP publiera bientôt un communiqué. Vous serez tenus au courant de l'avancée des travaux qui vont commencer la semaine prochaine.

**Le 13 septembre 2016**

# Le Bund, une compréhension lucide et précoce de la nature du sionisme

*Voilà un livre bien rafraîchissant. L'auteur, ou plutôt le traducteur, est un jeune universitaire français. Il parle polonais et yiddish. Il a entrepris de sélectionner et de traduire de nombreux textes du Bund polonais écrits dans les années 30. La plupart de ces écrits analysent et caractérisent le sionisme à l'époque de l'arrivée au pouvoir d'Hitler.*

La littérature consacrée au Bund est peu fournie. Citons Henri Minczeles (*Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*) et Enzo Traverso (*Les Marxistes et la question juive : histoire d'un débat (1843-1943)*).

Ces livres posent bien la question. Vers 1900, entre Baltique et Mer Noire, les Juifs/ves forment environ 10% de la population. De nombreux métiers et la possession de la terre leur ayant été interdits, ils forment une masse prolétarisée. Ils parlent le yiddish mais aussi la langue locale. L'hébreu est strictement réservé à un usage religieux. Les luttes sociales et l'antisémitisme font que beaucoup se détachent de la religion. Parmi eux certains, qui ont adhéré aux différents partis socialistes, pensent que la "question juive" disparaîtra naturellement avec la Révolution. À l'opposé, le sionisme qui apparaît à cette époque, développe dès le départ une véritable théorie de la séparation, affirmant que l'antisémitisme est inéluctable, qu'il est inutile de le combattre et que Juifs et Non-juifs ne peuvent pas vivre ensemble ni dans le pays d'origine, ni dans le futur État juif.

Le Bund est un parti ouvrier révolutionnaire qui apparaît principalement dans l'Empire russe vers 1890-1900. Il revendique, dans le cadre de la Révolution socialiste, une "autonomie culturelle" pour les Juifs/ves sur place sans territoire spécifique. Il entend par autonomie culturelle l'égalité des droits et la possibilité d'avoir sa langue (le yiddish) et sa culture. Ce parti est profondément antireligieux et considère les rabbins comme des représentants de l'arriération et de la collaboration avec les autorités antisémites. Le Bund organisera des milices d'autodéfense contre les pogroms. Après la Révolution de 1917, les bundistes de l'URSS seront pourchassés ou sommés d'adhérer au Parti Communiste. Le Bund restera une force, la plus importante dans les zones à forte concentration juive, en Pologne et dans les Pays Baltes.

## Le sionisme : une idéologie coloniale, complice des antisémites

Dire cela aujourd'hui, c'est être taxé immédiatement d'antisémite si on est "goy" (1) et de "juif traître ayant la haine de soi" sinon.

Dès 1929, au moment d'une des premières insurrections palestiniennes contre la colonisation qui fera de nombreuses victimes, notamment à Hébron, le Bund dénonce le colonialisme sioniste qui prétend "apporter la civilisation" à une population arabe. Il dénonce la revendication des sionistes de créer un État juif en Palestine où ils sont très minoritaires. Il oppose au nationalisme sioniste une solidarité de classe et rend les sionistes responsables des nombreux morts.

Le Bund dénonce, auprès des masses juives, l'illusion de la solution de l'émigration vers la Palestine, entreprise sans issue, véritable fiasco économique soutenu financièrement à bout de bras par les capitalistes juifs.

Il rappelle comment Theodor Herzl (2) s'est adressé à tous les dirigeants antisémites européens en leur faisant miroiter l'intérêt pour eux que les Juifs/ves quittent l'Europe. Le Bund développe une théorie qu'on a appelée "iciste". Il se bat pour l'émancipation de tous et toutes sur place.

Quand le mouvement sioniste scissionne et qu'apparaît l'aile "révisionniste" de Vladimir Jabotinsky (dont tous les dirigeants israéliens actuels s'inspirent), le Bund traite celui-ci de clown fasciste et note que les nazis reprennent et approuvent un grand nombre de ses déclarations.

## Une idéologie bourgeoise et réactionnaire

Quand l'Empire britannique produit la Déclaration Balfour (1917) promettant que la Palestine deviendra un foyer national juif, cette déclaration est envoyée à Lord Rothschild. L'impérialisme a choisi ses interlocuteurs. Le Bund montre comment, en Pologne, les élus sionistes votent systématiquement avec les représentants de la dictature de Pilsudski. Si aujourd'hui nous rappelons qu'avant 1967, la plupart des Juifs orthodoxes furent indifférents ou hostiles au sionisme, le Bund rejette l'Agoudat (le parti des religieux) pour ses alliances fréquentes avec les sionistes.

Le Bund dénonce l'incompatibilité entre sionisme et socialisme : "le sionisme est le parti de la bourgeoisie juive". Il n'a que mépris pour des mouvements comme le Poale Sion membres de l'Internationale Socialiste. Ce courant a



---

renoncé à toute lutte des classes en Palestine et prône 100 % de loyauté envers le sionisme général. Il considère que bourgeoisie et prolétariat juifs sont des “compagnons d’armes”. En Pologne, ce courant appuie les renégats du socialisme qui se sont ralliés à la dictature.

## **Un parti internationaliste**

*“Non, nous ne sommes pas un peuple élu, et notre nationalisme juif est tout aussi laid, tout aussi honteux et possède la même inclination pour le débridement fasciste que le nationalisme de tous les autres peuples”.* Des années avant l’apparition des groupes terroristes de l’Irgoun ou du groupe Stern assassinant “en aveugle” des Palestiniens/nes, des décennies avant la destruction systématique de la société palestinienne entreprise par les Ben Gourion, Begin, Sharon ou Nétanyahou, Henryk Ehrlich a vu à quoi menait le sionisme.

## **Un destin tragique**

Quand Hitler attaque la Pologne en 1939, une poignée de combattants/es du Bund essaie en vain de défendre Varsovie. Deux dirigeants du Bund, Ehrlich et Alter se retrouvent en zone soviétique où ils connaîtront arrestation pour l’un et exécution pour l’autre. Le Bund n’a pas survécu à la disparition du terreau dans lequel il avait vécu, ce yiddishland entre Baltique et Mer Noire. Seul Marek Edelman, commandant en second de l’insurrection du ghetto de Varsovie, a conservé jusqu’à sa disparition en 2009 son aversion pour le sionisme.

**Pierre Stambul** □

◆ *Non, nous ne sommes pas un peuple élu - Sionisme et antisémitisme dans les années 30 - La doctrine du Bund polonais dans les textes,* Enguerran Massis, éditions Acratie, 172 pages, 15 euros

---

(1) = non juif. Le terme est péjoratif.

(2) 1860-1904, fondateur du sionisme.



### Gabon

C'est un peu la caricature de la Françafrique. Un pays peu peuplé bourré de matières premières. Une pseudo décolonisation où le colonisateur français est le bras armé des multinationales. C'est la France qui a choisi le père puis le fils Bongo. Reconnaissants, ceux-ci ont placé leurs richesses volées en France. Toutes les forces de "sécurité" sont formées et équipées par la France. Elles tuent et font disparaître les opposant-e-s comme le maître l'a enseigné. D'après l'association "Surviv", le "conseiller" du chef de la police est un commandant français. Plusieurs centaines de militaires français sont présents à Libreville. Même le chef de l'opposition, Jean Ping, est issu du sérail. Il a longtemps servi les Bongo. Il se murmure au Gabon que, quand il était à l'école, Ali Bongo était un piètre élève. Pourtant l'algorithme utilisé pour ces "élections" (donner les vrais résultats dans toutes les régions avec Jean Ping nettement en tête sauf dans une où il y a 99% de votants et 99% pour Bongo) montre une certaine créativité.



### Colombie

La fin d'une guerre qui a duré 52 ans et fait des centaines de milliers de victimes (assassinats, disparitions, déplacements forcés) est un grand événement. Dans les années 60, partout dans le sous-continent, des mouvements de guérilla marxistes, appliquant les théories "foquistes" qui avaient permis la victoire à Cuba, ont tenté de prendre le

pouvoir. La riposte de l'oncle Sam et des oligarchies a été sanglante : coups d'État militaires, génocides organisés par des forces paramilitaires, liquidation de masse. La plupart des militant-e-s y ont laissé leur vie. Seule la guérilla des FARC a pu subsister, en partie grâce à la configuration du terrain en Colombie. Mais elle a été gangrenée par ce que l'impérialisme a fait de la Colombie : la plaque tournante du narcotraffic.

La paix a été signée malgré l'opposition de l'oligarchie, de l'armée et de l'ancien président Uribe. Rien ne prouve que ces forces ne tenteront pas de liquider les anciens guérilleros.



### Charlotte

Noirs et Latinos représentent le quart de la population des États-Unis, mais plus de la moitié des 700 personnes tuées par la police depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les huit années de mandat d'Obama n'ont rien changé à l'affaire. Et les "réponses" à la colère de la population après l'assassinat d'un père de famille noir à Charlotte sont les mêmes qu'il y a 50 ans, quand les ghettos avaient explosé : état d'urgence, impunité policière, répression renforcée.



### Espagne

Le feuilleton électoral se poursuit. Le parti de droite Ciudadanos, qui avait émergé en prétendant lutter contre la corruption, a probablement signé son arrêt de mort en se ralliant à Rajoy. Et ça n'a pas suffi. Cet attelage bancal n'a pas de majorité. Finalement, sans gouvernement c'est mieux, non ?



### Europe

Toujours plus : après Juncker (qui a transformé le Luxembourg en paradis fiscal) nommé en 2014 à la tête de la Commission, après Barroso passé de ladite commission étranglant la Grèce à Goldman Sachs (qui a organisé la faillite de la Grèce), voici Neeli Kroes. Cette "commissaire

européenne à la concurrence" a dirigé pendant neuf ans une société offshore aux Bahamas. Donc, nos institutions publiques sont dans les mains des affairistes et autres personnes chargées d'optimiser les profits. Qui peut encore s'étonner que Google ou Amazon ne paient pas d'impôts ?



### Allemagne

Merkel incarne un capitalisme allemand intelligent : puisque la natalité reste faible et que le financement des retraites n'est pas assuré, pourquoi ne pas faire venir des migrant-e-s syrien-ne-s ou autres, diplômé-e-s, qu'on n'a pas eu à former ? C'est compter sans la vague de xénophobie qui submerge l'Europe. Du coup la CDU est en train de perdre sur sa droite une partie de son électorat. Seule originalité de l'Allemagne : ce n'est pas le NPD néo-nazi qui a capitalisé cette vague mais un nouveau parti, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) qui a soigneusement gommé toute référence à un passé sulfureux. La coalition CDU-SPD sort très ébranlée par les élections partielles. Le SPD se retrouve avec une montée des Verts et du parti de gauche (Die Linke) qui pourrait l'obliger à ne pas renouveler cette "grande coalition".



### Israël/Palestine

Ce n'est pas l'austérité pour tout le monde. Obama a beau émettre des doutes sur la colonisation, son gouvernement vient d'accorder une aide militaire de 38 milliards de dollars (soit plus de 10 millions par jour !) à Israël pour la décennie 2019-2028. Ça explique un peu plus comment, grâce à son "savoir-faire" expérimenté contre la population palestinienne, Israël est devenu un des principaux producteur et exportateur d'armes sophistiquées et de matériel de "sécurité". Plus de 150 000 personnes travaillent dans cette industrie de la mort. Pourquoi Nétanyahou changerait de politique puisqu'il n'est

jamais sanctionné ? Du coup, il se livre à de nouvelles déclarations. Après son "Hitler ne voulait pas tuer les Juifs, c'est le Grand Mufti qui lui a soufflé l'idée", il vient d'expliquer qu'être favorable à un État palestinien, c'était approuver un "nettoyage ethnique" contre les Juifs, bien sûr ! Le sionisme a toujours transformé les bourreaux en victimes.

En Israël, la presse (essentiellement le journal *Haaretz*) vient de ressortir plusieurs grands scandales de l'histoire israélienne trop souvent occultés : l'irradiation massive d'enfants juifs/ves marocain-ne-s au moment de leur immigration vers 1960 qui a fait des centaines de mort-e-s (sous prétexte de soigner la teigne), l'enlèvement à la même époque de bébés de femmes juives yéménites dans les maternités à des fins d'adoption et l'exécution de prisonniers égyptiens pendant la guerre de 1967. Les documents et témoignages sur ces affaires sont accablants.

En Palestine, Hanan Achraoui qui dirigea la négociation d'Oslo côté palestinien vient de déclarer : "Israël applique d'une manière flagrante une politique systématique et délibérée d'exécutions sommaires à l'encontre du peuple palestinien". Mais cette situation n'a pas d'influence sur la division palestinienne qui reste la grande victoire de l'occupant. Les élections municipales, qui devaient avoir lieu en octobre en Cisjordanie et à Gaza, sont une fois de plus annulées. Fatah et Hamas n'ont pas pu s'entendre. L'un et l'autre font passer des intérêts futiles au-dessus de ceux de leur peuple.

Pierre Stambul □

Site  
collaboratif  
d'infos alternatives

**REBELLYON.INFO**



## Mehdi Ben Barka assassiné le 29 octobre 1965 avec l'aide du gouvernement français

Publié le 29 octobre 2016

### 1 complément

À la veille de son enlèvement et de son assassinat, il présidait le comité préparatoire de la Conférence de la Tricontinentale qui devait réunir à la Havane, en janvier 1966, les représentants des mouvements de libération des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Figure intellectuelle et politique du mouvement anticolonialiste et opposant au roi Hassan II du Maroc, Mehdi Ben Barka est assassiné le 29 octobre 1965 près de Paris. Son corps n'a jamais été retrouvé.

*Où a-t-on trouvé le corps mort ?*

*Qui a trouvé le corps mort ?*

*Le corps était-il mort quand on l'a trouvé ?*

*Comment a-t-on trouvé le corps mort ?*

*Qui était le corps mort ?*

*Qui était le père ou la fille ou le frère*

*Ou l'oncle ou la sœur ou la mère ou le fils*

*Du corps mort et abandonné ?*

*Le corps était-il mort quand on l'a abandonné ?*

*Le corps était-il abandonné ?*

*Par qui a-t-il été abandonné ?*

*Le corps mort était-il nu ou en costume de voyage ?*

*Quelle raison aviez-vous de déclarer le décès du corps mort ?*

*Avez-vous déclaré la mort du corps mort ?*

*Quels étaient les liens avec le corps mort ?*

*Comment avez-vous su la mort du corps mort ?*

*Avez-vous lavé le corps mort*

*Lui avez-vous fermé les deux yeux*

*Avez-vous enterré le corps*

*L'avez-vous laissé abandonné*

*Avez-vous embrassé le corps mort*

*(Harold Pinter)*

### Le 29 octobre 1965

Ce vendredi-là, à 12h15, Mehdi Ben Barka a rendez-vous devant la brasserie Lipp, 151 Boulevard Saint-Germain à Paris, avec le cinéaste Georges Franju qui envisage de réaliser un film sur la décolonisation intitulé "Basta !". Il s'agit en réalité d'un piège, monté par le journaliste Philippe Bernier et un producteur de cinéma ancien repris de justice, Georges Figon, lié aux milieux intellectuels parisiens mais aussi



à une bande de truands recrutée par les services secrets marocains. Et voici que deux policiers de la brigade mondaine, Louis Souchon et Roger Voitot, exhibant leur carte de police, invitent Ben Barka à monter à bord d'une voiture où se trouve également Antoine Lopez, un agent du SDECE (les services du contre-espionnage français de l'époque). Il est conduit à Fontenay le Vicomte (Essonne) dans la villa de Georges Boucheseiche, truand du gang des tractions avant. Dès lors, on perd sa trace. Nul ne le reverra vivant.

### **Ben Barka, militant de la cause pour la libération des peuples du tiers-monde**

Né en 1920 à Rabat dans une famille de petits fonctionnaires, Mehdi Ben Barka a fait des études de mathématiques à Alger et réussit à devenir enseignant en mathématiques. Il enseignera notamment au Collège Royal du Maroc, où il dispensera sa science au futur roi Hassan II.

Parallèlement, il s'engage en politique contre le « protectorat » français sur le Maroc. Dès 1943, il participe à la création du parti de l'indépendance. En 1945, il est l'un des responsables de l'Istiqlal, le parti nationaliste qui a mené le Maroc à l'indépendance. En 1955, il participe aux négociations qui aboutiront au retour du roi Mohammed V que les autorités française avait exilé à Madagascar et, en 1956, à la fin du protectorat. De 1956 à 1959, Mehdi Ben Barka est président de l'Assemblée consultative du Maroc.



Représentant de l'aile gauche d'un parti qu'il juge trop conservateur, il provoque une scission et fonde en 1959 l'Union nationale des forces populaires du Maroc, de tendance socialiste, et se place dans l'opposition au régime de Hassan II : il dénonçait « ce régime médiéval qui tendrait à ressusciter les structures médiévales de la société marocaine ».

En novembre 1962, Mehdi Ben Barka doit échapper à un attentat mené contre lui par deux officiers du roi Mohammed V, notamment le général Mohammed Oufkir. Lorsque Hassan II décrète l'Etat de Siège le 16 juillet 1963, Mehdi Ben Barka s'enfuit du Maroc pour rallier l'Algérie. En automne 1963, Mehdi Ben Barka dénonce le conflit frontalier qui oppose le Maroc et l'Algérie et se met du côté des Algériens qu'il considère agressés par le royaume marocain. Le royaume du Maroc le condamne ainsi à mort par contumace en novembre 1963.

C'est à Alger d'abord qu'il s'exile où durant les quelque six mois passés en 1964, il s'emploie à donner une perspective mondiale à une convergence des luttes de libération nationale. Son inspiration provient de Frantz Fanon, mais aussi du *Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire, de *Portrait du colonisateur* (1957) et *Portrait du colonisé* d'Albert Memmi. Elle s'est nourrie dans les échanges avec la pensée contestatrice face à la puissance impériale britannique en Afrique de

Jomo Kenyatta, Kwame Nkrumah et Julius Nyerere. Il désire créer une publication anticolonialiste "La Revue africaine", ainsi qu'un centre de documentation sur les mouvements de libération nationale.

La capitale algérienne était devenue le foyer intellectuel de la contestation révolutionnaire internationale. On y retrouvait les dirigeants des mouvements de libération et, en premier lieu, après les troubles en Angola (1961), en Guinée-Bissau (1963) et au Mozambique (1964), les exilés des colonies portugaises. Métis et minoritaires, les intellectuels du Cap Vert, notamment Amilcar Cabral, faisaient écho aux courants libérateurs venus du continent américain. L'une des figures les plus puissantes du mouvement noir aux Etats-Unis, Malcolm X, séjournait à Alger en 1964 ; Ernesto Che Guevara, avant d'aller au contact des maquis du Congo, y passe également au printemps 1965.

Puis Le Caire en Egypte l'accueille, suivi de Rome, Genève et La Havane à Cuba, villes où il est notamment chargé d'organiser avec d'autres la participation des mouvements de luttes révolutionnaires du tiers monde à la Conférence Tricontinentale (Asie, Afrique et Amérique latine) qui doit se réunir à La Havane en janvier 1966.

### **Hassan II, le roi du Maroc, commanditaire du rapt de Ben Barka**

Le général Mohamed Oufkir, ministre marocain de l'Intérieur, Ahmed Dlimi, directeur de la sûreté nationale marocaine, et un certain Chtouki, chef des brigades spéciales marocaines, se trouvaient à Paris à cette date-là, le 29 octobre 1965. C'est d'ailleurs Oufkir qui a torturé Ben Barka et Georges Figon affirmera avoir vu Oufkir tuer Ben Barka avec un poignard dans la villa d'un des hommes de main, Boucheseiche, qui a affirmé que Mehdi Ben Barka, une fois son cadavre ramené au Maroc, fut dissout dans une baignoire emplie d'acide.

Le roi Hassan II refuse que son ministre de l'Intérieur, Oufkir, comparaisse devant la justice française. Le roi Hassan II, probable commanditaire du rapt ne sera jamais mis en cause. La justice française condamna par contumace les exécutants marocains, qui ne furent jamais inquiétés par la justice du Maroc. Le général Oufkir a trouvé une mort camouflée en suicide en 1972 et le colonel Dlimi, ancien directeur de la sûreté du Maroc, a été assassiné en 1983.

Le 5 octobre 2005, le ministre de la Justice auprès du nouveau roi du Maroc, Mohammed VI, désigne un juge d'instruction pour faire le point sur l'affaire. L'instruction est toujours en cours, même s'il ne fait désormais presque aucun doute que le crime a été ordonné au plus haut niveau de l'Etat marocain par le roi Hassan II lui-même et exécuté à Paris par des truands et des barbouzes avec la complicité des services de la République française.

### **De Gaulle, président français, complice de l'assassinat de Ben Barka**

Ben Barka n'a manifesté aucune résistance lors de son enlèvement, croyant de bonne foi aux assurances exprimées par le biais des circuits politiques qui lui garantissaient la protection et la sécurité durant son séjour en France. En pleine campagne électorale pour la réélection du général De Gaulle à la présidence de la République, l'affaire soulève l'indignation des milieux politiques français, notamment de l'opposition de gauche, François Mitterrand en tête. De Gaulle, dans une conférence de presse du 22 février 1966, minimise la part des services secrets français, qualifie l'enlèvement d'opération qui "n'a rien que de vulgaire et de subalterne", et fait porter toute la responsabilité sur le général Oufkir.

On ne dit pas officiellement jusqu'à quel niveau la République française a été impliquée dans l'assassinat de l'opposant marocain, alors que l'enquête judiciaire mène rapidement à des hommes politiques français proches du gouvernement, des policiers et des truands. Toute une série de procès auront lieu dans une parodie de justice. De façon bizarre, juste avant le procès qui commence le 5 septembre 1966, Figon est retrouvé mort, ainsi que les avocats de la famille Ben Barka. En 1967, c'est Fossati, un agent du Sdece partie prenante dans l'opération pour des transports aériens qui est

aussi retrouvé mort de façon louche.

Le 5 juin 1967 la justice française condamne Oufkir par contumace, mais acquitte Dlimi, et tous les protagonistes français, à l'exception de Lopez et Souchon, à qui on fait porter le chapeau, et qui sont condamnés respectivement à huit et six ans de prison.

Le gouvernement français de l'époque a tout fait pour que la vérité soit cachée, et les gouvernements successifs n'ont pas véritablement aidé à ce qu'elle soit connue. Ce qui est sûr c'est que Foccart, le secrétaire de De Gaulle pour les affaires africaines est parfaitement au courant, tout comme Papon, le préfet de police de Paris. Ce qui est sûr, c'est que toutes les retranscriptions des écoutes téléphoniques de la bande des assassins de Ben Barka, qui ont été retrouvées, ont été données avant l'accomplissement de l'assassinat à Roger Frey, ministre de l'intérieur et à Georges Pompidou, le premier ministre de De Gaulle. De Gaulle a donc bien laissé effectuer ce crime sur le sol français avec les services de la police française.

Même si par trois fois, au fil des années et des changements de gouvernement, le "secret défense" sera levé par petits bouts, cependant, jamais la justice ne pourra se prononcer définitivement. Et 43 ans plus tard, l'affaire Ben Barka n'est toujours pas véritablement élucidée, n'est toujours pas classée, alors que presque tous ceux qui pourraient parler et être ainsi très gênants pour le gouvernement de notre pays ont été liquidés physiquement, ou sont désormais décédés. Une commission rogatoire a encore été lancée en mai 2005 à la demande de la famille Ben Barka. Les protagonistes français sont tous morts, alors le 23 octobre 2007, le juge d'instruction Patrick Ramaël a envoyé cinq mandats d'arrêt internationaux contre des Marocains : trois chefs de la gendarmerie royale marocaine de l'époque et deux barbouzes. Seront-ils inquiétés ?...

## **L'assassinat de Ben Barka encouragé par les dirigeants impérialistes**

Mehdi Ben Barka aurait été suivi, traqué lors de ses déplacements par la C.I.A américaine et le Mossad israélien qui communiquait ces informations aux gouvernements marocains et français, à Rabat et Paris. Ben Barka refusait par exemple l'installation de bases militaires américaines sur le sol marocain. Il n'y a rien d'étonnant pour les dirigeants des États-Unis et leurs alliés de travailler la main dans la main en vue de l'aboutissement de ce crime.

Pour les dirigeants mondiaux capitalistes, mettre en convergence les mouvements de libération du tiers-monde est un réel danger. Or, c'est ce qu'entreprend Ben Barka. Au moment de son assassinat, le 29 octobre 1965, Mehdi Ben Barka préparait la Conférence Tricontinentale, qui devait se tenir à La Havane du 3 au 13 janvier 1966. La décision est prise de l'éliminer physiquement.

Il faut savoir que de nombreuses secousses se sont produites quelques années auparavant et qu'ils font tout pour préserver le navire du capitalisme. En avril 1955, la conférence Asie-Afrique de Bandung, avait annoncé l'essor des mouvements d'émancipation nationale, avant que l'embrasement ne se propage en Amérique latine, puis gagne les colonies portugaises d'Afrique. En 1956, ce fut Varsovie, Budapest au sein du bloc communiste, ainsi que l'échec de l'expédition franco-britannique de Suez après la nationalisation du canal par Nasser et les luttes pour l'indépendance de l'Égypte. Le 14 juillet 1958, la monarchie est renversée et la République proclamée en Irak. Le FLN fait traîner en longueur la guerre d'Algérie. La Guinée se sépare de la France en 1958. Le Congo veut s'affranchir de la Belgique. Kennedy échoue au renversement de Fidel Castro, dans la baie des Cochons en 1961...

D'autre part, face à l'impérialisme, des peuples d'Afrique et d'Asie s'organisent en créant un fonds de solidarité à Accra, au Ghana en 1957, dont Ben Barka est vice-président. Doit-il s'ouvrir à l'Amérique latine ? La question est posée au Caire en mars 1961 par Ben Barka, qui préside la commission sur le néocolonialisme, et l'alliance avec l'Amérique latine sera décidée en 1965. Rompre le sous-développement est non seulement un projet d'indépendance nationale, mais aussi une action concertée contre la dépendance du système capitaliste. Par rapport à l'hégémonie des États-Unis, « l'Afrique est l'Amérique latine de l'Europe », répète Ben Barka. Travailler à fédérer le

Maghreb et l'Afrique prend une dimension anti-impérialiste.

Mais Ben Barka entend développer une dynamique autonome de la mouvance soviétique. Ce qui l'enthousiasme à Cuba, c'est le succès de la campagne d'alphabétisation dont il rêve pour le Maroc, et il trace l'esquisse d'une université tricontinentale. Ben Barka déclare le 3 octobre 1965 qu'à la Conférence de La Havane, la première située en Amérique latine, « les deux courants de la révolution mondiale y seront représentés : le courant surgi avec la révolution d'Octobre et celui de la révolution nationale libératrice ». Ce qui n'est pas pour plaire aux États-Unis.

Malgré deux défections importantes, la perte du pouvoir de Ben Bella en Algérie avec le coup d'état de Boumediène le 19 juin 1965, et la perte du pouvoir de Sukarno en Indonésie le 30 septembre 1965, il définit les objectifs de cette Conférence Tricontinentale fondatrice : aide aux mouvements de libération nationale, notamment au mouvement palestinien ; intensification des luttes, y compris armées, sur les trois continents ; soutien à Cuba ; liquidation des bases militaires étrangères ; opposition aux armes nucléaires, à l'apartheid et à la ségrégation raciale. La finalité est la « libération totale ».

C'est en recourant à la force armée et aux commandos assassins, en imposant des dictateurs ou en déclenchant des guerres comme en Algérie et au Vietnam que le système impérialiste pense se maintenir. C'est dans cet élan révolutionnaire de la Tricontinentale que se trouve la cause profonde de l'enlèvement et de l'assassinat de Ben Barka. Pour la même cause d'autres ont aussi été assassinés. En 1965 : le premier ministre d'Iran, Ali Mansour, est tué le 22 janvier ; un des chefs de l'opposition portugaise, Humberto Delgado, le 13 février ; Malcolm X, le 21 février ; le vice-ministre de la défense du Guatemala, Ernesto Molina, le 21 mai. Che Guevara sera abattu le 9 octobre 1967, Martin Luther King le 4 avril 1968, Amilcar Cabral le 20 janvier 1973, Henri Curiel le 4 mai 1978...

**Éliminer Ben Barka était devenu une exigence majeure dans la répression internationale des insurrections du tiers-monde, qui ne recule devant aucune ignominie.**

**C'est cette perspective de libération mondiale ...qu'on a voulu tuer en assassinant Mehdi Ben Barka !**

**P.-S.**

L'affaire Ben Barka a inspiré deux films : *L'Attentat* d'Yves Boisset (1972) et *J'ai vu tuer Ben Barka* de Serge Le Péron (2005).

## Soviets irlandais : expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923) (1/2)

Publié le [6 octobre 2016](#) par Olivier Coquelin



Des travailleurs expulsant les dirigeants de leurs usines, s'emparant de la gestion de domaines agraires, organisant des collectivités locales en faisant fi des autorités légales, hissant le drapeau rouge et s'érigeant en « soviets », sont des faits que l'on peine à associer à l'histoire de l'Irlande. Le concept même de « soviets » paraît tellement étranger aux problématiques consubstantielles au pays que l'historien Charles Townshend va jusqu'à les qualifier de « manifestations exotiques <sup>1</sup> ». Et pourtant, c'est bel et bien au sein de cette Irlande conservatrice, rurale et peu industrialisée, en proie aux conflits politiques et ethnico-confessionnels séculaires, qu'une centaine d'expériences autogestionnaires virent le jour, pratiquement toutes sous l'appellation de « soviets », entre 1918 et 1923 – c'est-à-dire au cours d'une Révolution irlandaise de 1916-23, censée avoir soudé les différentes couches sociales de la communauté nationaliste en vue de bouter l'ennemi britannique hors du pays.

### Première partie sur 2.

L'histoire iconoclaste des soviets irlandais, cet article se propose donc de la relater, au travers notamment des questions suivantes : comment un pays d'essence conservatrice a-t-il pu voir éclore, en l'espace de cinq ans, une centaine d'expériences socialement subversives dans leur mode de fonctionnement autogéré, voire dans leurs desseins ? Dans quels secteurs en particulier se sont-elles développées ? Quelles étaient les véritables motivations de leurs protagonistes ? Pourquoi ont-elles échoué et n'ont-elles pas ouvert la voie, au sein des deux entités de l'île, à des forces politiques ou socio-économiques idéologiquement progressistes, susceptibles de contraindre quelque peu l'exercice de pouvoirs, établis sur une dialectique autre que socio-économique <sup>2</sup> ? Mais avant d'y répondre, il conviendra d'abord de replacer les soviets irlandais dans leur contexte historique, tant national qu'international.

### Troubles politiques et sociaux en Irlande et en Europe dans les années d'après-guerre

L'organisation en soviets d'un certain nombre de travailleurs irlandais eut lieu au cours de la période historique connue comme la Révolution irlandaise de 1916-1923, laquelle fut l'aboutissement d'une longue histoire de domination coloniale (de l'Angleterre puis de la Grande-Bretagne sur l'Irlande), de dépossession terrienne (au profit des colons anglais et écossais de confession protestante), de conflits ethnico-confessionnels (entre protestants de culture anglo-saxonne et catholiques d'origine celtique ou anglo-normande) et de rébellions politiques (pour l'autonomie ou l'indépendance de l'Irlande, conduites d'abord par les nationalistes « coloniaux »



majoritairement protestants puis par les nationalistes « autochtones » majoritairement catholiques), qui débuta dès le 12<sup>e</sup> siècle.

En règle générale, les historiens s'accordent pour faire remonter le point de départ de la Révolution irlandaise à l'insurrection avortée de Pâques 1916, laquelle avait été essentiellement l'œuvre de certains dirigeants de l'*Irish Republican Brotherhood* (Fraternité républicaine irlandaise) ou IRB,<sup>3</sup> à la tête de la frange la plus radicale des *Irish Volunteers* (Volontaires irlandais)<sup>4</sup>, alliés au bataillon ouvrier du socialiste et syndicaliste James Connolly, l'*Irish Citizen Army* (Armée des citoyens irlandais)<sup>5</sup>. Une insurrection qui, à défaut d'avoir détruit l'édifice impérial, devait néanmoins ouvrir la voie à la Guerre d'indépendance de 1919-1921, orchestrée à nouveau par les *Irish Volunteers* – baptisés *Irish Republican Army* (Armée républicaine irlandaise) ou IRA, à partir de 1919 – et sa vitrine politique, le *Sinn Féin* (Nous seuls), grand vainqueur en Irlande des élections législatives de décembre 1918 et porteur d'une stratégie de « désobéissance civile<sup>6</sup> » fondée sur la mise en place d'institutions « autochtones » – telle l'assemblée nationale d'Irlande (la *Dail Eireann*) – destinées à rendre caduque toute ingérence britannique dans les affaires irlandaises. Avec pour dénouement, la signature en décembre 1921 du traité anglo-irlandais à l'origine d'une guerre civile au sein des forces indépendantistes, de 1922 à 1923, qui aboutit à la victoire des partisans d'un accord de paix impliquant notamment la partition de l'île en deux entités distinctes, à savoir : d'un côté l'État libre d'Irlande, formé des 26 comtés du Sud à dominante nationaliste et catholique, et membre d'un Commonwealth qu'il allait quitter en 1949 pour devenir la République d'Irlande ; et d'un autre, l'Irlande du Nord, constituée des six comtés de l'Ulster à majorité protestante et unioniste, maintenus dans le Royaume-Uni.

Cependant, bien que les nationalistes révolutionnaires ne s'étaient assignés pour but exclusif que l'indépendance politique de l'Irlande – autour de laquelle ils comptaient fédérer les différentes catégories sociales, conformément à leur traditionnelle conception interclassiste de la libération nationale –, un nombre considérable de troubles sociaux, qu'ils fussent industriels ou agraires, balaya le pays progressivement à partir de 1917. La forte croissance de la demande mondiale en denrées alimentaires et en matières premières, engendrée par l'effort de guerre, avait apporté une certaine prospérité intérieure dont ne bénéficièrent guère les travailleurs industriels et agricoles, contrairement à nombre de dirigeants industriels, de commerçants et de gros exploitants agricoles. Le boom économique de l'après-guerre constitua donc l'occasion pour les différentes couches salariales d'en revendiquer radicalement leur juste part. Et ils le firent via une vague de grèves sans précédent qui coïncida avec une recrudescence du militantisme syndical<sup>7</sup>.

A l'époque, le mouvement ouvrier irlandais était incarné par l'*Irish Trade Union Congress* (Congrès des syndicats irlandais) – créé en 1894 afin de fédérer à l'échelle nationale des syndicats irlandais jusque-là affiliés au *British Trade Union Congress* (Congrès des syndicats britanniques) –, dont le nombre d'adhérents monta jusqu'à près de 300 000 en 1921<sup>8</sup>. Cette hausse spectaculaire de ses effectifs, la confédération irlandaise la devait principalement à la campagne d'adhésions menée par son syndicat le plus puissant et le plus radical, l'*Irish Transport and General Workers' Union* (Syndicat des transporteurs et des travailleurs irlandais). Fondé en 1908 par James Larkin, au lendemain de la grève générale de Belfast en 1907 – et fer de lance en Irlande du principe du « *One Big Union* » visant à organiser tous les travailleurs au sein d'une grande centrale, en vue de contrôler l'ensemble des moyens de productions –, le Syndicat des transporteurs compta dans ses rangs autour de 130 000 membres en 1920, dont 40 000 dans le secteur agricole<sup>9</sup>. Ce qui signifie qu'en sus du secteur industriel, le syndicat des transporteurs s'était aussi activement impliqué dans des luttes agraires en regain constant depuis 1917, organisant ainsi quelques dizaines de milliers d'ouvriers agricoles et un millier de petits exploitants propriétaires et non propriétaires, en moins de quatre ans. Toutefois, pendant la période révolutionnaire, les modes d'action et les desseins de la paysannerie différencient selon les réalités socio-géographiques du pays. Pour résumer : à l'est, les grèves organisées dans les grands domaines par des ouvriers agricoles syndiqués, avec l'appui de certains petits fermiers, reposaient sur des revendications essentiellement salariales ; à l'ouest, les

méthodes comme le boycott, le *cattle driving* <sup>10</sup> et l'occupation de propriétés agricoles auxquelles eurent recours des petits exploitants – non bénéficiaires des lois agraires de 1903 et 1909 <sup>11</sup> –, avec l'appui de certains ouvriers agricoles, visaient la redistribution équitable des grands pâturages.

En fait, tous ces conflits sociaux se produisirent dans un contexte de troubles généralisés à l'échelle européenne. Grèves générales, manifestations monstres, occupations d'usines et de domaines agricoles, etc. émaillèrent le continent en cette période tourmentée et de transition. Le souvenir des massacres de masse et de l'enfer des tranchées que laissaient quatre années de guerre mondiale avait fait naître l'espoir de meilleures conditions de vie (augmentation des salaires, journée de huit heures, réforme agraire ...), voire d'une société nouvelle à jamais purifiée des scories de l'ancien monde. Dans le sillage de la Révolution russe, certains mouvements prirent ainsi une orientation des plus subversives, notamment via l'établissement de républiques des conseils, ou soviétiques, en Bavière (avril-mai 1919), en Hongrie (avril-août 1919) et dans le sud-est de la Slovaquie (juin-juillet 1919) ; de communes agricoles d'inspiration communiste libertaire dans certaines régions de l'Ukraine (1918-1921) ; ou encore de conseils d'usine dans le nord de l'Italie au cours des « *Biennio Rosso* » (« Les deux années rouges ») de 1919-1920 <sup>12</sup>... Pareil phénomène n'épargna pas l'Irlande, où une centaine d'organisations de type « soviétique » virent le jour à partir de novembre 1918. Loin d'avoir subverti politiquement tout un pays ou des régions entières, c'est donc avec leurs pendants italiens qu'elles présentèrent le plus de similitudes. En premier lieu parce qu'aucun des deux mouvements ne dépassa le stade de l'expérimentation en l'absence de structures fédératives, que l'indécision et l'attentisme des directions syndicales et socialistes des deux pays empêchèrent pour partie d'établir. Deux aspects les différenciaient néanmoins : d'une part, les occupations autogérées italiennes n'adoptèrent jamais le nom de « soviets » ; et d'autre part, les desseins révolutionnaires des travailleurs transalpins ne souffraient d'aucune ambiguïté, au rebours de ceux de leurs homologues irlandais qui usèrent de ce mode de lutte des plus radicaux.

### **Un mode d'action subversif : le soviét autogéré**

Parallèlement aux formes traditionnelles de lutte évoquées plus haut, se propagea en Irlande un modèle organisationnel alternatif, nommé « soviét », auquel recoururent un certain nombre de travailleurs lorsque cessations du travail, négociations ou autres procédés propres au monde agricole s'avèrent insuffisants pour obtenir pleine satisfaction des revendications. Inspiré du nom russe désignant les divers conseils qui avaient surgi dans le cadre de la Révolution de 1917, ce mode d'action s'appuyait sur la poursuite ou la relance de la gestion et / ou de la production de telle ou telle structure, sous la conduite exclusive de travailleurs en lutte contre une hiérarchie officielle préalablement mise au rebut. Il relevait ainsi de l'autogestion <sup>13</sup> telle que la définissent notamment Henri Lefebvre : « *Quand un groupe, au sens large, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise, mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passivement les conditions d'existence, quand ils ne restent plus passifs devant ces conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion* <sup>14</sup> », ou encore Cornélius Castoriadis : « *Est-ce que l'autogestion, est-ce que le fonctionnement et l'existence d'un système social autogéré est compatible avec le maintien de la hiérarchie ? Autant se demander si la suppression du système pénitencier actuel est compatible avec le maintien de gardiens de prisons, de gardiens-chefs et de directeurs de prisons. Mais comme on sait, ce qui va sans dire va encore mieux étant dit. D'autant plus que, depuis des millénaires, on fait pénétrer dans l'esprit des gens depuis leur plus tendre enfance qu'il est "naturel" que les uns commandent et les autres obéissent, que les uns aient trop de superflu et les autres pas assez de nécessaire* <sup>15</sup>. » Ces pratiques autogestionnaires au sein des soviets irlandais en faisaient donc d'authentiques expériences subversives, comparables aux comités d'usine russes à travers lesquels des ouvriers avaient pris en main la gestion de la production sur leur lieu de travail – ce qui les distinguait des soviets *stricto sensu*, plus soucieux de questions politiques <sup>16</sup>.

Or, contrairement aux comités d'usine russes, justement, les soviets irlandais apparurent aussi dans

des domaines autres qu'industriels et à des fins autres qu'économiques et sociales. Ainsi en fut-il du secteur agricole et de divers services (hospitalier, transports et portuaire), auxquels s'ajoutèrent certaines collectivités urbaines où les travailleurs organisés en soviets poursuivirent des visées non plus socio-économiques mais socio-politiques. Ceux qui s'inscrivirent dans cette dernière démarche servirent, en quelque sorte, d'auxiliaires au mouvement indépendantiste, représenté par l'IRA et le *Sinn Féin*.<sup>17</sup> Cela advint par deux fois lors de la Guerre d'indépendance. Ainsi, pendant deux jours, en avril 1920, lorsque maintes villes du pays (Cork, Galway, Tralee, Mitchelstown, Ennis, Nenagh, Charleville...) passèrent sous le contrôle exclusif de travailleurs syndiqués, protestant contre les conditions de détention de prisonniers nationalistes, en grève de la faim dans la prison de Mountjoy à Dublin. Résultat : 87 détenus politiques, membres du *Sinn Féin*, furent libérés et hospitalisés, suite à cette mobilisation massive qui vit les syndicats former des comités ou conseils *ad hoc* chargés de gérer les affaires communales, en lieu et place des autorités officielles<sup>18</sup>. Un an auparavant, la ville de Limerick avait connu un destin plus ou moins similaire, resté depuis dans l'histoire, de par la couverture médiatique internationale dont il avait fait l'objet à l'époque.

Tout débuta le 6 avril 1919. Incarcéré à Limerick depuis plus deux mois, Robert Byrne, syndicaliste membre de l'IRA, réussit à échapper à la vigilance de ses geôliers, non sans l'aide de nationalistes révolutionnaires locaux. L'évasion prit toutefois une mauvaise tournure : Byrne et un policier furent blessés à mort. En conséquence de quoi, les autorités britanniques déclarèrent la ville « zone militaire spéciale ». Chaque citoyen devait désormais détenir un permis pour pouvoir y accéder et en sortir. Face à ce qui fut considéré comme une atteinte à la liberté de circulation, plusieurs voix s'élevèrent et en particulier celle du conseil des syndicats de Limerick qui, le 14 avril, déclencha une grève générale en signe de protestation. Celle-ci, malgré ses visées politiques, n'en était pas moins imprégnée d'une forte saveur sociale, entièrement organisée qu'elle fut par des représentants de la classe ouvrière, avec néanmoins l'appui de la plupart des commerçants et des artisans, des conseillers municipaux majoritaires du *Sinn Féin* et du clergé catholique local. Le conseil des syndicats nomma ainsi un comité de grève, rapidement désigné comme le « soviet », en charge de la gestion communale, par le biais de sous-comités responsables de la propagande, de l'alimentation, de la sûreté et des finances (pour pallier la pénurie de ressources financières, le soviet en vint même à émettre sa propre monnaie). Tous ces efforts finirent par porter leurs fruits : la hiérarchie militaire leva la loi martiale le 6 mai, soit près d'une semaine après la dissolution du « soviet de Limerick<sup>19</sup> ».

Toutefois, ce furent davantage des questions socio-économiques qui motivèrent l'instauration de soviets, que ce fût lors de conflits industriels, agraires ou dans les services où naquit l'un des premiers soviets, une semaine à peine après le déclenchement de la Guerre d'indépendance, le 21 janvier 1919. Deux jours plus tard, donc, le personnel soignant et encadrant de l'asile d'aliénés de Monaghan débrayait pour obtenir une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail. A la tête du mouvement figurait Peadar O'Donnell, responsable local du Syndicat des transporteurs et futur officier de l'IRA. Le 28 janvier, les rumeurs d'une intervention policière ou militaire pour faire évacuer l'établissement occupé incitèrent la centaine de grévistes à s'en emparer et le faire fonctionner indépendamment de la direction. Les employés barricadèrent ainsi les entrées, hissèrent le drapeau rouge, formèrent un comité « soviétique » et élurent O'Donnell directeur de l'asile. Malgré son caractère radical et subversif, le mouvement reçut le soutien non seulement des internés et de la population locale, mais aussi des clergés, toutes confessions confondues, du *Sinn Féin* et des unionistes, et même des policiers massivement déployés autour du bâtiment. Au bout de sept jours, la crainte que cet élan de grande sympathie ne se transformât en grève générale amena les dirigeants officiels à céder à toutes les revendications, mettant par là-même un terme à l'expérience « soviétique » de l'asile de Monaghan<sup>20</sup>.

D'autres services firent également l'objet d'une expérience « soviétique » autogestionnaire : les transports ferroviaires du comté de Cork, du 10 au 16 février 1922, quand plusieurs centaines de cheminots – en grève depuis le 26 janvier pour protester contre la baisse de leurs salaires – prirent

possession de quatre gares et relancèrent eux-mêmes l'exploitation des lignes de chemin de fer jusqu'à la signature d'un compromis <sup>21</sup>; les services portuaires de Cork et de Cohb (non loin de Cork) qui, le 6 septembre 1921, de 10h30 à 16h30, passèrent sous le contrôle exclusif d'une centaine d'employés et ouvriers grévistes, avant la conclusion d'un accord garantissant le règlement du conflit salarial par voie d'arbitrage <sup>22</sup>. Si ces derniers soviets apparaissent comme les plus éphémères d'entre tous (seulement six heures !), c'est dans le secteur agricole que des organisations autogérées devaient battre des records de longévité (près de dix mois) – à commencer par le soviet de Broadford.

Outre sa durée, donc, ce soviet agraire présentait la particularité d'avoir vu le jour dans une localité rurale de l'ouest du pays – le village de Broadford et ses environs (comté de Clare) – peu réputée pour sa tradition d'action syndicale. Ainsi, en février 1922, un groupe d'agriculteurs non propriétaires et affiliés au Syndicat des transporteurs prit à son compte la gestion du domaine agricole de James Dennison Going, aux dépens des employés qui en avaient eu jusque-là la charge. À cette fin, ils créèrent le « Comité des agriculteurs, des fermiers, des ouvriers et des travailleurs du Syndicat des transporteurs de la propriété Going » (« Committee of Farmers, Tenants, Workers and Transport Union Workers on the Going Estates »), élisant l'un d'entre eux à sa tête. Le nouveau « soviet » se fixait pourtant des objectifs *a priori* bien modestes : la réduction des loyers et la redistribution des prairies au profit des petits fermiers. Or, face au refus obstiné de l'agent du propriétaire, seule une prise de contrôle effective du domaine pouvait leur permettre d'obtenir satisfaction, via la mise en œuvre de leurs revendications par leurs propres soins. En clair, il s'agissait pour eux non pas d'exproprier le propriétaire à proprement parler, mais entre autres, d'honorer leurs loyers à leurs propres conditions, c'est-à-dire bien en-dessous du montant officiellement requis. Ce qu'ils firent jusqu'en novembre 1922, date à laquelle ils restituèrent le domaine non sans faire l'objet de poursuites judiciaires, qui se prolongèrent au moins jusqu'en avril 1926. Par ailleurs, ils convertirent une partie des terres en pâturages communs, louèrent des parcelles à des paysans « sans terre » de Broadford, nommèrent des responsables chargés de la surveillance des troupeaux et de l'entretien des clôtures et expulsèrent les employés refusant de se plier aux exigences du soviet <sup>23</sup>.

A cette expérience en milieu rural s'ajoutèrent d'autres plus ou moins similaires, tels les soviets de Toovahera, de Kilfenora, de Ballyvaughan et celui intégrant plusieurs localités des environs de Crab Island (tous également situés dans le comté de Clare), probablement d'avril 1922 à février 1923 ; ou encore, bien avant cela, la ferme collective de plusieurs milliers d'hectares implantée dans le comté de Galway, au printemps 1920, après expropriation des propriétaires. Là aussi, chaque cas fut l'œuvre de laissés-pour-compte des lois agraires de 1903 et 1909, aspirant notamment à une plus juste répartition des terres et une baisse drastique des loyers, qu'ils imposèrent en s'appropriant la direction des domaines, en lieu et place des propriétaires terriens et de leurs agents <sup>24</sup>. Cependant, comme le soulignait déjà en 2005 l'historien Fergus Campbell, <sup>25</sup> l'agitation agraire qui ravagea l'ouest du pays à l'époque révolutionnaire n'a pas encore donné lieu à un examen approfondi susceptible de faire davantage ressortir son caractère socialement subversif – examen approfondi dont ont, en revanche, bénéficié les conflits industriels <sup>26</sup>.

Le principe d'autogestion connu ainsi, dans le secteur industriel, un nombre de mises en œuvre tel qu'il serait trop long de toutes les présenter ici, même succinctement. Certaines méritent néanmoins quelque attention. A commencer par le soviet que les mineurs d'Arigna (comté de Leitrim) instituèrent en mai 1921, en vue de relancer la production de l'un des puits fermés par la direction de l'entreprise minière, suite à leur refus d'accepter des réductions de salaire. Les mineurs finirent par restituer le site une fois le conflit résolu, deux mois plus tard. <sup>27</sup> Puis, en septembre de la même année, ce fut le tour d'environ 40 ingénieurs de la fonderie de Drogheda (comté de Louth), également en lutte contre la baisse des salaires – que les salariés durent accepter début novembre, après trois mois de grève –, de s'ériger en soviet sur leur lieu de travail, avant d'en être délogé par la police au bout d'une journée seulement <sup>28</sup>. Un sort assez proche attendit les travailleurs de la

pêcherie de Castleconnell (comté de Limerick) en novembre : organisés en soviet afin d'obtenir la rémunération de leurs heures supplémentaires, ils eurent finalement gain de cause après avoir été contraints de négocier, sous la menace des armes de l'IRA <sup>29</sup>. Les ouvriers des minoteries de Quaterstown (comté de Cork) eurent moins de chance : en grève depuis le 13 janvier 1922 – là aussi pour la défense des salaires –, ils décidèrent d'investir les usines et firent repartir la machine productive jusqu'à leur départ forcé, une semaine plus tard, sur injonction de l'IRA, provoquant par là-même l'échec du mouvement <sup>30</sup>. Autre soviet encore qui vit l'intervention des forces de l'ordre (en l'occurrence l'armée nationale de l'État libre d'Irlande) : celui de l'usine à gaz de la ville de Tipperary, établi sur fond de conflit salarial, de mars à août 1922 <sup>31</sup>. Mais le vent de la révolte autogestionnaire souffla surtout sur une industrie laitière et boulangère du sud-ouest du pays, contrôlée par l'entreprise Cleeve.

Cleeve est le nom d'une riche famille protestante qui, à l'époque de la Révolution irlandaise, se trouvait à la tête d'un réseau de plus de cent laiteries, minoteries et usines dédiées à la fabrication de lait condensé et de pain, situées dans les comtés de Limerick, Tipperary et Cork de la province de Munster. Cet empire industriel et commercial employait près de 3 000 personnes et se faisait fournir par environ 5 000 céréaliers et producteurs laitiers. A partir de 1918, l'entreprise Cleeve, comme bien d'autres à travers le pays, fut le théâtre de conflits sociaux portant sur les salaires et les conditions de travail – impliquant principalement le Syndicat des transporteurs –, dont un certain nombre devait tourner à l'expérience « soviétique » autogestionnaire : d'abord, du 15 au 21 mai 1920, dans la laiterie de Knocklong (comté de Limerick) et ses douze branches installées dans des localités voisines, toutes restituées après satisfaction des revendications ; puis, du 15 août au 3 septembre 1921, dans la minoterie et l'usine de fabrication de pain de Bruree (comté de Limerick), rendue à ses propriétaires non sans l'intercession de l'IRA ; et enfin, de mai à juillet-août 1922, dans 39 laiteries et usines de fabrication de lait condensé et de pain des comtés de Limerick, Tipperary et Cork, graduellement mises en échec par le jeu combiné du boycott des céréaliers et des producteurs laitiers, et de l'ingérence de l'armée nationale de l'État libre d'Irlande. Par ailleurs, outre l'emploi du terme « soviet » pour les désigner, les expériences autogestionnaires de Cleeve se caractérisèrent par d'autres symboles subversifs, tel le drapeau rouge hissé sur le toit des établissements ou encore sous la forme de slogans ouvertement anticapitalistes, comme le fameux « Nous faisons du pain pas de profit » (« We make bread not profits ») inscrit sur la façade de l'usine de Bruree <sup>32</sup>.

Reste à savoir, à présent, si les protagonistes des soviets irlandais, toutes catégories confondues, entendaient dépasser le stade de la symbolique subversive et de la simple amélioration des conditions existantes.

[Lire la seconde partie](#)

**Partager cet article :**

Notes:

1. Charles Townshend, « Historiography: Telling the Irish Revolution », dans Joost Augusteijn (dir.), *The Irish Revolution, 1913-1923*, Basingstoke, Palgrave, 2002, p. 6. Précisons ici que toutes les citations issues d'ouvrages ou d'articles en langue anglaise sont traduites en français par l'auteur du présent chapitre.
2. Depuis la partition de 1922, les deux entités constitutives de l'île d'Irlande se sont distinguées des autres démocraties d'Europe occidentale, via l'absence en leur sein de clivages idéologico-politiques reposant essentiellement sur des questions socio-économiques avec, pour schématiser, un camp progressiste (situé à « gauche » de l'échiquier politique) et un camp conservateur (situé à « droite » de l'échiquier politique). Ainsi en est-il de l'Irlande du Nord où chacune des deux principales forces antagoniques fonde sa raison d'être sur la défense d'un ordre défini en termes à la fois politique et ethnico-confessionnel. En clair, à chaque communauté ethnico-confessionnelle correspond une étiquette politique particulière :

nationaliste pour des catholiques minoritaires, favorables au rattachement du territoire au reste de l'île ; unioniste pour des protestants majoritaires, favorables au maintien du territoire à l'intérieur du Royaume-Uni. Toutefois, cet antagonisme s'est quelque peu estompé depuis le milieu des années 1990 après avoir pourtant atteint son acmé pendant environ trente ans, sous la forme d'un conflit qui aura marqué les esprits par son cortège de violences *a priori* inextinguibles. Quant à l'État sud-irlandais – connu comme la République d'Irlande depuis 1949 –, jusqu'au boom économique des années 1990-2000, il était apparu sous les traits d'un pays idéologiquement conservateur que symbolisaient certes une Église catholique quasi-omnipotente – dont l'affaiblissement, qui accompagna la prospérité évoquée ci-dessus, se traduisit par de profonds changements d'ordre sociétal –, mais aussi un système politique bipartisan constitué de deux organisations, le *Fianna Fail* et le *Fine Gael*, qui ne pouvaient guère passer pour progressistes. Né au lendemain de la Guerre d'indépendance de 1919-21, ce système se forgea sur fond d'antagonismes à caractère essentiellement constitutionnel (entre partisans et adversaires du traité anglo-irlandais de 1921 qui prévoyait la partition de l'île et la création d'un État semi-indépendant dans sa partie méridionale) et macro-économique (entre partisans du libre-échange et ceux du protectionnisme). Bien que la nature de ces oppositions évolua au fil du temps, la loyauté électorale dont bénéficièrent depuis les deux principaux partis du pays ne devait un tant soit peu se démentir qu'aux élections législatives de 2011. Lesquelles virent la gauche incarnée par un parti travailliste des plus modérés obtenir un score historique en se plaçant en deuxième position avec 19,4 % des voix.

3. L'*Irish Republican Brotherhood* est une société secrète, de type maçonnique, fondée en 1858 par des vétérans de la rébellion avortée de 1848. Elle se fixait pour objectif d'établir en Irlande une république indépendante, par voie insurrectionnelle, via la stratégie dite de la « force physique ». Elle échoua une première fois en 1867. Malgré le déclin qui s'ensuivit – au profit du mouvement pour le *Home Rule* (visant l'autonomie de l'Irlande au sein de l'ensemble britannique), plus modéré et légaliste –, l'organisation devait renaître de ses cendres au début des années 1910.
4. Les *Irish Volunteers* est une milice nationaliste créée en 1913, en réplique à la fondation par les unionistes d'une *Ulster Volunteer Force* (Armée des volontaires d'Ulster), destinée à faire obstacle à l'application du *Home Rule* (autonomie pour l'Irlande adoptée au parlement de Londres en 1912), les armes à la main si nécessaire.
5. Créée lors de la grève générale de Dublin en 1913, afin d'assurer la protection des travailleurs contre les violences policières, l'*Irish Citizen Army* allait par la suite se transformer progressivement en une force offensive et subversive, sous l'impulsion de James Connolly.
6. On doit l'expression de « désobéissance civile » au philosophe radical américain, Henry David Thoreau (1817-1862). Celle-ci incarne, en règle générale, tout acte de résistance non-violente à des autorités, des lois ou des politiques considérées comme injustes ou pernicieuses pour le bien-être de l'humanité. Elle peut être aussi un moyen de pression en faveur de réformes destinées à faire respecter, notamment, la démocratie, la justice sociale ou les droits de l'homme. Outre Thoreau, Léon Tolstoï (1828-1910), Gandhi (1869-1948) et Martin Luther King (1929-1968) devaient compter parmi les plus grands adeptes de la désobéissance civile.
7. A titre indicatif : de 1918 à 1921, on comptabilisa 782 grèves – couronnées de succès pour la plupart – rien que dans le secteur industriel. Chiffres donnés par Public Record Office London, strikes and lockouts, 1914-21, Lab 34/14-20, Lab 34/32-39. Cité dans Emmet O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-23*, Cork, Cork University Press, 1988, p.25.
8. A titre indicatif : ce chiffre correspond à environ 49 % de l'ensemble des ouvriers du pays, eux-mêmes représentant environ un tiers de la population active, pour une population de 4 390 219 habitants, selon le recensement de 1911. Chiffres donnés par Conor Kostick, *Revolution in Ireland: Popular Militancy, 1917-23*, Londres, Pluto Press, 1996, p.139 ; W. E.

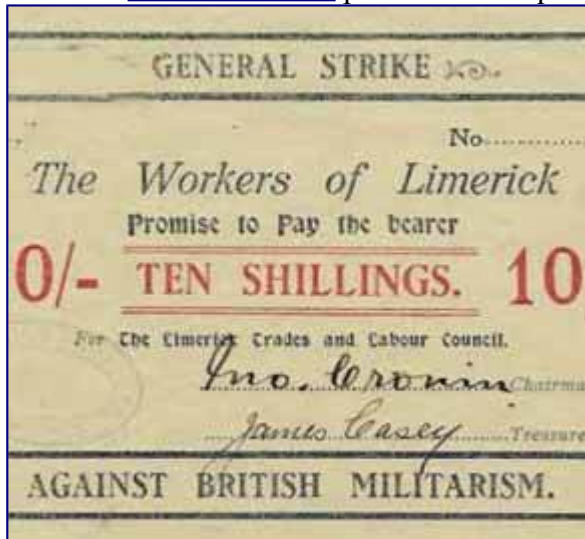
- Vaughan, A. J. Fitzpatrick (eds), *Irish Historical Statistics*, Dublin, Royal Irish Academy, 1978, p.3 ; Census of Ireland, 1911, General report, Occupations of the people, 1912-13, Cd.6663, CXVIII, 1, p.xxviii-xxx.
9. Chiffres donnés par le journal syndical *The Watchword of Labour*, 26 juin 1920, p.1 ; Desmond Greaves, *The Irish Transport and General Workers' Union: The Formative Years, 1909-1923*, Dublin, Gill and Macmillan, 1982, p.259, p.276.
  10. Le *cattle driving* consistait à faire subrepticement sortir de son enclos le bétail des éleveurs pour ensuite le placer sur la terre d'un fermier du voisinage ou – la plupart du temps – le disperser sur les routes.
  11. La politique d'implantation coloniale menée en Irlande au 17<sup>e</sup> siècle atteignit un degré de réussite tel qu'en 1703, les catholiques, malgré leur écrasante supériorité numérique, ne possédaient plus que 14 % des terres, contre 90 % cent ans plus tôt ! Ce n'est que suite à la « guerre agraire » de la fin des années 1870 que la paysannerie catholique allait graduellement reprendre possession des terres, principalement en dehors de l'Ulster, via toute une série de réformes agraires, culminant avec les lois Wyndham (1903) et Birrell (1909) qui leur permettaient d'acheter leurs exploitations notamment par voie de prêts remboursables à l'État.
  12. Sur tous ces mouvements, voir notamment Donny Gluckstein, *The Western Soviets: Workers' Councils Versus Parliament, 1915-20*, Londres, Bookmarks, 1985 ; Alexandre Skirda, *Anarchy's Cossack: the Struggle for Free Soviets in the Ukraine, 1917-21*, Londres, AKPress, 2004 ; Eric Aunoble, *Le Communisme, tout de suite ! Le mouvement des Communes en Ukraine soviétique (1919-1920)*, Paris, Les Nuits rouges, 2008 ; Andrew Janos, William Slottman (dir.), *Revolution in Perspective: Essays on the Hungarian Soviet Republic of 1919*, Los Angeles, University of California Press, 1971.
  13. Il importe ici de préciser que le terme d'« autogestion » est relativement récent, ses premiers usages ne datant que des années 1950. Ce qui signifie que des expériences autogestionnaires – du moins reconnues comme telles rétrospectivement – eurent lieu avant même la création du concept d'autogestion.
  14. Entretien donné en 1979 à la revue *Nouvelle critique*. Cité dans Ouvrage collectif, *De l'autogestion : théories et pratiques*, Paris, Editions CNT-RP, 2013, p.40.
  15. Cornélius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », Paris, Le Grain de sable, 2012, p.2. Extrait de *Le Contenu du socialisme*, paru en 1979 aux éditions 10/18. Edition en ligne : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=1995> (consulté le 14 août 2016).
  16. Sur les soviets et comités d'usine russes, voir Marc Ferro, *Des Soviets au communisme bureaucratique*, Paris, Gallimard, 1980 ; Oskar Anweiler, *The Soviets: The Russian Workers, Peasants, and Soldiers Councils, 1905-1921*, New York, Panthéon Books, 1974 (version française : *Les Soviets en Russie, 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972).
  17. Précisons ici que si les syndicats irlandais ne s'impliquèrent pas officiellement dans la lutte pour l'indépendance, ils ne vécurent pas pour autant entièrement en marge de la Révolution. Ils apportèrent ainsi sporadiquement leur appui à la cause nationale par des actions destinées notamment à entraver l'effort de guerre britannique – à l'instar de celles que menèrent les dockers et les cheminots irlandais, avec l'aval de leurs directions syndicales, de mai à décembre 1920 : les uns refusèrent de décharger les navires transportant du matériel de guerre, les autres d'acheminer les troupes britanniques vers les zones de combat.
  18. Voir les différents compte-rendus de la presse nationale de l'époque, *The Freeman's Journal*, 14 avril 1920, p.4 ; *The Irish Independent*, 14 avril 1920, p.6 ; *The Irish Times*, 14 et 15 avril 1920, p.6 ; *The Irish Examiner*, 14 et 15 Avril 1920 p.5.
  19. Sur le Soviet de Limerick, voir Liam Cahill, *Forgotten Revolution: Limerick Soviet, 1919, A Threat to British Power in Ireland*, Dublin, O'Brien Press, 1990. Édition en ligne, 2003 : [www.limericksociety.com/Book.html](http://www.limericksociety.com/Book.html) (consulté le 6 février 2013) ; D. R. O'Connor Lysaght, *The Story of The Limerick Soviet, April 1919*, Limerick Soviet Commemoration Committee, 3rd edition, 2003 (orig. 1979),

- <http://homepage.eircom.net/~paddytheassessor/lim//lysaght.htm> (consulté le 6 février 2013).
20. Voir *The Freeman's Journal*, 30 janvier 1919, p. 4, 1er février, p.6, 3 février, p.4, 21 février 1919, p.4 ; *The Irish Examiner*, 30 janvier 1919, p.4-5, 31 janvier 1919, p.5, 1er février 1919, p.9, 3 février 1919, p.6, 4 février 1919, p.5 ; *The Irish Independent*, 30 janvier 1919, p.2-3, 31 janvier 1919, p.2, 1er février 1919, p.5, 3 février 1919, p.3 ; *The Irish Times*, 8 février 1919, p.1, 15 février 1919, p.6 ; *The Anglo-Celt*, 1er février 1919, p.6-7, 8 février 1919, p.3.
  21. Voir notamment *The Cork Examiner*, 27 janvier 1922, p.5, 28 janvier 1922, p.7, 30 janvier 1922, p.4-5, 1er février 1922, p.4-5, 3 février 1922, p.5, 6 février 1922, p.4-6, 7 février 1922, p.5, 9 février 1922, p.4-6, 11 février 1922, p.5-6, 13 février 1922, p.6, 15 février 1922, p.4-5, 16 février 1922, p.4-7, 17 février 1922, p.4, 18 février 1922, p.8 ; et l'organe du Parti communiste irlandais *The Workers' Republic*, 11 et 18 février 1922, p.3.
  22. Voir notamment *The Cork Examiner*, 3 septembre 1921, p.8, 7 septembre 1921, p.5, p.8, 8 septembre 1921, p.8, 15 octobre 1921, p.7, 20 octobre 1921, p.3.
  23. Sur le Soviet de Broadford, voir Michael McCarthy, « The Broadford Soviet », *The Old Limerick Journal*, n° 4, 1980, p. 37-40. Version en ligne : [www.limerickcity.ie/media/Media\\_3937\\_en.pdf](http://www.limerickcity.ie/media/Media_3937_en.pdf) (consulté le 8 février 2013).
  24. Sur ces expériences en milieu rural, voir *The Freeman's Journal*, 9 mai 1923, p.5, 17 mai 1923, p.6, 25 mai 1923, p.6 ; Kevin O'Shiel, « The Dail land courts », *The Irish Times*, 14 novembre 1966, p.10.
  25. Fergus Campbell, *Land and Revolution, 1890-1921*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.226-285.
  26. Voir notamment Emmet O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-23*, op. cit. ; Conor Kostick, *Revolution in Ireland: Popular Militancy, 1917-23*, op. cit.
  27. Voir *The Freeman's Journal*, 28 mai 1921, p.5 ; *The Irish Independent*, 30 mai 1912, p.6.
  28. Voir *The Freeman's Journal*, 15 septembre 1921, p.3, 16 septembre 1921, p.6, 17 septembre 1921, p.5, 3 novembre 1921, p.5 ; *The Irish Times*, 16 septembre 1921, p.5, 3 novembre 1921, p.6.
  29. Voir l'organe officiel du syndicat des transporteurs *The Voice of Labour*, 10 décembre 1921, p.4.
  30. Voir *The Freeman's Journal*, 16 janvier 1922, p.5, 27 janvier 1922, p.5, 2 février 1922, p.7, 8 février 1922, p.5, 9 février 1922, p.4, 10 février 1922, p.6 ; *The Irish Examiner*, 27 janvier 1922, p.6, 28 janvier 1922, p.3, 9 février 1922, p.6, 10 février 1922, p.2, 11 février 1922, p.6.
  31. Voir *The Voice of Labour*, 10 mars 1922, p.2 ; *The Freeman's Journal*, 6 mars 1922, p.5, 13 mars 1922, p.5, 22 mars 1922, p.6, 5 août 1922, p.4 ; *The Irish Independent*, 29 juillet 1922, p.5.
  32. Sur les soviets de l'entreprise Cleeve, voir David Lee, « The Munster Soviets and the fall of the House of Cleeve », dans David Lee, Debbie Jacobs (dir.), *Made in Limerick*, vol.1, *History of Industries, trade and commerce*, Limerick Civic Trust, 2003, p.287-306. Version en ligne : [www.limerickcity.ie/media/limerick%20soviet%2015.pdf](http://www.limerickcity.ie/media/limerick%20soviet%2015.pdf) (consulté le 8 février 2013) ; D.R. O'Connor Lysaght, « The Munster Soviet creameries », *Irish History Workshop*, vol.1, 1981, p.36-49.



# Soviets irlandais : expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923) (2/2)

Publié le [17 octobre 2016](#) par Olivier Coquelin



Des travailleurs expulsant les dirigeants de leurs usines, s'emparant de la gestion de domaines agraires, organisant des collectivités locales en faisant fi des autorités légales, hissant le drapeau rouge et s'érigeant en « soviets », sont des faits que l'on peine à associer à l'histoire de l'Irlande. Le concept même de « soviet » paraît tellement étranger aux problématiques consubstantielles au pays que l'historien Charles Townshend va jusqu'à les qualifier de « manifestations exotiques <sup>1</sup> ». Et pourtant, c'est bel et bien au sein de cette Irlande conservatrice, rurale et peu industrialisée, en proie aux conflits politiques et ethnico-confessionnels séculaires, qu'une centaine d'expériences autogestionnaires virent le jour, pratiquement toutes sous l'appellation de « soviet », entre 1918 et 1923 – c'est-à-dire au cours d'une Révolution irlandaise de 1916-23, censée avoir soudé les différentes couches sociales de la communauté nationaliste en vue de bouter l'ennemi britannique hors du pays.

[Première partie de l'article](#)

**L'autogestion des soviets irlandais : moyen subversif pour une finalité réformatrice ou révolutionnaire ?**

En l'absence de témoignages écrits de la plupart des travailleurs organisés en soviets, il apparaît difficile de déterminer avec précision leurs véritables motivations. L'étude des expériences les plus emblématiques que sont le soviet de Limerick et ceux de l'entreprise Clevee permet néanmoins de s'en faire une idée générale, en lien avec certaines définitions du concept d'autogestion, dont celle de Henri Lefebvre, datant de 1966, selon laquelle « *l'autogestion est à la fois un moyen de lutte frayant un chemin et un moyen de réorganisation de la société. Elle est également une culture irriguant la conscience collective* <sup>2</sup> » ou encore celle des théoriciens marxistes Yvon Bourdet et Alain Guillemin pour qui, « *l'autogestion doit être comprise dans un sens généralisé et elle ne peut se réaliser que dans et par une révolution radicale, qui transforme complètement la société sur tous les plans, dialectiquement liés, de l'économie, de la politique et de la vie sociale* <sup>3</sup> ». Définitions qui invitent ainsi à se demander dans quelle mesure le concept d'autogestion, qui sous-tendait les soviets irlandais, se voulait « *la voie et l'issue* <sup>4</sup> » subversives devant se généraliser à l'ensemble de la société.

Pour les historiens Liam Cahill et John O'Callaghan, la réponse ne fait aucun doute en ce qui concerne le soviet de Limerick : celui-ci était principalement motivé par des considérations strictement politiques et locales, malgré une indubitable dimension sociale néanmoins dénuée de toute intention subversive<sup>5</sup>. De leur côté, Niamh Hehir et Joe Morrissey vont jusqu'à affirmer que « *cela relèverait de la falsification des faits historiques que de faire du soviet de Limerick la preuve que les travailleurs irlandais avaient soif de révolution socialiste, en 1919. La grève reposait essentiellement sur la défense des libertés civiles, de sorte que dès que l'on trouva une solution de compromis concernant les permis délivrés par l'armée, le Soviet cessa toute activité*<sup>6</sup> ».

Pour respectables qu'ils soient, ces arguments n'en demeurent pas moins discutables. Ainsi, si leur grève « *reposait essentiellement sur la défense des libertés civiles* », pourquoi alors les responsables du Soviet envisagèrent-ils d'élargir leur mouvement au reste du pays, même après que les grévistes (au nombre de 14 000 sur une population de 38 000 habitants) eurent partiellement obtenu satisfaction de leur revendications initiales – et ce sans l'appui d'une grève générale à l'échelle nationale ? D'autre part, pourquoi tous les acteurs du Soviet de Limerick se sentirent-ils trahis par l'exécutif du Congrès des syndicats irlandais, lorsque celui-ci exclut tout recours à une grève nationale ? Comment expliquer que certains d'entre eux en éprouvèrent un dégoût tel qu'ils menacèrent d'établir un autre soviet ? Est-ce parce qu'ils attendaient de leurs dirigeants nationaux qu'ils « *fissent de Limerick le quartier général de la révolution nationale et sociale* », comme le soutient l'historien marxiste D. R. O'Connor Lysaght<sup>7</sup> ? Autre explication possible : l'ordre venu d'en haut de reprendre le travail généra chez eux un sentiment de frustration d'autant plus fort qu'ils avaient fait la démonstration de leur capacité à gérer efficacement les affaires communales de Limerick, de façon autonome – autonome vis-à-vis des dirigeants syndicaux nationaux, de la majorité municipale *Sinn Féin*, de l'IRA, du patronat local et du clergé catholique. On est donc en droit de penser que ce degré de confiance nouvellement acquis les amena tout naturellement à assigner une dimension subversive à leurs desseins originaux : d'une réponse spontanée et pragmatique à une mesure coercitive portant atteinte à leurs conditions de travail, ils aspiraient désormais à étendre leur mode organisationnel autogestionnaire au niveau national, dans le cadre d'une grève générale.

Par ailleurs, toujours à propos du Soviet de Limerick, l'historien marxiste Conor Kostick soulève avec justesse le problème suivant : « *Le Soviet différait de ses homologues russes sur un point important : sa création par le conseil des syndicats [de Limerick] impliquait que ses représentants élus le fussent uniquement par des travailleurs syndiqués lors de rares réunions de branche. Ils n'étaient donc pas facilement révocables et remplaçables, et la mise en place d'une instance ouvrière concurrente du conseil des syndicats n'était pas non plus sérieusement envisagée [...]. En cette période de grève générale, les seules réunions ouvrières qui eurent lieu se tinrent dans les rues de Limerick. Ces forums permettaient certes aux travailleurs d'exprimer leurs opinions, mais ne pouvaient en aucun cas se substituer au conseil des syndicats*<sup>8</sup>. » Est-ce à dire, du coup, que le soviet de Limerick ne respecta pas l'un des fondements majeurs de l'autogestion telle que définie par Cornélius Castoriadis, selon lequel « *toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. C'est-à-dire un système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment faire [...]. Ainsi, des décisions qui concernent les travailleurs d'un atelier doivent être prises par les travailleurs de cet atelier [...]; celles qui concernent toute l'entreprise, par tout le personnel de l'entreprise; celles concernant un quartier, par les habitants du quartier; et celles qui concernent toute la société, par la totalité des femmes et des hommes qui y vivent*<sup>9</sup> » ? En guise de réponse, il importe de rappeler que d'une part, seul le grand patronat local, à l'instar de la famille Cleeve, refusa de collaborer activement avec le comité de grève et ses sous-comités, constitutifs du Soviet de Limerick, à l'inverse des autres catégories socio-professionnelles – et notamment des commerçants et des artisans ; d'autre part, le soviet ne dura que quatorze jours, au cours desquels la majorité des grévistes furent soit pleinement satisfaits de la direction du mouvement ou n'eurent tout simplement pas le temps de s'en plaindre au point de fomenter une rébellion à ses dépens. Enfin, malgré l'état

de profonde crise politique dans laquelle se trouvait Limerick, les libertés d'expression, de la presse et d'association y furent néanmoins maintenues. Tout laisse donc à penser qu'en cas de prolongement du conflit, le mouvement aurait probablement emprunté la voie non pas de la dictature du conseil des syndicats (un peu sur le modèle des soviets russes et hongrois qui tournèrent à la dictature du parti unique), mais plutôt celle de la pluralité des opinions et de la forme collective qui « *non seulement élit [ses représentants] mais aussi peut les révoquer à chaque fois qu'elle le juge nécessaire* », dixit Castoriadis <sup>10</sup>.

Pour ce qui est des soviets instaurés à des fins socio-économiques, d'aucuns expliquent pareil phénomène en reprenant l'argument de la « grève tactique » (« *strike tactic* ») telle que l'avait déjà avancé, dès 1921, l'organe officiel du Syndicat des transporteurs *The Voice of Labour* (La Voix des travailleurs) <sup>11</sup>. Ainsi en est-il notamment de l'historien Donal Ó Drisceoil qui, se référant au soviet de l'asile d'aliénés de Monaghan, précise : « *Ce fut essentiellement une grève tactique – bien que teintée d'une indéniable coloration politique – telle qu'appliquée dans tous les "soviets" établis jusqu'en 1921, où la propriété des employeurs fut restituée une fois les revendications satisfaites.* » <sup>12</sup> » A propos justement du fait que « *la propriété des employeurs fut restituée une fois les revendications satisfaites* », il convient de rappeler que, dans certains cas, cela advint suite à des négociations engagées sous la menace du gouvernement « autochtone » du *Sinn Féin*, à l'instar du soviet de Bruree où Constance Markievicz, alors ministre du travail, menaça de dépêcher des troupes de l'IRA pour forcer les travailleurs en lutte à quitter la minoterie et la fabrique de pain de l'entreprise Cleeve – conformément à la traditionnelle stratégie interclassiste du mouvement indépendantiste, mentionnée plus haut –, où ils avaient pourtant laissé poindre des intentions subversives de diverses manières. A commencer par leur fameux slogan placardé sur la façade de l'usine, « Soviet des ouvriers des minoteries de Bruree. Nous faisons du pain pas de profit » (« *Bruree Workers Soviet Mills. We made Bread not Profits* »), faisant écho à celui du soviet de Knocklong, « Soviet de la laiterie de Knocklong. Nous faisons du beurre pas de profit » (« *Knocklong Soviet Creamery. We make butter not profits* »), proclamé un an auparavant. Ou, de façon plus explicite encore, via le texte affiché à l'entrée de l'usine, informant la population de conditions nouvelles de fonctionnement soucieuses de son bien-être : « *La minoterie et la fabrique de pain de Bruree sont à présent la propriété des ouvriers. La minoterie et la boutique sont ouvertes pour la vente de pain et de farine. Nous espérons réduire les prix et en finir avec les profits, en moins d'un jour. Par ordre des ouvriers* » <sup>13</sup>. » La réussite commerciale fut ainsi au rendez-vous à la faveur de deux facteurs : la communauté locale, et plus particulièrement les couches les plus modestes, eut accès aux produits mis en vente à des tarifs très abordables ; la plupart des céréaliers continuèrent à fournir la minoterie, malgré son passage sous contrôle ouvrier. Néanmoins, l'expérience tourna court (à peine dix jours), les dirigeants du soviet ayant été contraints, comme nous l'avons vu, de négocier la fin du conflit.

Mais si, de 1918 à 1921, la grande majorité des travailleurs organisés en soviets finirent par atteindre leurs objectifs initiaux (augmentation de salaire, réduction du temps de travail, réintégration de salariés abusivement licenciés...), le mouvement devait prendre une toute autre ampleur lorsqu'il fallut lutter contre les baisses de salaires que maints employeurs irlandais cherchèrent à imposer au cours de la crise économique de 1921-1923. Le vent tournait à présent en faveur de ces derniers au point que, d'après l'historien Emmet O'Connor, « *les travailleurs en étaient presque venus à concéder tout ce qu'ils avaient gagné depuis 1914* » <sup>14</sup> ». Pareilles circonstances encouragèrent la résurgence de soviets autogérés qui, d'instruments tactiques destinés à arracher des gains au patronat et aux propriétaires terriens, étaient désormais davantage perçus comme un modèle organisationnel véritablement alternatif aux droits de propriété traditionnels. Les cas les plus emblématiques de cette tendance furent sans conteste les 39 usines de l'entreprise Cleeve, passées sous contrôle ouvrier en réponse à la menace de grève patronale, émises consécutivement à un conflit non résolu portant sur la réduction et des salaires et des effectifs. Cette décision des travailleurs de poursuivre la production se justifiait par le fait que la fermeture des établissements « *mett[rait] en péril les moyens de subsistance de 5 000 fermiers, risqu[er]ait de*

*détruire la production nationale à hauteur de plusieurs milliers de livres par semaine, et condamnerait 3 000 ouvriers sans travail et leur famille à mendier et à mourir de faim* ». C'était donc « *dans l'intérêt de la communauté et afin de préserver cette industrie pour la nation* » que les ouvriers reçurent pour consigne de continuer le travail comme si de rien n'était. Le caractère indubitablement révolutionnaire de leurs desseins se manifesta ainsi dans cette volonté de développer leur mode de production autogestionnaire, au nom non seulement de la sauvegarde d'une industrie des plus importantes à l'échelle nationale, mais aussi de la souveraineté populaire incarnée dans leur devise : « Longue vie au peuple souverain » (« Long Live the Sovereign People ») <sup>15</sup>. Sans oublier le cœur à l'ouvrage qu'ils mirent, semble-t-il, à produire de façon autonome, ainsi que le rapporta le journal syndical *The Voice of Labour* à propos de l'une des usines occupées : « *Ces hommes faisaient du mieux qu'ils pouvaient pour garantir la perfection des produits qu'ils fabriquaient ; [...] il paraissait impossible de dénigrer les ouvriers de l'usine [dans laquelle] aucun détail n'échappait à la vigilance attentive du [nouveau] directeur [lui-même simple ouvrier] et dont la ferveur, l'enthousiasme et l'amour pour son travail suscitaient continuellement une grande émulation parmi les hommes et les femmes* <sup>16</sup>. » Pourtant, l'expérience ne se perpétua guère au delà de trois mois <sup>17</sup>. L'intervention de l'armée nationale de l'État libre d'Irlande, doublée du refus des céréaliers et des producteurs laitiers d'approvisionner les usines sous contrôle ouvrier – ce que Emmet O'Connor nomme la « *réponse conservatrice* » aux désordres sociaux <sup>18</sup> – eut ainsi graduellement raison des soviets de Cleeve. Sans parler des dirigeants syndicaux et travaillistes nationaux, dont le réformisme doctrinaire les amena tout naturellement à désavouer les soviets affichant la moindre velléité de subversion sociale, à l'instar justement de ceux de l'entreprise Cleeve de 1921 à 1922 (dirigés, il est vrai, par des officiels du Syndicat des transporteurs, membres du Parti communiste irlandais créé en novembre 1921), mais aussi de celui de Limerick dont les représentants avaient envisagé d'élargir leur mouvement à l'ensemble du pays.

\*\*\*\*

Plus que tout autre chose, l'étude de ce mouvement au potentiel socialement révolutionnaire indéniable rappelle que l'histoire n'est nullement un processus linéaire, un modèle d'interprétation téléologique faisant du présent le résultat inéluctable d'une construction réfléchie et préméditée ; quand celui-ci apparaît plutôt comme l'aboutissement d'une longue série d'accidents advenus en des circonstances largement imprévisibles et inexorables.

Ainsi en fut-il des soviets irlandais, dont les protagonistes s'inspirèrent du contexte politique et social européen de l'époque et profitèrent des troubles et de l'instabilité régnant dans le pays pour mettre en œuvre, de façon spontanée, un modèle organisationnel alternatif fondé sur l'autogestion. Et pourtant, la partie de l'île où eurent lieu pratiquement toutes ces expériences n'était-elle pas censée rejeter viscéralement toute forme de socialisme, de par son caractère fondamentalement rural, catholique et nationaliste <sup>19</sup> ? Probablement, en effet ! Sauf que la Révolution irlandaise apparut aussi comme une période de transition, au cours de laquelle les forces progressistes incarnées dans le mouvement syndical s'affirmèrent et se développèrent très rapidement en vue d'assurer aux travailleurs la pleine reconnaissance de leurs droits dans la perspective d'une Irlande indépendante. La société conservatrice dans laquelle l'Irlande du Sud devait évoluer au lendemain de la mise en place de l'État libre n'existait pas encore véritablement. Loin d'être prédéterminé – bien que contenu en germe depuis quelques décennies –, l'avènement des paradigmes dominants du nouvel État résulta donc plutôt de l'esprit conservateur qui avait fini par imprégner l'ensemble du mouvement indépendantiste orthodoxe, aux dépens de principes progressistes que défendaient pourtant les nombreux travailleurs syndiqués de l'époque – ayant, pour beaucoup, également la fibre nationaliste –, dont les luttes débouchèrent néanmoins quasiment toutes sur des défaites au cours des deux dernières années de la Révolution irlandaise. S'ensuivit dès lors une longue période de désillusions qui se traduisit notamment par une baisse drastique des effectifs des syndicats – et notamment celui des transporteurs qui ne comptait plus qu'environ 51 000 membres en 1925, contre 130 000 cinq ans plus tôt <sup>20</sup> –, le tout sur fond de division interne entre réformistes et partisans de

James Larkin (fondateur du Syndicat des transporteurs et exilé aux États-Unis de 1914 à 1923) soutenus par le Komintern. Laquelle division eut, sans nul doute, un impact sur la faiblesse électorale du Parti travailliste qui, depuis, ne s'est jamais vraiment démentie.

Cependant, s'il est une leçon à tirer de l'histoire iconoclaste des soviets irlandais, c'est bien la suivante : quelles que soient les caractéristiques d'un territoire déterminé (pays, région, ville...), selon les circonstances du moment, « *quand un groupe, au sens large, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise, mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passivement les conditions d'existence, quand ils ne restent plus passifs devant ces conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion* », pour citer à nouveau Henri Lefebvre <sup>21</sup>.

#### Partager cet article :

#### Notes:

1. Charles Townshend, « Historiography: Telling the Irish Revolution », dans Joost Augusteijn (dir.), *The Irish Revolution, 1913-1923*, Basingstoke, Palgrave, 2002, p. 6. Précisons ici que toutes les citations issues d'ouvrages ou d'articles en langue anglaise sont traduites en français par l'auteur du présent chapitre.
2. Henri Lefebvre, « Problèmes théoriques de l'autogestion », *Autogestion*, n°1, décembre 1966. Cité dans l'ouvrage collectif, *De l'autogestion, op. cit.*, p.39.
3. Alain Guillerm, Yvon Bourdet, *Clefs pour l'autogestion*, Paris, Seghers, 1975. Cité dans l'ouvrage collectif, *De l'autogestion, ibid.*, p.41.
4. Henry Lefebvre, *op. cit.*, p.39.
5. Liam Cahill, *Forgotten Revolution; Limerick Soviet 1919, op. cit.* ; John O'Callaghan, *Revolutionary Limerick: The Republican Campaign for Independence in Limerick, 1913-21*, Dublin, Irish Academic Press, 2010.
6. Niamh Hehir, Joe Morrissey, « Revolt of the bottom dogs: History of the Trade Union Movement, Limerick City and County 1916-1921 », *Labour History Research Group*, sd, part. 1, p. 11.
7. D. R. O'Connor Lysaght, *The Story of The Limerick Soviet, op. cit.*
8. Conor Kostick, *op.cit.*, p.80.
9. Cornélius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », *op.cit.*, p.2.
10. *Ibid*, p.3.
11. *The Voice of Labour*, 10 décembre 1921, p.4.
12. Donal Ó Drisceoil, *Peadar O'Donnell*, Cork, Cork University Press, 2001, p.13.
13. Cité dans *The Freeman's Journal*, 31 août 1921, p.5 ; *The Irish Examiner*, 31 août 1921, p.4 ; *The Irish Independent*, 31 août 1921, p.4.
14. Emmet O'Connor, *op. cit.*, p.106.
15. Cité dans *The Irish Times*, 15 mai 1922, p.5.
16. *The Voice of Labour*, 27 mai 1922, p.8.
17. Les usines de Mallow et Clonmel furent néanmoins restituées bien plus tard : en février 1923 pour la première et en mars 1923 pour la seconde.
18. Emmet O'Connor, *op. cit.*, p.154.
19. Il n'y aurait eu qu'une seule expérience de type « soviétique » (du moins désigné comme telle par certains journalistes) dans la partie de l'île constituant aujourd'hui l'Irlande du Nord, lors de la grève générale de Belfast en janvier-février 1919.
20. Chiffres donnés par Desmond Greaves, *The Irish Transport and General Workers' Union, op.cit.*, p.259, p.321.
21. Voir note 14.

[Si vous ne parvenez pas à consulter ce message, cliquez ici pour le voir en ligne](#)

**Lettre  
d'information  
d'Hobo  
Diffusion -  
OCTOBRE  
2016**

Bonjour à tous,

Ci-dessous, la liste de nos dernières parutions !

Bonne lecture,  
L'équipe d'Hobo  
Diffusion

**Diffusion HOBO**

- 23, rue Pradier 75019 Paris
- Tél. : 06 46 79 40 71
- [contact@hobo-diffusion.com](mailto:contact@hobo-diffusion.com)
- [www.hobo-diffusion.com](http://www.hobo-diffusion.com)

**Distribution MAKASSAR**

- 8, rue Pelleport 75020 Paris
- Tél. : 01 40 33 69 69
- [commande@makassar-diffusion.com](mailto:commande@makassar-diffusion.com)
- [www.makassar-diffusion.com](http://www.makassar-diffusion.com)

**CONTRE L'EXTRÊME DROITE,  
LA LUTTE DES CLASSES LÀ ENCORE !**

**L'OPÉRATION BARKHANE : UN BOULEVARD  
POUR LE MILITARISME FRANÇAIS EN AFRIQUE**

**DOSSIER MEXIQUE : LES COMMUNAUTÉS  
MEXICAINES DU MICHUACAN  
S'ORGANISENT**



## NOTRE-DAME-DES-LANDES

*C'est la lutte finale ?*

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de déci-

sions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

## SOMMAIRE



ÉDITO ► PAGE 3

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

► PAGE 4 NDDL : après la java... la Valls bleue

### ANTINUCLÉAIRE

► PAGE 5 Camp antinucléaire de Flamanville

### VERTEMENT ÉCOLO ► PAGE 6

### QUI SOMMES-NOUS ? ► PAGE 7

### BIG BROTHER ► PAGE 8

### POLITIQUE

► PAGE 10 Contre l'extrême droite, la lutte des classes là encore !

### TOUCHONS LE FOND

► PAGE 16 Qu'est-ce que l'exploitation ?

### L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ► PAGE 19

### PAYS BASQUE

► PAGE 20 L'eusko, une monnaie locale complémentaire exemplaire ?

### BRESIL

► PAGE 22 D'une gauche à l'autre

### FRANÇAFRIQUE

► PAGE 25 L'opération Barkhane : un boulevard pour le militarisme français en Afrique

### DOSSIER MEXIQUE

► PAGE 28 Face au crime organisé, les communautés mexicaines du Michoacan s'organisent

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore  
BP 81213- 51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF  
novembre 2016  
Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION  
Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé

## POUR S'ABONNER

### ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL égégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

Ce numéro a été préparé dans le Poitou

La commission journal de novembre aura lieu à LYON

## CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

### AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

### BRETAGNE

oclnantes@free.fr

### CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o Egégore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

### ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

### LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

### MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31 400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

### NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex lamouette.enragee@wanadoo.fr  
• Lille : ocl-nord@gmail.com

### NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

### PERIGORD/QUERCY

ocl2446@yahoo.fr

### POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@orange.fr  
• oclcognac@ymail.com

### RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif" c/o Maison del'écologie 4 rue Bodin 69001 Lyon ocl-lyon@laposte.net

• Valence :

ocl-valence@riseup.net

### SUD-EST

Grasse : ocl.sudest@gmail.com

### CONTACTS

Figeac, passer par  
oclibertaire@hotmail.com





Éditions du Coquelicot, publications libertaires de Toulouse... et du reste du monde !

<http://www.lecoquelicot.info/>

Pendant la guerre civile révolutionnaire, des volontaires partirent en Espagne sans être enrôlés dans les brigades internationales organisées par le Komintern.

« La révolution ne vient pas remplir une nécessité esthétique, mais solutionner une série de problèmes d'ordre social qui sont posés. » **Juan Garcia Oliver**

## Les nouvelles DU PISTIL



Mohand Ameziane Sail, au premier rang, au milieu, Groupe international de la colonne Durruti,

blas. Mais la plupart d'entre eux quittèrent le pays dès le 24 juillet.

Bien avant la création des BI, le 18 septembre 1936, des volontaires partent vers l'Espagne<sup>1</sup>. Parmi eux, des militants libertaires intègrent les groupes internationaux<sup>2</sup>, de la colonne anarchiste de Durruti (la centurie Sacco et Vanzetti composée d'Américains, la centurie Erich Mühsam, composée d'Allemands), de celle d'Ascaso (section italienne), et d'Ortiz dans laquelle les internationaux, surtout Français, forment la centurie Sébastien Faure.

D'autres volontaires comme Georges Orwell<sup>3</sup> intègrent les colonnes du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste).

Selon Nicolas Faucier, organisateur du Comité pour l'Espagne libre (CEL) il y aurait eu 250 à 400 libertaires français, 120 italiens, 200 allemands mais aussi des Suédois comme Nils Lätt<sup>4</sup> et et Axel Österberg<sup>5</sup>. On compte aussi des Hongrois, des Bulgares, des Yougoslaves, des Polonais, des Ukrainiens, des Russes, etc.

Les volontaires libertaires français s'engagèrent à travers la Fédération anarchiste, l'Union Anarchiste ou la CGT-SR<sup>6</sup>. Mais c'est de leur propre initiative et par leur propre moyen que beaucoup de militants se rendirent en Espagne et s'engagèrent dans les groupes d'internationaux.

Après les journées de mai 37, certains militants libertaires quittèrent le front et l'Espagne considérant la révolution terminée. Le 30 juillet 1937, le Bataillon International de la colonne Durruti fut dissous : certains étrangers partirent, d'autres intégrèrent la XII<sup>e</sup> Brigade Internationale.

Enfin, des miliciens, notamment les ressortissant des pays soumis par le fascisme, passèrent la frontière au Perthus en février 1939 et furent internés dans les "Camps des sables" avec des milliers d'Espagnols.

1. Remi Skoutelsky, L'Espoir guidait leurs pas, Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939, Grasset, 1998.

2. Les enfants de la nuit. Editions les Geminologues 2006

3. Hommage à la Catalogne. Georges Orwell

4. Milicien et ouvrier agricole dans une collectivité. Nils Lätt. Éditions du Coquelicot 2013

5. Derrière les barricades de Barcelone. Axel Österberg. Éditions du Coquelicot 2016

6. Alphonse Tricheux itinéraire d'un anarchiste. Violette Marcos et Juanito Marcos. Editions Loubatière 2011, (aussi aux éditions du Coquelicot).



Nils Lätt (en haut à gauche) Groupe International de la colonne Durruti.

### L'illustration du mois



La semaine de l'enfance

### En chantier

- Les estampes de **SIM** : une série d'aquarelles illustrant le soulèvement populaire du 19 Juillet 1936.
- Un N° hors série du journal **le Coquelicot revue**, traitera des suites de la catastrophe d'AZF du 21 septembre 2001.
- 20 ans dans les geôles franquistes, **Joan Busquets Verges**.
- José Ester Borrás, un anarcho-sindicaliste dans son temps, **Violette Marcos et Juanito Marcos**

### Dernière Parution

- Derrière les barricades de Barcelone, **Axel Österberg**

### Ré-impression

- Milicien et ouvrier agricole dans une collectivité en Espagne, **Nils Lätt**
- Toulouse année 80, un goût certain pour le sabotage, **A. Carraté**
- Les Almanach du Père Peinard 1896-1898-1899 **A. Pouget**

### Prochaine parution

- Ce que j'ai appris dans la vie, **Angel Pestaña**.

12.11.2016

Cras-Infos à liste mail du CRAS

Bonjour,

On sait que vous avez à lire cinq ou six bouquins sans compter le Canard Enchaîné, Le Monde diplomatique et surtout la presse et les brochures du mouvement révolutionnaire, que vous naviguez sur internet dès que possible, que vous êtes inondés de mails et d'infos diverses sur de multiples sujets, mais que vous attendez avec impatience le numéro mensuel de CRAS-Infos. Il va falloir vous faire une raison CRAS-Infos sous sa forme actuelle va faire une pause et réfléchir à la manière de communiquer sans encombrer votre corbeille. En attendant bonne lecture.

Ci-dessous le sommaire de novembre, en pj **CRAS-Infos de novembre** ou en lien <http://cras31.info/spip.php?article570&lang=fr>

<http://cras31.info/> le site de l'association

## CRAS Infos – Novembre 2016

Sélections ci-dessous de documents reçus au CRAS (mails, BPostale...) qui sont ou qui seront archivés.



Nantes - Manifstation du 15 septembre 2016 – Contre la Loi travail et son monde

### Au sommaire

#### Nucléaire – Page 3

Un courrier signé par le Rétif qui nous a fait parvenir par mail une série de textes et de documents critiques sur les gestionnaires "anti-nucléaires" du parc nucléaire.

"...Pour mémoire, il y a quelques mois lors d'un colloque "tcherno 23", organisé par Michel Guérit, un ancien communicant participationniste engagé dans la lutte de Bure, Thierry Ribault, l'un des auteurs des sanctuaires de l'abîme sur la catastrophe de Fukushima révèle que Corine Lepage et Michèle Rivasi viennent de former au niveau européen une association travaillant sur la transparence nucléaire, à laquelle est convié un certain Gilles Hériard Dubreuil. Le directeur de Mutadis Consulting, est le promoteur depuis de longues années de Tchernobyl à Fukushima, d'une bien étrange transparence à travers les projets CORE et ETHOS. Comment faire vivre des populations entières dans des zones contaminées ? Voilà l'ambitieux projet qu'il partage avec de nombreux nucléaristes français comme Jacques Lochard, et des Etats et des industriels biélorusses et japonais. La présence d'Hériard Dubreuil est loin d'être anecdotique puisqu'il est même nommé secrétaire de NTW, l'ONG créée par nos écolocrates..."

Courrier et documents consultables sur :

<https://lelaboratoireanarchiste.noblogs.org/post/2016/11/02/nucleaire-cogerer-lagonie-et-ceux-et-celles-qui-sy-refusent/>

#### Palestine/Israël – Page 4 à 10

Extrait du journal *L'émancipation* d'octobre 2016 l'article de S.katz et Pierre Stambul : *Vous avez aimé les manifestations en gage de juin dernier ? Vous adorerez Gaza en gage*. En lien : [http://cras31.info/IMG/pdf/2016\\_sept\\_vous\\_avez\\_aimé\\_les\\_manifestations\\_en\\_gage\\_de\\_juin\\_dernier\\_vous\\_adorerez\\_gaza\\_en\\_gage.pdf](http://cras31.info/IMG/pdf/2016_sept_vous_avez_aimé_les_manifestations_en_gage_de_juin_dernier_vous_adorerez_gaza_en_gage.pdf)

## Remember des trentes glorieuses – Page 11 à 15

La liste est longue (Opérations "homo" avec l'organisation étatique SDECE/La main rouge...) aujourd'hui : Un texte sur *Mehdi Ben Barka assassiné le 29 octobre 1965 avec l'aide de l'Etat français*. <https://rebellyon.info/Mehdi-Ben-Barka-assassine-le-29-octobre>

## Irlande – Page 16 à 29

Deux longs textes *Sur les Soviétiques irlandais : expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923)* - <http://www.autogestion.asso.fr/?p=6320> .

Textes extraits de la *Lettre du mois d'octobre 2016* de l'Association Autogestion - <http://www.autogestion.asso.fr/email/email54.html>

## Editions :

- La Lettre d'information d'**Hobo Diffusion** d'octobre 2016. Page 30 ou <http://hobo.massmail.fazasoft.fr/home/previsuMessage/id/55569>

- La revue **Courant Alternatif** de novembre 2016. Page 31/32 la couverture et le sommaire.  
- **La lettre** n° 15 des éditions Le **Coquelicot** de novembre 2016. Page 33.

Des éditions **Anar chronique** - <https://anarchroniqueeditions.noblogs.org/> - Brochures publiées en septembre 2016 :

- *Lettres sur le syndicalisme* par B.Vanzetti (accompagnées de deux préfaces)

- *La tension anarchiste* par A.Bonanno

- *Pour le bouleversement du monde*

- *Individus ou citoyens*

- *La peste religieuse* par J. Most (accompagné de notes biographiques de L. Galleani sur J. Most)

Des éditions **Nada** - <http://www.nada-editions.fr/> :

- *Refuser de parvenir – Idées et pratiques*, recueil coordonné par le CIRA de Lausanne, 299p, 2016.

Des éditions **La lenteur** - <https://www.lalibrairie.com/tous-les-livres/editeurs/la-lenteur.html> :

- Les 4 numéros de la revue *L'Inventaire* (n°1 en 2014 et le n°4 en 2016).

Des éditions **Niet** - <http://www.niet-editions.fr/> :

- *État d'urgence et business de la sécurité* de Mathieu Rigouste, 96p, 2016.

- *Contre l'État islamique*, contre la guerre de Mathieu Pérez, 96p, 2016.

- *"Serhildan" : le soulèvement au Kurdistan - Paroles de celles et ceux qui luttent pour l'autonomie*, 96p, 2016.

Des **Editions Le monde à l'envers** (Grenoble) -

<http://www.lemondealenvers.lautre.net/catalogue.html> :

- Les deux bandes dessinées "Les aventures de Red Rat" éditées en 2016. Le troisième volume vient de sortir.

En allant sur ce lien : <http://www.lemondealenvers.lautre.net/livres/redrat.html> vous trouverez les infos suivantes :

- les infos et couvertures sur les 3 tomes

- un dossier de présentation du premier tome avec une interview de l'auteur.

- Deux BD *Disgrazia !* (2012) et *De l'autre côté* (2015) ouvrages signés par Coline Picaud.

- *Pour l'abolition de la carte d'identité* par le Mouvement Pour l'abolition de la carte d'identité (2011).

- *Métro, boulot, chimio – Débat autour du cancer industriel* ouvrage Collectif (2012).

Des éditions **Black-Star** (Grenoble) : [Black-star@no-log.org](mailto:Black-star@no-log.org)

- Une compilation audio *Irish Rebel Songs* (Chants rebelles irlandais) - 2 CD (32 chansons) et un livret contenant les textes des chansons en anglais et en français.

31.10.2016

Salut,

Je fais suivre le texte suivant des compagnons de l'ACNM sur la récente démission de Michèle Rivasi ancienne présidente de la CRII-RAD, et de Greenpeace de l'association Nuclear Transparency Watch.

Pour mémoire, il y a quelques mois lors d'un colloque "tcherno 23", organisé par Michel Guérit, un ancien communicant participationniste engagé dans la lutte de Bure, Thierry Ribault, l'un des auteurs des sanctuaires de l'abîme sur la catastrophe de Fukushima révèle que Corine Lepage et Michèle Rivasi viennent de former au niveau européen une association travaillant sur la transparence nucléaire, à laquelle est convié un certain Gilles Hériard Dubreuil. Le directeur de Mutadis Consulting, est le promoteur depuis de longues années de Tchernobyl à Fukushima, d'une bien étrange transparence à travers les projets CORE et ETHOS. Comment faire vivre des populations entières dans des zones contaminées ? Voilà l'ambitieux projet qu'il partage avec de nombreux nucléaristes français comme Jacques Lochard, et des Etats et des industriels biélorusses et japonais. La présence d'Hériard Dubreuil est loin d'être anecdotique puisqu'il est même nommé secrétaire de NTW, l'ONG créée par nos écolocrates.

Prises les mains sur le dosimètre nos chères édiles feignent de découvrir qui est leur encombrant ami, et démissionnent l'une puis l'autre dans la foulée. Pourtant Dubreuil est connu et dénoncé depuis bien longtemps par de nombreux antinucléaires. Par quelques révolutionnaires comme l'ACNM donc mais également par les plus consensuels Stéphane Lhomme, ancien du réseau sortir du nucléaire, le CRILAN, la CRII-RAD et bien d'autres. Aujourd'hui, des antinucléaires renversent la situation en dénonçant Ribault. Le vilain petit canard a mis les pieds dans le plat, et brisé la sacro-sainte unité du mouvement. "Comment peut-on s'attaquer à des personnes aussi irréprochables ?" Ce que met pourtant une nouvelle fois à jour Thierry Ribault, c'est qu'il existe bel et bien des options divergentes et antagoniques dans ce mouvement entre ceux et celles qui travaillent à cogérer l'agonie et ceux et celles qui s'y refusent.

Je joins plusieurs textes à ce texte pour éclairer l'enjeu des débats. Les deux textes de Thierry Ribault, la désinformation nucléaire, texte du réseau sortir du nucléaire, mais en fait signé Stéphane Lhomme, et qui programme sans doute alors son éviction programmée dudit réseau tout autant que son opposition à la ligne Greenpeace EELV sur la question du climat quelques années plus tard. Il était une fois la cogestion qui parle d'autres formes de cogestion. Et enfin, une intervention de quelques révolutionnaires au sein du séminaire émancipation de Caen.

Bonne lecture,

Un rétif.

Les textes sont consultables : <https://lelaboratoireanarchiste.noblogs.org/post/2016/11/02/nucleaire-cogerer-lagonie-et-ceux-et-celles-qui-sy-refusent/>

# Vous avez aimé les manifestations en cage de juin dernier ?



## Vous adorerez Gaza en cage

Les pêcheurs de Gaza

*La bande de Gaza est sortie de l'actualité intéressante pour nos médias. Mais la dure réalité de la vie à Gaza est toujours là !*

Quand, au début de l'été 2014, quelques roquettes inefficaces parties de la bande de Gaza ont effleuré le territoire israélien, la "punition" collective a été terrible.

Plus de 50 jours de bombardements intenses : 2200 mort-e-s en grande majorité des civil-e-s, des centaines de milliers de réfugié-e-s obligé-es de quitter leurs maisons détruites ou occupées, l'essentiel des moyens de production pulvérisés (champs, usines, ateliers, centrale électrique, épuration des eaux...) histoire de définitivement transformer la population en assisté-e-s quémandant aide et nourriture. Les médias ont "respecté" l'ordre israélien de ne pas se rendre à Gaza et de ne pas témoigner. On ne les voit plus et on ne les entend plus.

L'Occident a applaudi le massacre comme il a applaudi et soutenu le blocus. Israël est un allié fiable qui donne l'exemple. C'est l'avant-garde de l'Occident "civilisé" qui clame que les Palestinien-e-s en général et le Hamas en particulier sont des terroristes.

En Israël/Palestine, on re-colonise, on enferme, on terrorise, on liquide sans jugement, on construit des super-prisons. Là-bas, l'état d'urgence n'est pas une nouveauté, il est permanent. Là bas, on expérimente un nouveau modèle "social" qui sera peut-être bientôt celui qu'on appliquera aux quartiers, à Notre-Dame-des-Landes ou aux vilains gauchistes.

Joyau des joyaux, il y a là-bas le plus grand camp du monde : Gaza, 1 900 000 habitants sur 360 km<sup>2</sup>, véritable laboratoire à ciel ouvert.

### **Dis-moi comment tu m'enfermes, je te dirai qui tu es**

Il est devenu extrêmement difficile pour des militant-e-s de la solidarité avec la Palestine de se rendre à Gaza. Depuis le coup d'État du Maréchal Sissi, la frontière de Rafah avec l'Égypte leur est de fait fermée. Reste Erez, frontière avec Israël. Nous avons pu la franchir et séjourner à Gaza du 23 mai au 9 juin. Il est encore trop tôt pour savoir si ce type de voyage pourra se renouveler, tant les obstacles sont nombreux.

Au Nord et au Sud de la bande de Gaza, le Mur est en béton, très haut et hérissé de tours. Le passage à pied à Erez est un dédale qui se termine par un très long couloir grillagé. L'ambiance est donnée.

Sur toute la partie Est, la frontière est barbelée avec des engins blindés israéliens qui patrouillent en permanence. De l'autre côté du barbelé, les exploitations agricoles israéliennes sont luxuriantes. Les Israéliens tirent tellement sur la nappe phréatique que celle-ci à Gaza est envahie par

l'eau de mer et devient impropre à toute consommation. Régulièrement, le barbelé est redoublé par des tours. Dans la guerre moderne, il n'y a plus besoin d'être physiquement présent pour donner la mort. Tout comme les drones, ces tours sont commandées à distance. Tranquille dans son fauteuil à des km de là, un-e anonyme joue (comme on joue sur internet) à viser et à tuer. En toute impunité.

Il reste à Gaza 1/5 de la superficie constituée de terres agricoles. Les paysan-ne-s jouent un rôle essentiel pour nourrir la population. Pour eux/elles, il est décisif de pouvoir cultiver jusqu'à la "barrière de sécurité" (il est pas beau le langage des geôliers ?). Entre les massacres de *Plomb Durci* (2008-9) et *Bordure Protectrice* (2014), depuis ces tours automatisées, l'occupant a tué 150 paysan-ne-s et quelques milliers d'ânes qui, comme chacun sait, sont aussi des dangereux terroristes.

Reste 40 km de côte. La mer et les plages sont belles, très fréquentées. Mais la laideur n'est jamais loin. Le port de Gaza a été souvent détruit et partiellement reconstruit. Toutes les tentatives des flottilles internationales pour briser le blocus ont été violemment réprimées, l'armée israélienne s'arrogeant le droit d'intervenir dans les eaux internationales et d'arrêter tout le monde, même des personnalités. Pourquoi se gêner puisqu'il n'y a pas de sanctions ? On peut voir sur le port de Gaza le monument à la mémoire des 10 Turcs tués en 2010 sur le Mavi Marmara, ce qui n'a pas empêché Erdogan de "normaliser" ses relations avec Israël.

La pêche est une activité traditionnelle à Gaza depuis l'Antiquité. Elle est aujourd'hui ruinée. Depuis la côte, on peut voir les bateaux de guerre israéliens roder. Alors que l'occupant n'a jamais trouvé le moindre objet suspect sur ces bateaux, il a édicté des règles terribles : les zones frontières sont interdites à la pêche ; ailleurs, c'est 11 km maximum, un peu plus au centre de la bande de Gaza. Sauf qu'aussi près d'une côte sablonneuse, il n'y a quasiment pas de poisson. L'occupant viole de toute façon ses propres règles puisque la plupart des attaques contre les bateaux de pêche ont lieu près de la côte. Ces dernières années, les pêcheurs ont eu de nombreux morts, des centaines de bateaux endommagés, détruits ou confisqués. Et ils nous ont signalé des cas de torture.

La cage de Gaza est hermétique.

## **La division palestinienne, une grande victoire de l'occupant**

Le projet sioniste, ça a toujours été de faire des Palestiniens les Indiens du Proche-Orient. Les expulser ou les enfermer dans des réserves. Les fragmenter, leur donner à tous des statuts différents. La division entre Gaza et la Cisjordanie était programmée et réalisée dans les faits depuis longtemps, bien avant la prise de pouvoir du Hamas à Gaza.

Les accords d'Oslo ont fonctionné comme un piège. La Palestine n'a pas d'État mais elle a deux gouvernements

rivaux qui, qu'ils le veuillent ou non, cumulent ce qui est la plaie de beaucoup de sociétés dominées : corruption, clientélisme, gabegie.

Pour les dirigeants israéliens, l'essentiel est de ne pas avoir de partenaires pour la paix. Si jamais il y en a un de crédible, il sera humilié, emprisonné ou tué. Quand la plupart des combattant-e-s palestinien-ne-s étaient laïques, nationalistes et/ou marxistes, l'occupant a favorisé l'ascension de l'islam politique. Et quand le Hamas est devenu puissant, l'occupant a commencé à assassiner ses dirigeants un à un.

"L'évacuation" de Gaza décidée par Ariel Sharon en 2005 a été un "trait de génie". Elle a précipité la division de la Palestine qui avait été maintenue unie par l'OLP avant Oslo. La victoire militaire du Hamas en 2007 contre le Fatah l'incite à essayer de faire de Gaza un État islamique en miniature et à se montrer autoritaire face à une population auprès de laquelle il est de plus en plus populaire.

Pour l'occupant, les accords d'Oslo avaient pour finalité entre autres de déléguer aux Palestiniens le fait d'assurer "la sécurité de l'occupant". L'Autorité Palestinienne n'est plus seule à accepter de jouer ce rôle. Le Hamas aussi contrôle de plus en plus ceux qui seraient tentés d'attaquer l'occupant. Le président du syndicat des pêcheurs de Khan Younis nous a même raconté cette histoire incroyable : la marine israélienne repère un bateau de pêcheurs dans une zone qu'elle veut arbitrairement interdire. Elle communique son immatriculation au ministère chargé de la pêche à Ramallah. Celui-ci la communique au ministère à Gaza (donc le Hamas). La police arrête les pêcheurs et confisque le bateau.

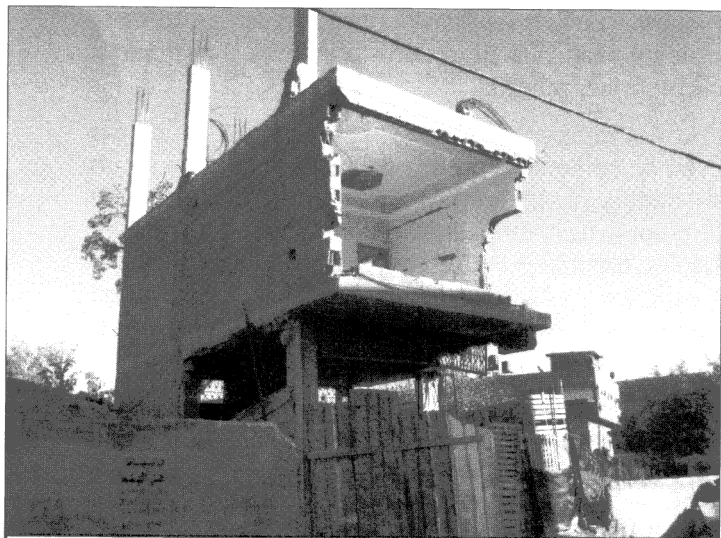
La désunion, le fait d'avoir deux gouvernements et pas d'État, c'est pire que tout. C'est même parfois caricatural : ainsi l'université al Aqsa a deux doyens, nommés par les deux gouvernements.

Quand le Hamas a pris le pouvoir, les fonctionnaires (payés par Ramallah) se sont mis en grève. Il y a eu un accord sur les fonctionnaires de santé et d'éducation. Ils travaillent et sont payés par Ramallah. Les autres fonctionnaires ne travaillent pas, et s'ils le font, ils cesseront d'être payés. De son côté, le Hamas a recruté de très nombreux fonctionnaires (surtout des policiers et des militaires) sur une base clanique et partisane.

Il y a eu brièvement en 2014 un gouvernement d'union nationale et c'est en partie, pour y mettre fin que les Israéliens ont attaqué. En deux mois d'existence ce gouvernement de technocrates, s'inspirant des recettes du FMI, aura eu le temps de liquider la préparation aux concours d'enseignement.

Ce gouvernement a éclaté sur deux points principaux : le contrôle des frontières et le paiement des fonctionnaires.

Nous avons entendu longuement le point de vue de dirigeants des deux grands partis. Pour le Fatah (qui a une existence semi-légale à Gaza, il ne peut pas manifester), le Hamas est corrompu, il a construit une économie parallèle qu'il contrôle. Il est à la tête de nombreux trafics.



La reconstruction est loin d'être achevée

Pour le Hamas, l'Autorité Palestinienne est un auxiliaire de l'occupant qui porte la responsabilité de la pénurie d'électricité (six à sept heures de courant par jour en moyenne) en taxant à 300% le fuel de la centrale électrique.

Les autres partis (essentiellement le Jihad Islamique et le FPLP) ont proposé des médiations qui n'ont pas abouti. Alors que la population vomit cette division qui provoque la colère, celle-ci continue probablement parce que l'intérêt des deux partis rivaux prime sur celui de la population.

## Une société très diverse

Si vous entendez quelqu'un dire : *“les Palestiniens pensent que...”*, vous pouvez lui rire au nez. Nous avons eu quasiment autant d'avis que d'interlocuteurs/trices.

Les gens n'ont pas peur de parler à Gaza. Dès qu'on prend un taxi, le chauffeur nous dit pour qui il est. Malgré de nombreuses tentatives de mises au pas de la société (parfois abouties notamment dans le domaine des mœurs et de la mixité), celle-ci résiste.

Quand nous avons rencontré au Parlement deux députés du Hamas, ceux-ci nous ont assuré que la peine de mort n'était plus appliquée. Le lendemain, trois condamnés de droit commun étaient exécutés. Cette mise à mort a été très sévèrement critiquée par de nombreuses personnes et par les associations de droits de l'homme.

Prenons la question un État/deux États. On trouvera à peu près autant d'avis pour chacune des deux positions mais surtout une très grande diversité à l'intérieur de ces deux positions. Pour le FPLP, il faut un État unique *“où musulmans, chrétiens, juifs et athées auraient les mêmes droits”*. Mais une militante du FPLP a ajouté que le drapeau serait palestinien. Pour le Jihad Islamique, dans cet État, seuls les Juifs/ves déjà présents en Palestine en 1948 pourraient rester. Comme nous avons fait remarquer que la plupart des Juifs/ves israélien-ne-s étaient né-e-s en Israël, notre interlocuteur a concédé qu'on pourrait négocier sur leur cas.

Chez les partisans de deux États, personne ne se montre triomphant. Le Fatah admet qu'Oslo est mort et qu'il faut accepter deux États parce que *“le monde est mauvais”* et que c'est tout ce qu'il concède aux Palestiniens. Dès qu'on parle du droit au retour des réfugié-e-s, tout le monde à Gaza (où la population comprend 75% de réfugié-e-s, chassé-e-s de toute la région Sud d'Israël) dit que ce droit est imprescriptible. Du coup, les partisans de deux États reconnaissent que ce droit n'a pas de sens dans le cadre de deux États et donc que le conflit ne pourra pas se terminer avec la création d'un État palestinien réduit à 22% de la Palestine historique.

Quand on pose la question *“pourriez-vous vivre avec les Juifs/ves ?”*, là encore on a toutes les réponses. Certains évoquent l'Islam : *“on a toujours vécu avec les Juifs, c'est écrit dans le Coran, c'est avec l'occupation qu'on a des problèmes”*. Les plus âgés, qui ont travaillé en Israël, en parlent comme le moins mauvais moment de leur vie, ils avaient des salaires et étaient libres de se déplacer à l'intérieur d'Israël/Palestine. Pour les moins de 25 ans qui ont connu trois guerres et ne sont jamais sorti-e-s de la cage, il n'y a pas de différence entre juif et israélien et la réponse fuse : *“comment pouvez-vous poser une question pareille ?”*. Pour eux, Gaza c'est l'enfer, la seule différence réside entre ceux qui veulent sortir momentanément et ceux qui veulent partir définitivement.

## La résilience

Comment ne pas craquer dans une telle situation ?

On sent qu'une partie de la population est au bord de la rupture. Ce qui lui permet de tenir, ce sont de très nombreuses formes de solidarité. Solidarité familiale qui fait que, malgré l'existence de grandes zones de pauvreté,



Affiche du PCHR (Centre Palestinien des Droits de l'Homme)



on ne meurt pas de faim et il y a très peu de mendicité. Un seul salaire faire vivre de nombreuses personnes. Redistribution aussi : de nombreuses petites associations viennent en aide aux plus démunis-e-s. Ça peut être une aide en colis alimentaires, ou en générateurs électriques pour ne pas subir les coupures.

Les réfugiés reçoivent un peu d'aide de l'UNRWA (l'office des Nations Unis) en terme de maigre aide alimentaire ou de scolarisation des enfants, même s'il est clair que, libéralisme oblige, cette aide décline. Ainsi l'UNRWA propose que les effectifs maximums en classe passent de 36 à 55.

La population originaire de Gaza a des terres et des maisons. Il existe encore dans les zones rurales une société traditionnelle structurée par des mokhtars, sorte de juges de paix, qui organisent une forme d'expression collective et portent les revendications aux autorités. Une des revendications c'est d'avoir de l'électricité pour pouvoir pomper l'eau des forages et sauver les récoltes.

La guerre de 2014 a provoqué d'énormes dégâts et la reconstruction est très lente car c'est l'occupant qui contrôle (et souvent interdit) l'arrivée des matériaux. Deux ans plus tard, une partie de la population vit toujours dans des algécos surchauffés. Le premier réflexe, dès le cessez-le-feu, a été de remettre en état l'appareil économique et en particulier les champs. Gaza est quasiment autosuffisant en fruits, légumes et poulets. Une grosse association comme l'UAWC (Union des Comités de travailleurs Agricoles, issue du FPLP) organise une reconstruction écologique qui économise l'eau, l'électricité et les engrais tout en permettant aux agriculteurs d'être autonomes en terme de semences. Une autre grosse association, le PCHR (Centre Palestinien des Droits de l'Homme), dénonce toutes les violations commises par l'occupant, mais aussi par un des deux gouvernements rivaux. On sent une énorme volonté de ne pas devenir un peuple d'assistés-e-s dépendant du bon vouloir de la "communauté internationale"

Comme dans le reste de la Palestine, un énorme effort est consacré à l'éducation. Il n'y a pas d'illettrisme à Gaza (contrairement à l'Égypte voisine). Comme le système éducatif ne prévoit rien en terme de crèches, jardins d'enfants ou activités périscolaires, c'est la société civile qui s'organise avec de très nombreux/ses bénévoles pour encadrer les enfants.

Il y a six universités et 100 000 étudiant-e-s à Gaza. Malgré l'effort de ces universités pour offrir des formations



Le forage permet un débit important

pratiques, la très grande majorité des diplômés-e-s ne trouvent pas d'emploi. Ils/elles acceptent alors souvent de travailler gratuitement pour pallier les manques de la société.

Pourquoi ce travail gratuit dont bien des libéraux rêveraient chez nous ? Pour se rendre utile à la société, pour acquérir de l'expérience, pour se tenir prêt-e si un jour il y a du travail.

## BDS et encore BDS

Les individus, les associations, les partis, tout le monde espère beaucoup du BDS. Avec une colère contre les gouvernements occidentaux qui essaient de le criminaliser. À Gaza, l'économie est "captive" mais le BDS demande de ne pas acheter israélien quand le choix existe.

Les militant-e-s pour le BDS à Gaza sont surtout engagé-e-s sur le boycott culturel et universitaire. Ils/elles sont très à l'écoute de ce qui se fait chez nous. Ne les décevons pas ! Et n'oublions pas qu'en soutenant la Palestine, nous nous battons aussi contre un modèle de société carcérale qui arrive chez nous.

**Sarah Katz et Pierre Stambul** □

Pour en savoir plus :

**Chroniques de Gaza**, Sarah Katz, Pierre Stambul, éditions Acratie, septembre 2016, 100 p., 10 €.

À commander à l'EDMP (8 impasse Crozatier, Paris 12°, 01 44 68 04 18, didier.mainchin@gmail.com).

## Un château d'eau pour Khuza'a

Vous avez été nombreuses et nombreux à répondre à l'appel de l'UJFP (cf *L'émancipation* n°1).

En plein mois d'août, nous sommes parvenus à réunir la somme nécessaire. Nous avons reçu du mokhtar Abu Jamal et de toute son équipe des remerciements chaleureux.

L'UJFP publiera bientôt un communiqué. Vous serez tenus au courant de l'avancée des travaux qui vont commencer la semaine prochaine.

**Le 13 septembre 2016**

# Le Bund, une compréhension lucide et précoce de la nature du sionisme

*Voilà un livre bien rafraîchissant. L'auteur, ou plutôt le traducteur, est un jeune universitaire français. Il parle polonais et yiddish. Il a entrepris de sélectionner et de traduire de nombreux textes du Bund polonais écrits dans les années 30. La plupart de ces écrits analysent et caractérisent le sionisme à l'époque de l'arrivée au pouvoir d'Hitler.*

La littérature consacrée au Bund est peu fournie. Citons Henri Minczeles (*Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*) et Enzo Traverso (*Les Marxistes et la question juive : histoire d'un débat (1843-1943)*).

Ces livres posent bien la question. Vers 1900, entre Baltique et Mer Noire, les Juifs/ves forment environ 10% de la population. De nombreux métiers et la possession de la terre leur ayant été interdits, ils forment une masse prolétarisée. Ils parlent le yiddish mais aussi la langue locale. L'hébreu est strictement réservé à un usage religieux. Les luttes sociales et l'antisémitisme font que beaucoup se détachent de la religion. Parmi eux certains, qui ont adhéré aux différents partis socialistes, pensent que la "question juive" disparaîtra naturellement avec la Révolution. À l'opposé, le sionisme qui apparaît à cette époque, développe dès le départ une véritable théorie de la séparation, affirmant que l'antisémitisme est inéluctable, qu'il est inutile de le combattre et que Juifs et Non-juifs ne peuvent pas vivre ensemble ni dans le pays d'origine, ni dans le futur État juif.

Le Bund est un parti ouvrier révolutionnaire qui apparaît principalement dans l'Empire russe vers 1890-1900. Il revendique, dans le cadre de la Révolution socialiste, une "autonomie culturelle" pour les Juifs/ves sur place sans territoire spécifique. Il entend par autonomie culturelle l'égalité des droits et la possibilité d'avoir sa langue (le yiddish) et sa culture. Ce parti est profondément antireligieux et considère les rabbins comme des représentants de l'arriération et de la collaboration avec les autorités antisémites. Le Bund organisera des milices d'autodéfense contre les pogroms. Après la Révolution de 1917, les bundistes de l'URSS seront pourchassés ou sommés d'adhérer au Parti Communiste. Le Bund restera une force, la plus importante dans les zones à forte concentration juive, en Pologne et dans les Pays Baltes.

## Le sionisme : une idéologie coloniale, complice des antisémites

Dire cela aujourd'hui, c'est être taxé immédiatement d'antisémite si on est "goy" (1) et de "juif traître ayant la haine de soi" sinon.

Dès 1929, au moment d'une des premières insurrections palestiniennes contre la colonisation qui fera de nombreuses victimes, notamment à Hébron, le Bund dénonce le colonialisme sioniste qui prétend "apporter la civilisation" à une population arabe. Il dénonce la revendication des sionistes de créer un État juif en Palestine où ils sont très minoritaires. Il oppose au nationalisme sioniste une solidarité de classe et rend les sionistes responsables des nombreux morts.

Le Bund dénonce, auprès des masses juives, l'illusion de la solution de l'émigration vers la Palestine, entreprise sans issue, véritable fiasco économique soutenu financièrement à bout de bras par les capitalistes juifs.

Il rappelle comment Theodor Herzl (2) s'est adressé à tous les dirigeants antisémites européens en leur faisant miroiter l'intérêt pour eux que les Juifs/ves quittent l'Europe. Le Bund développe une théorie qu'on a appelée "iciste". Il se bat pour l'émancipation de tous et toutes sur place.

Quand le mouvement sioniste scissionne et qu'apparaît l'aile "révisionniste" de Vladimir Jabotinsky (dont tous les dirigeants israéliens actuels s'inspirent), le Bund traite celui-ci de clown fasciste et note que les nazis reprennent et approuvent un grand nombre de ses déclarations.

## Une idéologie bourgeoise et réactionnaire

Quand l'Empire britannique produit la Déclaration Balfour (1917) promettant que la Palestine deviendra un foyer national juif, cette déclaration est envoyée à Lord Rothschild. L'impérialisme a choisi ses interlocuteurs. Le Bund montre comment, en Pologne, les élus sionistes votent systématiquement avec les représentants de la dictature de Pilsudski. Si aujourd'hui nous rappelons qu'avant 1967, la plupart des Juifs orthodoxes furent indifférents ou hostiles au sionisme, le Bund rejette l'Agoudat (le parti des religieux) pour ses alliances fréquentes avec les sionistes.

Le Bund dénonce l'incompatibilité entre sionisme et socialisme : "le sionisme est le parti de la bourgeoisie juive". Il n'a que mépris pour des mouvements comme le Poale Sion membres de l'Internationale Socialiste. Ce courant a

---

renoncé à toute lutte des classes en Palestine et prône 100 % de loyauté envers le sionisme général. Il considère que bourgeoisie et prolétariat juifs sont des “compagnons d’armes”. En Pologne, ce courant appuie les renégats du socialisme qui se sont ralliés à la dictature.

## **Un parti internationaliste**

*“Non, nous ne sommes pas un peuple élu, et notre nationalisme juif est tout aussi laid, tout aussi honteux et possède la même inclination pour le débridement fasciste que le nationalisme de tous les autres peuples”.* Des années avant l’apparition des groupes terroristes de l’Irgoun ou du groupe Stern assassinant “en aveugle” des Palestiniens/nes, des décennies avant la destruction systématique de la société palestinienne entreprise par les Ben Gourion, Begin, Sharon ou Nétanyahou, Henryk Ehrlich a vu à quoi menait le sionisme.

## **Un destin tragique**

Quand Hitler attaque la Pologne en 1939, une poignée de combattants/es du Bund essaie en vain de défendre Varsovie. Deux dirigeants du Bund, Ehrlich et Alter se retrouvent en zone soviétique où ils connaîtront arrestation pour l’un et exécution pour l’autre. Le Bund n’a pas survécu à la disparition du terreau dans lequel il avait vécu, ce yiddishland entre Baltique et Mer Noire. Seul Marek Edelman, commandant en second de l’insurrection du ghetto de Varsovie, a conservé jusqu’à sa disparition en 2009 son aversion pour le sionisme.

**Pierre Stambul** □

◆ *Non, nous ne sommes pas un peuple élu - Sionisme et antisémitisme dans les années 30 - La doctrine du Bund polonais dans les textes,* Enguerran Massis, éditions Acratie, 172 pages, 15 euros

---

(1) = non juif. Le terme est péjoratif.

(2) 1860-1904, fondateur du sionisme.



### Gabon

C'est un peu la caricature de la Françafrique. Un pays peu peuplé bourré de matières premières. Une pseudo décolonisation où le colonisateur français est le bras armé des multinationales. C'est la France qui a choisi le père puis le fils Bongo. Reconnaissants, ceux-ci ont placé leurs richesses volées en France. Toutes les forces de "sécurité" sont formées et équipées par la France. Elles tuent et font disparaître les opposant-e-s comme le maître l'a enseigné. D'après l'association "Surviv", le "conseiller" du chef de la police est un commandant français. Plusieurs centaines de militaires français sont présents à Libreville. Même le chef de l'opposition, Jean Ping, est issu du sérail. Il a longtemps servi les Bongo. Il se murmure au Gabon que, quand il était à l'école, Ali Bongo était un piètre élève. Pourtant l'algorithme utilisé pour ces "élections" (donner les vrais résultats dans toutes les régions avec Jean Ping nettement en tête sauf dans une où il y a 99% de votants et 99% pour Bongo) montre une certaine créativité.



### Colombie

La fin d'une guerre qui a duré 52 ans et fait des centaines de milliers de victimes (assassinats, disparitions, déplacements forcés) est un grand événement. Dans les années 60, partout dans le sous-continent, des mouvements de guérilla marxistes, appliquant les théories "foquistes" qui avaient permis la victoire à Cuba, ont tenté de prendre le

pouvoir. La riposte de l'oncle Sam et des oligarchies a été sanglante : coups d'État militaires, génocides organisés par des forces paramilitaires, liquidation de masse. La plupart des militant-e-s y ont laissé leur vie. Seule la guérilla des FARC a pu subsister, en partie grâce à la configuration du terrain en Colombie. Mais elle a été gangrenée par ce que l'impérialisme a fait de la Colombie : la plaque tournante du narcotraffic.

La paix a été signée malgré l'opposition de l'oligarchie, de l'armée et de l'ancien président Uribe. Rien ne prouve que ces forces ne tenteront pas de liquider les anciens guérilleros.



### Charlotte

Noirs et Latinos représentent le quart de la population des États-Unis, mais plus de la moitié des 700 personnes tuées par la police depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les huit années de mandat d'Obama n'ont rien changé à l'affaire. Et les "réponses" à la colère de la population après l'assassinat d'un père de famille noir à Charlotte sont les mêmes qu'il y a 50 ans, quand les ghettos avaient explosé : état d'urgence, impunité policière, répression renforcée.



### Espagne

Le feuilleton électoral se poursuit. Le parti de droite Ciudadanos, qui avait émergé en prétendant lutter contre la corruption, a probablement signé son arrêt de mort en se ralliant à Rajoy. Et ça n'a pas suffi. Cet attelage bancal n'a pas de majorité. Finalement, sans gouvernement c'est mieux, non ?



### Europe

Toujours plus : après Juncker (qui a transformé le Luxembourg en paradis fiscal) nommé en 2014 à la tête de la Commission, après Barroso passé de ladite commission étranglant la Grèce à Goldman Sachs (qui a organisé la faillite de la Grèce), voici Neeli Kroes. Cette "commissaire

européenne à la concurrence" a dirigé pendant neuf ans une société offshore aux Bahamas. Donc, nos institutions publiques sont dans les mains des affairistes et autres personnes chargées d'optimiser les profits. Qui peut encore s'étonner que Google ou Amazon ne paient pas d'impôts ?



### Allemagne

Merkel incarne un capitalisme allemand intelligent : puisque la natalité reste faible et que le financement des retraites n'est pas assuré, pourquoi ne pas faire venir des migrant-e-s syrien-ne-s ou autres, diplômé-e-s, qu'on n'a pas eu à former ? C'est compter sans la vague de xénophobie qui submerge l'Europe. Du coup la CDU est en train de perdre sur sa droite une partie de son électorat. Seule originalité de l'Allemagne : ce n'est pas le NPD néo-nazi qui a capitalisé cette vague mais un nouveau parti, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) qui a soigneusement gommé toute référence à un passé sulfureux. La coalition CDU-SPD sort très ébranlée par les élections partielles. Le SPD se retrouve avec une montée des Verts et du parti de gauche (Die Linke) qui pourrait l'obliger à ne pas renouveler cette "grande coalition".



### Israël/Palestine

Ce n'est pas l'austérité pour tout le monde. Obama a beau émettre des doutes sur la colonisation, son gouvernement vient d'accorder une aide militaire de 38 milliards de dollars (soit plus de 10 millions par jour !) à Israël pour la décennie 2019-2028. Ça explique un peu plus comment, grâce à son "savoir-faire" expérimenté contre la population palestinienne, Israël est devenu un des principaux producteur et exportateur d'armes sophistiquées et de matériel de "sécurité". Plus de 150 000 personnes travaillent dans cette industrie de la mort. Pourquoi Nétanyahou changerait de politique puisqu'il n'est

jamais sanctionné ? Du coup, il se livre à de nouvelles déclarations. Après son "Hitler ne voulait pas tuer les Juifs, c'est le Grand Mufti qui lui a soufflé l'idée", il vient d'expliquer qu'être favorable à un État palestinien, c'était approuver un "nettoyage ethnique" contre les Juifs, bien sûr ! Le sionisme a toujours transformé les bourreaux en victimes.

En Israël, la presse (essentiellement le journal *Haaretz*) vient de ressortir plusieurs grands scandales de l'histoire israélienne trop souvent occultés : l'irradiation massive d'enfants juifs/ves marocain-ne-s au moment de leur immigration vers 1960 qui a fait des centaines de mort-e-s (sous prétexte de soigner la teigne), l'enlèvement à la même époque de bébés de femmes juives yéménites dans les maternités à des fins d'adoption et l'exécution de prisonniers égyptiens pendant la guerre de 1967. Les documents et témoignages sur ces affaires sont accablants.

En Palestine, Hanan Achraoui qui dirigea la négociation d'Oslo côté palestinien vient de déclarer : "Israël applique d'une manière flagrante une politique systématique et délibérée d'exécutions sommaires à l'encontre du peuple palestinien". Mais cette situation n'a pas d'influence sur la division palestinienne qui reste la grande victoire de l'occupant. Les élections municipales, qui devaient avoir lieu en octobre en Cisjordanie et à Gaza, sont une fois de plus annulées. Fatah et Hamas n'ont pas pu s'entendre. L'un et l'autre font passer des intérêts futiles au-dessus de ceux de leur peuple.

Pierre Stambul □

Site  
collaboratif  
d'infos alternatives

**REBELLYON.INFO**



## Mehdi Ben Barka assassiné le 29 octobre 1965 avec l'aide du gouvernement français

Publié le 29 octobre 2016

### 1 complément

À la veille de son enlèvement et de son assassinat, il présidait le comité préparatoire de la Conférence de la Tricontinentale qui devait réunir à la Havane, en janvier 1966, les représentants des mouvements de libération des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Figure intellectuelle et politique du mouvement anticolonialiste et opposant au roi Hassan II du Maroc, Mehdi Ben Barka est assassiné le 29 octobre 1965 près de Paris. Son corps n'a jamais été retrouvé.

*Où a-t-on trouvé le corps mort ?*

*Qui a trouvé le corps mort ?*

*Le corps était-il mort quand on l'a trouvé ?*

*Comment a-t-on trouvé le corps mort ?*

*Qui était le corps mort ?*

*Qui était le père ou la fille ou le frère*

*Ou l'oncle ou la sœur ou la mère ou le fils*

*Du corps mort et abandonné ?*

*Le corps était-il mort quand on l'a abandonné ?*

*Le corps était-il abandonné ?*

*Par qui a-t-il été abandonné ?*

*Le corps mort était-il nu ou en costume de voyage ?*

*Quelle raison aviez-vous de déclarer le décès du corps mort ?*

*Avez-vous déclaré la mort du corps mort ?*

*Quels étaient les liens avec le corps mort ?*

*Comment avez-vous su la mort du corps mort ?*

*Avez-vous lavé le corps mort*

*Lui avez-vous fermé les deux yeux*

*Avez-vous enterré le corps*

*L'avez-vous laissé abandonné*

*Avez-vous embrassé le corps mort*

*(Harold Pinter)*

### Le 29 octobre 1965

Ce vendredi-là, à 12h15, Mehdi Ben Barka a rendez-vous devant la brasserie Lipp, 151 Boulevard Saint-Germain à Paris, avec le cinéaste Georges Franju qui envisage de réaliser un film sur la décolonisation intitulé "Basta !". Il s'agit en réalité d'un piège, monté par le journaliste Philippe Bernier et un producteur de cinéma ancien repris de justice, Georges Figon, lié aux milieux intellectuels parisiens mais aussi



à une bande de truands recrutée par les services secrets marocains. Et voici que deux policiers de la brigade mondaine, Louis Souchon et Roger Voitot, exhibant leur carte de police, invitent Ben Barka à monter à bord d'une voiture où se trouve également Antoine Lopez, un agent du SDECE (les services du contre-espionnage français de l'époque). Il est conduit à Fontenay le Vicomte (Essonne) dans la villa de Georges Boucheseiche, truand du gang des tractions avant. Dès lors, on perd sa trace. Nul ne le reverra vivant.

### **Ben Barka, militant de la cause pour la libération des peuples du tiers-monde**

Né en 1920 à Rabat dans une famille de petits fonctionnaires, Mehdi Ben Barka a fait des études de mathématiques à Alger et réussit à devenir enseignant en mathématiques. Il enseignera notamment au Collège Royal du Maroc, où il dispensera sa science au futur roi Hassan II.

Parallèlement, il s'engage en politique contre le « protectorat » français sur le Maroc. Dès 1943, il participe à la création du parti de l'indépendance. En 1945, il est l'un des responsables de l'Istiqlal, le parti nationaliste qui a mené le Maroc à l'indépendance. En 1955, il participe aux négociations qui aboutiront au retour du roi Mohammed V que les autorités française avait exilé à Madagascar et, en 1956, à la fin du protectorat. De 1956 à 1959, Mehdi Ben Barka est président de l'Assemblée consultative du Maroc.



Représentant de l'aile gauche d'un parti qu'il juge trop conservateur, il provoque une scission et fonde en 1959 l'Union nationale des forces populaires du Maroc, de tendance socialiste, et se place dans l'opposition au régime de Hassan II : il dénonçait « ce régime médiéval qui tendrait à ressusciter les structures médiévales de la société marocaine ».

En novembre 1962, Mehdi Ben Barka doit échapper à un attentat mené contre lui par deux officiers du roi Mohammed V, notamment le général Mohammed Oufkir. Lorsque Hassan II décrète l'Etat de Siège le 16 juillet 1963, Mehdi Ben Barka s'enfuit du Maroc pour rallier l'Algérie. En automne 1963, Mehdi Ben Barka dénonce le conflit frontalier qui oppose le Maroc et l'Algérie et se met du côté des Algériens qu'il considère agressés par le royaume marocain. Le royaume du Maroc le condamne ainsi à mort par contumace en novembre 1963.

C'est à Alger d'abord qu'il s'exile où durant les quelque six mois passés en 1964, il s'emploie à donner une perspective mondiale à une convergence des luttes de libération nationale. Son inspiration provient de Frantz Fanon, mais aussi du *Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire, de *Portrait du colonisateur* (1957) et *Portrait du colonisé* d'Albert Memmi. Elle s'est nourrie dans les échanges avec la pensée contestatrice face à la puissance impériale britannique en Afrique de

Jomo Kenyatta, Kwame Nkrumah et Julius Nyerere. Il désire créer une publication anticolonialiste "La Revue africaine", ainsi qu'un centre de documentation sur les mouvements de libération nationale.

La capitale algérienne était devenue le foyer intellectuel de la contestation révolutionnaire internationale. On y retrouvait les dirigeants des mouvements de libération et, en premier lieu, après les troubles en Angola (1961), en Guinée-Bissau (1963) et au Mozambique (1964), les exilés des colonies portugaises. Métis et minoritaires, les intellectuels du Cap Vert, notamment Amilcar Cabral, faisaient écho aux courants libérateurs venus du continent américain. L'une des figures les plus puissantes du mouvement noir aux Etats-Unis, Malcolm X, séjournait à Alger en 1964 ; Ernesto Che Guevara, avant d'aller au contact des maquis du Congo, y passe également au printemps 1965.

Puis Le Caire en Egypte l'accueille, suivi de Rome, Genève et La Havane à Cuba, villes où il est notamment chargé d'organiser avec d'autres la participation des mouvements de luttes révolutionnaires du tiers monde à la Conférence Tricontinentale (Asie, Afrique et Amérique latine) qui doit se réunir à La Havane en janvier 1966.

### **Hassan II, le roi du Maroc, commanditaire du rapt de Ben Barka**

Le général Mohamed Oufkir, ministre marocain de l'Intérieur, Ahmed Dlimi, directeur de la sûreté nationale marocaine, et un certain Chtouki, chef des brigades spéciales marocaines, se trouvaient à Paris à cette date-là, le 29 octobre 1965. C'est d'ailleurs Oufkir qui a torturé Ben Barka et Georges Figon affirmera avoir vu Oufkir tuer Ben Barka avec un poignard dans la villa d'un des hommes de main, Boucheseiche, qui a affirmé que Mehdi Ben Barka, une fois son cadavre ramené au Maroc, fut dissout dans une baignoire emplie d'acide.

Le roi Hassan II refuse que son ministre de l'Intérieur, Oufkir, comparaisse devant la justice française. Le roi Hassan II, probable commanditaire du rapt ne sera jamais mis en cause. La justice française condamna par contumace les exécutants marocains, qui ne furent jamais inquiétés par la justice du Maroc. Le général Oufkir a trouvé une mort camouflée en suicide en 1972 et le colonel Dlimi, ancien directeur de la sûreté du Maroc, a été assassiné en 1983.

Le 5 octobre 2005, le ministre de la Justice auprès du nouveau roi du Maroc, Mohammed VI, désigne un juge d'instruction pour faire le point sur l'affaire. L'instruction est toujours en cours, même s'il ne fait désormais presque aucun doute que le crime a été ordonné au plus haut niveau de l'Etat marocain par le roi Hassan II lui-même et exécuté à Paris par des truands et des barbouzes avec la complicité des services de la République française.

### **De Gaulle, président français, complice de l'assassinat de Ben Barka**

Ben Barka n'a manifesté aucune résistance lors de son enlèvement, croyant de bonne foi aux assurances exprimées par le biais des circuits politiques qui lui garantissaient la protection et la sécurité durant son séjour en France. En pleine campagne électorale pour la réélection du général De Gaulle à la présidence de la République, l'affaire soulève l'indignation des milieux politiques français, notamment de l'opposition de gauche, François Mitterrand en tête. De Gaulle, dans une conférence de presse du 22 février 1966, minimise la part des services secrets français, qualifie l'enlèvement d'opération qui "n'a rien que de vulgaire et de subalterne", et fait porter toute la responsabilité sur le général Oufkir.

On ne dit pas officiellement jusqu'à quel niveau la République française a été impliquée dans l'assassinat de l'opposant marocain, alors que l'enquête judiciaire mène rapidement à des hommes politiques français proches du gouvernement, des policiers et des truands. Toute une série de procès auront lieu dans une parodie de justice. De façon bizarre, juste avant le procès qui commence le 5 septembre 1966, Figon est retrouvé mort, ainsi que les avocats de la famille Ben Barka. En 1967, c'est Fossati, un agent du Sdece partie prenante dans l'opération pour des transports aériens qui est

aussi retrouvé mort de façon louche.

Le 5 juin 1967 la justice française condamne Oufkir par contumace, mais acquitte Dlimi, et tous les protagonistes français, à l'exception de Lopez et Souchon, à qui on fait porter le chapeau, et qui sont condamnés respectivement à huit et six ans de prison.

Le gouvernement français de l'époque a tout fait pour que la vérité soit cachée, et les gouvernements successifs n'ont pas véritablement aidé à ce qu'elle soit connue. Ce qui est sûr c'est que Foccart, le secrétaire de De Gaulle pour les affaires africaines est parfaitement au courant, tout comme Papon, le préfet de police de Paris. Ce qui est sûr, c'est que toutes les retranscriptions des écoutes téléphoniques de la bande des assassins de Ben Barka, qui ont été retrouvées, ont été données avant l'accomplissement de l'assassinat à Roger Frey, ministre de l'intérieur et à Georges Pompidou, le premier ministre de De Gaulle. De Gaulle a donc bien laissé effectuer ce crime sur le sol français avec les services de la police française.

Même si par trois fois, au fil des années et des changements de gouvernement, le "secret défense" sera levé par petits bouts, cependant, jamais la justice ne pourra se prononcer définitivement. Et 43 ans plus tard, l'affaire Ben Barka n'est toujours pas véritablement élucidée, n'est toujours pas classée, alors que presque tous ceux qui pourraient parler et être ainsi très gênants pour le gouvernement de notre pays ont été liquidés physiquement, ou sont désormais décédés. Une commission rogatoire a encore été lancée en mai 2005 à la demande de la famille Ben Barka. Les protagonistes français sont tous morts, alors le 23 octobre 2007, le juge d'instruction Patrick Ramaël a envoyé cinq mandats d'arrêt internationaux contre des Marocains : trois chefs de la gendarmerie royale marocaine de l'époque et deux barbouzes. Seront-ils inquiétés ?...

## **L'assassinat de Ben Barka encouragé par les dirigeants impérialistes**

Mehdi Ben Barka aurait été suivi, traqué lors de ses déplacements par la C.I.A américaine et le Mossad israélien qui communiquait ces informations aux gouvernements marocains et français, à Rabat et Paris. Ben Barka refusait par exemple l'installation de bases militaires américaines sur le sol marocain. Il n'y a rien d'étonnant pour les dirigeants des États-Unis et leurs alliés de travailler la main dans la main en vue de l'aboutissement de ce crime.

Pour les dirigeants mondiaux capitalistes, mettre en convergence les mouvements de libération du tiers-monde est un réel danger. Or, c'est ce qu'entreprend Ben Barka. Au moment de son assassinat, le 29 octobre 1965, Mehdi Ben Barka préparait la Conférence Tricontinentale, qui devait se tenir à La Havane du 3 au 13 janvier 1966. La décision est prise de l'éliminer physiquement.

Il faut savoir que de nombreuses secousses se sont produites quelques années auparavant et qu'ils font tout pour préserver le navire du capitalisme. En avril 1955, la conférence Asie-Afrique de Bandung, avait annoncé l'essor des mouvements d'émancipation nationale, avant que l'embrasement ne se propage en Amérique latine, puis gagne les colonies portugaises d'Afrique. En 1956, ce fut Varsovie, Budapest au sein du bloc communiste, ainsi que l'échec de l'expédition franco-britannique de Suez après la nationalisation du canal par Nasser et les luttes pour l'indépendance de l'Égypte. Le 14 juillet 1958, la monarchie est renversée et la République proclamée en Irak. Le FLN fait traîner en longueur la guerre d'Algérie. La Guinée se sépare de la France en 1958. Le Congo veut s'affranchir de la Belgique. Kennedy échoue au renversement de Fidel Castro, dans la baie des Cochons en 1961...

D'autre part, face à l'impérialisme, des peuples d'Afrique et d'Asie s'organisent en créant un fonds de solidarité à Accra, au Ghana en 1957, dont Ben Barka est vice-président. Doit-il s'ouvrir à l'Amérique latine ? La question est posée au Caire en mars 1961 par Ben Barka, qui préside la commission sur le néocolonialisme, et l'alliance avec l'Amérique latine sera décidée en 1965. Rompre le sous-développement est non seulement un projet d'indépendance nationale, mais aussi une action concertée contre la dépendance du système capitaliste. Par rapport à l'hégémonie des États-Unis, « l'Afrique est l'Amérique latine de l'Europe », répète Ben Barka. Travailler à fédérer le



Maghreb et l'Afrique prend une dimension anti-impérialiste.

Mais Ben Barka entend développer une dynamique autonome de la mouvance soviétique. Ce qui l'enthousiasme à Cuba, c'est le succès de la campagne d'alphabétisation dont il rêve pour le Maroc, et il trace l'esquisse d'une université tricontinentale. Ben Barka déclare le 3 octobre 1965 qu'à la Conférence de La Havane, la première située en Amérique latine, « les deux courants de la révolution mondiale y seront représentés : le courant surgi avec la révolution d'Octobre et celui de la révolution nationale libératrice ». Ce qui n'est pas pour plaire aux États-Unis.

Malgré deux défections importantes, la perte du pouvoir de Ben Bella en Algérie avec le coup d'état de Boumediène le 19 juin 1965, et la perte du pouvoir de Sukarno en Indonésie le 30 septembre 1965, il définit les objectifs de cette Conférence Tricontinentale fondatrice : aide aux mouvements de libération nationale, notamment au mouvement palestinien ; intensification des luttes, y compris armées, sur les trois continents ; soutien à Cuba ; liquidation des bases militaires étrangères ; opposition aux armes nucléaires, à l'apartheid et à la ségrégation raciale. La finalité est la « libération totale ».

C'est en recourant à la force armée et aux commandos assassins, en imposant des dictateurs ou en déclenchant des guerres comme en Algérie et au Vietnam que le système impérialiste pense se maintenir. C'est dans cet élan révolutionnaire de la Tricontinentale que se trouve la cause profonde de l'enlèvement et de l'assassinat de Ben Barka. Pour la même cause d'autres ont aussi été assassinés. En 1965 : le premier ministre d'Iran, Ali Mansour, est tué le 22 janvier ; un des chefs de l'opposition portugaise, Humberto Delgado, le 13 février ; Malcolm X, le 21 février ; le vice-ministre de la défense du Guatemala, Ernesto Molina, le 21 mai. Che Guevara sera abattu le 9 octobre 1967, Martin Luther King le 4 avril 1968, Amilcar Cabral le 20 janvier 1973, Henri Curiel le 4 mai 1978...

**Éliminer Ben Barka était devenu une exigence majeure dans la répression internationale des insurrections du tiers-monde, qui ne recule devant aucune ignominie.**

**C'est cette perspective de libération mondiale ...qu'on a voulu tuer en assassinant Mehdi Ben Barka !**

**P.-S.**

L'affaire Ben Barka a inspiré deux films : *L'Attentat* d'Yves Boisset (1972) et *J'ai vu tuer Ben Barka* de Serge Le Péron (2005).

## Soviets irlandais : expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923) (1/2)

Publié le [6 octobre 2016](#) par Olivier Coquelin



Des travailleurs expulsant les dirigeants de leurs usines, s'emparant de la gestion de domaines agraires, organisant des collectivités locales en faisant fi des autorités légales, hissant le drapeau rouge et s'érigeant en « soviets », sont des faits que l'on peine à associer à l'histoire de l'Irlande. Le concept même de « soviets » paraît tellement étranger aux problématiques consubstantielles au pays que l'historien Charles Townshend va jusqu'à les qualifier de « manifestations exotiques <sup>1</sup> ». Et pourtant, c'est bel et bien au sein de cette Irlande conservatrice, rurale et peu industrialisée, en proie aux conflits politiques et ethnico-confessionnels séculaires, qu'une centaine d'expériences autogestionnaires virent le jour, pratiquement toutes sous l'appellation de « soviets », entre 1918 et 1923 – c'est-à-dire au cours d'une Révolution irlandaise de 1916-23, censée avoir soudé les différentes couches sociales de la communauté nationaliste en vue de bouter l'ennemi britannique hors du pays.

### Première partie sur 2.

L'histoire iconoclaste des soviets irlandais, cet article se propose donc de la relater, au travers notamment des questions suivantes : comment un pays d'essence conservatrice a-t-il pu voir éclore, en l'espace de cinq ans, une centaine d'expériences socialement subversives dans leur mode de fonctionnement autogéré, voire dans leurs desseins ? Dans quels secteurs en particulier se sont-elles développées ? Quelles étaient les véritables motivations de leurs protagonistes ? Pourquoi ont-elles échoué et n'ont-elles pas ouvert la voie, au sein des deux entités de l'île, à des forces politiques ou socio-économiques idéologiquement progressistes, susceptibles de contraindre quelque peu l'exercice de pouvoirs, établis sur une dialectique autre que socio-économique <sup>2</sup> ? Mais avant d'y répondre, il conviendra d'abord de replacer les soviets irlandais dans leur contexte historique, tant national qu'international.

### Troubles politiques et sociaux en Irlande et en Europe dans les années d'après-guerre

L'organisation en soviets d'un certain nombre de travailleurs irlandais eut lieu au cours de la période historique connue comme la Révolution irlandaise de 1916-1923, laquelle fut l'aboutissement d'une longue histoire de domination coloniale (de l'Angleterre puis de la Grande-Bretagne sur l'Irlande), de dépossession terrienne (au profit des colons anglais et écossais de confession protestante), de conflits ethnico-confessionnels (entre protestants de culture anglo-saxonne et catholiques d'origine celtique ou anglo-normande) et de rébellions politiques (pour l'autonomie ou l'indépendance de l'Irlande, conduites d'abord par les nationalistes « coloniaux »

majoritairement protestants puis par les nationalistes « autochtones » majoritairement catholiques), qui débuta dès le 12<sup>e</sup> siècle.

En règle générale, les historiens s'accordent pour faire remonter le point de départ de la Révolution irlandaise à l'insurrection avortée de Pâques 1916, laquelle avait été essentiellement l'œuvre de certains dirigeants de l'*Irish Republican Brotherhood* (Fraternité républicaine irlandaise) ou IRB,<sup>3</sup> à la tête de la frange la plus radicale des *Irish Volunteers* (Volontaires irlandais)<sup>4</sup>, alliés au bataillon ouvrier du socialiste et syndicaliste James Connolly, l'*Irish Citizen Army* (Armée des citoyens irlandais)<sup>5</sup>. Une insurrection qui, à défaut d'avoir détruit l'édifice impérial, devait néanmoins ouvrir la voie à la Guerre d'indépendance de 1919-1921, orchestrée à nouveau par les *Irish Volunteers* – baptisés *Irish Republican Army* (Armée républicaine irlandaise) ou IRA, à partir de 1919 – et sa vitrine politique, le *Sinn Féin* (Nous seuls), grand vainqueur en Irlande des élections législatives de décembre 1918 et porteur d'une stratégie de « désobéissance civile<sup>6</sup> » fondée sur la mise en place d'institutions « autochtones » – telle l'assemblée nationale d'Irlande (la *Dail Eireann*) – destinées à rendre caduque toute ingérence britannique dans les affaires irlandaises. Avec pour dénouement, la signature en décembre 1921 du traité anglo-irlandais à l'origine d'une guerre civile au sein des forces indépendantistes, de 1922 à 1923, qui aboutit à la victoire des partisans d'un accord de paix impliquant notamment la partition de l'île en deux entités distinctes, à savoir : d'un côté l'État libre d'Irlande, formé des 26 comtés du Sud à dominante nationaliste et catholique, et membre d'un Commonwealth qu'il allait quitter en 1949 pour devenir la République d'Irlande ; et d'un autre, l'Irlande du Nord, constituée des six comtés de l'Ulster à majorité protestante et unioniste, maintenus dans le Royaume-Uni.

Cependant, bien que les nationalistes révolutionnaires ne s'étaient assignés pour but exclusif que l'indépendance politique de l'Irlande – autour de laquelle ils comptaient fédérer les différentes catégories sociales, conformément à leur traditionnelle conception interclassiste de la libération nationale –, un nombre considérable de troubles sociaux, qu'ils fussent industriels ou agraires, balaya le pays progressivement à partir de 1917. La forte croissance de la demande mondiale en denrées alimentaires et en matières premières, engendrée par l'effort de guerre, avait apporté une certaine prospérité intérieure dont ne bénéficièrent guère les travailleurs industriels et agricoles, contrairement à nombre de dirigeants industriels, de commerçants et de gros exploitants agricoles. Le boom économique de l'après-guerre constitua donc l'occasion pour les différentes couches salariales d'en revendiquer radicalement leur juste part. Et ils le firent via une vague de grèves sans précédent qui coïncida avec une recrudescence du militantisme syndical<sup>7</sup>.

A l'époque, le mouvement ouvrier irlandais était incarné par l'*Irish Trade Union Congress* (Congrès des syndicats irlandais) – créé en 1894 afin de fédérer à l'échelle nationale des syndicats irlandais jusque-là affiliés au *British Trade Union Congress* (Congrès des syndicats britanniques) –, dont le nombre d'adhérents monta jusqu'à près de 300 000 en 1921<sup>8</sup>. Cette hausse spectaculaire de ses effectifs, la confédération irlandaise la devait principalement à la campagne d'adhésions menée par son syndicat le plus puissant et le plus radical, l'*Irish Transport and General Workers' Union* (Syndicat des transporteurs et des travailleurs irlandais). Fondé en 1908 par James Larkin, au lendemain de la grève générale de Belfast en 1907 – et fer de lance en Irlande du principe du « *One Big Union* » visant à organiser tous les travailleurs au sein d'une grande centrale, en vue de contrôler l'ensemble des moyens de productions –, le Syndicat des transporteurs compta dans ses rangs autour de 130 000 membres en 1920, dont 40 000 dans le secteur agricole<sup>9</sup>. Ce qui signifie qu'en sus du secteur industriel, le syndicat des transporteurs s'était aussi activement impliqué dans des luttes agraires en regain constant depuis 1917, organisant ainsi quelques dizaines de milliers d'ouvriers agricoles et un millier de petits exploitants propriétaires et non propriétaires, en moins de quatre ans. Toutefois, pendant la période révolutionnaire, les modes d'action et les desseins de la paysannerie différencièrent selon les réalités socio-géographiques du pays. Pour résumer : à l'est, les grèves organisées dans les grands domaines par des ouvriers agricoles syndiqués, avec l'appui de certains petits fermiers, reposaient sur des revendications essentiellement salariales ; à l'ouest, les

méthodes comme le boycott, le *cattle driving* <sup>10</sup> et l'occupation de propriétés agricoles auxquelles eurent recours des petits exploitants – non bénéficiaires des lois agraires de 1903 et 1909 <sup>11</sup> –, avec l'appui de certains ouvriers agricoles, visaient la redistribution équitable des grands pâturages.

En fait, tous ces conflits sociaux se produisirent dans un contexte de troubles généralisés à l'échelle européenne. Grèves générales, manifestations monstres, occupations d'usines et de domaines agricoles, etc. émaillèrent le continent en cette période tourmentée et de transition. Le souvenir des massacres de masse et de l'enfer des tranchées que laissaient quatre années de guerre mondiale avait fait naître l'espoir de meilleures conditions de vie (augmentation des salaires, journée de huit heures, réforme agraire ...), voire d'une société nouvelle à jamais purifiée des scories de l'ancien monde. Dans le sillage de la Révolution russe, certains mouvements prirent ainsi une orientation des plus subversives, notamment via l'établissement de républiques des conseils, ou soviétiques, en Bavière (avril-mai 1919), en Hongrie (avril-août 1919) et dans le sud-est de la Slovaquie (juin-juillet 1919) ; de communes agricoles d'inspiration communiste libertaire dans certaines régions de l'Ukraine (1918-1921) ; ou encore de conseils d'usine dans le nord de l'Italie au cours des « *Biennio Rosso* » (« Les deux années rouges ») de 1919-1920 <sup>12</sup>... Pareil phénomène n'épargna pas l'Irlande, où une centaine d'organisations de type « soviétique » virent le jour à partir de novembre 1918. Loin d'avoir subverti politiquement tout un pays ou des régions entières, c'est donc avec leurs pendants italiens qu'elles présentèrent le plus de similitudes. En premier lieu parce qu'aucun des deux mouvements ne dépassa le stade de l'expérimentation en l'absence de structures fédératives, que l'indécision et l'attentisme des directions syndicales et socialistes des deux pays empêchèrent pour partie d'établir. Deux aspects les différenciaient néanmoins : d'une part, les occupations autogérées italiennes n'adoptèrent jamais le nom de « soviets » ; et d'autre part, les desseins révolutionnaires des travailleurs transalpins ne souffraient d'aucune ambiguïté, au rebours de ceux de leurs homologues irlandais qui usèrent de ce mode de lutte des plus radicaux.

### **Un mode d'action subversif : le soviét autogéré**

Parallèlement aux formes traditionnelles de lutte évoquées plus haut, se propagea en Irlande un modèle organisationnel alternatif, nommé « soviét », auquel recoururent un certain nombre de travailleurs lorsque cessations du travail, négociations ou autres procédés propres au monde agricole s'avèrent insuffisants pour obtenir pleine satisfaction des revendications. Inspiré du nom russe désignant les divers conseils qui avaient surgi dans le cadre de la Révolution de 1917, ce mode d'action s'appuyait sur la poursuite ou la relance de la gestion et / ou de la production de telle ou telle structure, sous la conduite exclusive de travailleurs en lutte contre une hiérarchie officielle préalablement mise au rebut. Il relevait ainsi de l'autogestion <sup>13</sup> telle que la définissent notamment Henri Lefebvre : « *Quand un groupe, au sens large, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise, mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passivement les conditions d'existence, quand ils ne restent plus passifs devant ces conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion* <sup>14</sup> », ou encore Cornélius Castoriadis : « *Est-ce que l'autogestion, est-ce que le fonctionnement et l'existence d'un système social autogéré est compatible avec le maintien de la hiérarchie ? Autant se demander si la suppression du système pénitencier actuel est compatible avec le maintien de gardiens de prisons, de gardiens-chefs et de directeurs de prisons. Mais comme on sait, ce qui va sans dire va encore mieux étant dit. D'autant plus que, depuis des millénaires, on fait pénétrer dans l'esprit des gens depuis leur plus tendre enfance qu'il est "naturel" que les uns commandent et les autres obéissent, que les uns aient trop de superflu et les autres pas assez de nécessaire* <sup>15</sup>. » Ces pratiques autogestionnaires au sein des soviets irlandais en faisaient donc d'authentiques expériences subversives, comparables aux comités d'usine russes à travers lesquels des ouvriers avaient pris en main la gestion de la production sur leur lieu de travail – ce qui les distinguait des soviets *stricto sensu*, plus soucieux de questions politiques <sup>16</sup>.

Or, contrairement aux comités d'usine russes, justement, les soviets irlandais apparurent aussi dans

des domaines autres qu'industriels et à des fins autres qu'économiques et sociales. Ainsi en fut-il du secteur agricole et de divers services (hospitalier, transports et portuaire), auxquels s'ajoutèrent certaines collectivités urbaines où les travailleurs organisés en soviets poursuivirent des visées non plus socio-économiques mais socio-politiques. Ceux qui s'inscrivirent dans cette dernière démarche servirent, en quelque sorte, d'auxiliaires au mouvement indépendantiste, représenté par l'IRA et le *Sinn Féin*.<sup>17</sup> Cela advint par deux fois lors de la Guerre d'indépendance. Ainsi, pendant deux jours, en avril 1920, lorsque maintes villes du pays (Cork, Galway, Tralee, Mitchelstown, Ennis, Nenagh, Charleville...) passèrent sous le contrôle exclusif de travailleurs syndiqués, protestant contre les conditions de détention de prisonniers nationalistes, en grève de la faim dans la prison de Mountjoy à Dublin. Résultat : 87 détenus politiques, membres du *Sinn Féin*, furent libérés et hospitalisés, suite à cette mobilisation massive qui vit les syndicats former des comités ou conseils *ad hoc* chargés de gérer les affaires communales, en lieu et place des autorités officielles<sup>18</sup>. Un an auparavant, la ville de Limerick avait connu un destin plus ou moins similaire, resté depuis dans l'histoire, de par la couverture médiatique internationale dont il avait fait l'objet à l'époque.

Tout débuta le 6 avril 1919. Incarcéré à Limerick depuis plus deux mois, Robert Byrne, syndicaliste membre de l'IRA, réussit à échapper à la vigilance de ses geôliers, non sans l'aide de nationalistes révolutionnaires locaux. L'évasion prit toutefois une mauvaise tournure : Byrne et un policier furent blessés à mort. En conséquence de quoi, les autorités britanniques déclarèrent la ville « zone militaire spéciale ». Chaque citoyen devait désormais détenir un permis pour pouvoir y accéder et en sortir. Face à ce qui fut considéré comme une atteinte à la liberté de circulation, plusieurs voix s'élevèrent et en particulier celle du conseil des syndicats de Limerick qui, le 14 avril, déclencha une grève générale en signe de protestation. Celle-ci, malgré ses visées politiques, n'en était pas moins imprégnée d'une forte saveur sociale, entièrement organisée qu'elle fut par des représentants de la classe ouvrière, avec néanmoins l'appui de la plupart des commerçants et des artisans, des conseillers municipaux majoritaires du *Sinn Féin* et du clergé catholique local. Le conseil des syndicats nomma ainsi un comité de grève, rapidement désigné comme le « soviet », en charge de la gestion communale, par le biais de sous-comités responsables de la propagande, de l'alimentation, de la sûreté et des finances (pour pallier la pénurie de ressources financières, le soviet en vint même à émettre sa propre monnaie). Tous ces efforts finirent par porter leurs fruits : la hiérarchie militaire leva la loi martiale le 6 mai, soit près d'une semaine après la dissolution du « soviet de Limerick<sup>19</sup> ».

Toutefois, ce furent davantage des questions socio-économiques qui motivèrent l'instauration de soviets, que ce fût lors de conflits industriels, agraires ou dans les services où naquit l'un des premiers soviets, une semaine à peine après le déclenchement de la Guerre d'indépendance, le 21 janvier 1919. Deux jours plus tard, donc, le personnel soignant et encadrant de l'asile d'aliénés de Monaghan débrayait pour obtenir une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail. A la tête du mouvement figurait Peadar O'Donnell, responsable local du Syndicat des transporteurs et futur officier de l'IRA. Le 28 janvier, les rumeurs d'une intervention policière ou militaire pour faire évacuer l'établissement occupé incitèrent la centaine de grévistes à s'en emparer et le faire fonctionner indépendamment de la direction. Les employés barricadèrent ainsi les entrées, hissèrent le drapeau rouge, formèrent un comité « soviétique » et élurent O'Donnell directeur de l'asile. Malgré son caractère radical et subversif, le mouvement reçut le soutien non seulement des internés et de la population locale, mais aussi des clergés, toutes confessions confondues, du *Sinn Féin* et des unionistes, et même des policiers massivement déployés autour du bâtiment. Au bout de sept jours, la crainte que cet élan de grande sympathie ne se transformât en grève générale amena les dirigeants officiels à céder à toutes les revendications, mettant par là-même un terme à l'expérience « soviétique » de l'asile de Monaghan<sup>20</sup>.

D'autres services firent également l'objet d'une expérience « soviétique » autogestionnaire : les transports ferroviaires du comté de Cork, du 10 au 16 février 1922, quand plusieurs centaines de cheminots – en grève depuis le 26 janvier pour protester contre la baisse de leurs salaires – prirent

possession de quatre gares et relancèrent eux-mêmes l'exploitation des lignes de chemin de fer jusqu'à la signature d'un compromis <sup>21</sup>; les services portuaires de Cork et de Cobh (non loin de Cork) qui, le 6 septembre 1921, de 10h30 à 16h30, passèrent sous le contrôle exclusif d'une centaine d'employés et ouvriers grévistes, avant la conclusion d'un accord garantissant le règlement du conflit salarial par voie d'arbitrage <sup>22</sup>. Si ces derniers soviets apparaissent comme les plus éphémères d'entre tous (seulement six heures !), c'est dans le secteur agricole que des organisations autogérées devaient battre des records de longévité (près de dix mois) – à commencer par le soviet de Broadford.

Outre sa durée, donc, ce soviet agraire présentait la particularité d'avoir vu le jour dans une localité rurale de l'ouest du pays – le village de Broadford et ses environs (comté de Clare) – peu réputée pour sa tradition d'action syndicale. Ainsi, en février 1922, un groupe d'agriculteurs non propriétaires et affiliés au Syndicat des transporteurs prit à son compte la gestion du domaine agricole de James Dennison Going, aux dépens des employés qui en avaient eu jusque-là la charge. À cette fin, ils créèrent le « Comité des agriculteurs, des fermiers, des ouvriers et des travailleurs du Syndicat des transporteurs de la propriété Going » (« Committee of Farmers, Tenants, Workers and Transport Union Workers on the Going Estates »), élisant l'un d'entre eux à sa tête. Le nouveau « soviet » se fixait pourtant des objectifs *a priori* bien modestes : la réduction des loyers et la redistribution des prairies au profit des petits fermiers. Or, face au refus obstiné de l'agent du propriétaire, seule une prise de contrôle effective du domaine pouvait leur permettre d'obtenir satisfaction, via la mise en œuvre de leurs revendications par leurs propres soins. En clair, il s'agissait pour eux non pas d'exproprier le propriétaire à proprement parler, mais entre autres, d'honorer leurs loyers à leurs propres conditions, c'est-à-dire bien en-dessous du montant officiellement requis. Ce qu'ils firent jusqu'en novembre 1922, date à laquelle ils restituèrent le domaine non sans faire l'objet de poursuites judiciaires, qui se prolongèrent au moins jusqu'en avril 1926. Par ailleurs, ils convertirent une partie des terres en pâturages communs, louèrent des parcelles à des paysans « sans terre » de Broadford, nommèrent des responsables chargés de la surveillance des troupeaux et de l'entretien des clôtures et expulsèrent les employés refusant de se plier aux exigences du soviet <sup>23</sup>.

A cette expérience en milieu rural s'ajoutèrent d'autres plus ou moins similaires, tels les soviets de Toovahera, de Kilfenora, de Ballyvaughan et celui intégrant plusieurs localités des environs de Crab Island (tous également situés dans le comté de Clare), probablement d'avril 1922 à février 1923 ; ou encore, bien avant cela, la ferme collective de plusieurs milliers d'hectares implantée dans le comté de Galway, au printemps 1920, après expropriation des propriétaires. Là aussi, chaque cas fut l'œuvre de laissés-pour-compte des lois agraires de 1903 et 1909, aspirant notamment à une plus juste répartition des terres et une baisse drastique des loyers, qu'ils imposèrent en s'appropriant la direction des domaines, en lieu et place des propriétaires terriens et de leurs agents <sup>24</sup>. Cependant, comme le soulignait déjà en 2005 l'historien Fergus Campbell, <sup>25</sup> l'agitation agraire qui ravagea l'ouest du pays à l'époque révolutionnaire n'a pas encore donné lieu à un examen approfondi susceptible de faire davantage ressortir son caractère socialement subversif – examen approfondi dont ont, en revanche, bénéficié les conflits industriels <sup>26</sup>.

Le principe d'autogestion connu ainsi, dans le secteur industriel, un nombre de mises en œuvre tel qu'il serait trop long de toutes les présenter ici, même succinctement. Certaines méritent néanmoins quelque attention. A commencer par le soviet que les mineurs d'Arigna (comté de Leitrim) instituèrent en mai 1921, en vue de relancer la production de l'un des puits fermés par la direction de l'entreprise minière, suite à leur refus d'accepter des réductions de salaire. Les mineurs finirent par restituer le site une fois le conflit résolu, deux mois plus tard. <sup>27</sup> Puis, en septembre de la même année, ce fut le tour d'environ 40 ingénieurs de la fonderie de Drogheda (comté de Louth), également en lutte contre la baisse des salaires – que les salariés durent accepter début novembre, après trois mois de grève –, de s'ériger en soviet sur leur lieu de travail, avant d'en être délogé par la police au bout d'une journée seulement <sup>28</sup>. Un sort assez proche attendit les travailleurs de la

pêcherie de Castleconnell (comté de Limerick) en novembre : organisés en soviet afin d'obtenir la rémunération de leurs heures supplémentaires, ils eurent finalement gain de cause après avoir été contraints de négocier, sous la menace des armes de l'IRA <sup>29</sup>. Les ouvriers des minoteries de Quaterstown (comté de Cork) eurent moins de chance : en grève depuis le 13 janvier 1922 – là aussi pour la défense des salaires –, ils décidèrent d'investir les usines et firent repartir la machine productive jusqu'à leur départ forcé, une semaine plus tard, sur injonction de l'IRA, provoquant par là-même l'échec du mouvement <sup>30</sup>. Autre soviet encore qui vit l'intervention des forces de l'ordre (en l'occurrence l'armée nationale de l'État libre d'Irlande) : celui de l'usine à gaz de la ville de Tipperary, établi sur fond de conflit salarial, de mars à août 1922 <sup>31</sup>. Mais le vent de la révolte autogestionnaire souffla surtout sur une industrie laitière et boulangère du sud-ouest du pays, contrôlée par l'entreprise Cleeve.

Cleeve est le nom d'une riche famille protestante qui, à l'époque de la Révolution irlandaise, se trouvait à la tête d'un réseau de plus de cent laiteries, minoteries et usines dédiées à la fabrication de lait condensé et de pain, situées dans les comtés de Limerick, Tipperary et Cork de la province de Munster. Cet empire industriel et commercial employait près de 3 000 personnes et se faisait fournir par environ 5 000 céréaliers et producteurs laitiers. A partir de 1918, l'entreprise Cleeve, comme bien d'autres à travers le pays, fut le théâtre de conflits sociaux portant sur les salaires et les conditions de travail – impliquant principalement le Syndicat des transporteurs –, dont un certain nombre devait tourner à l'expérience « soviétique » autogestionnaire : d'abord, du 15 au 21 mai 1920, dans la laiterie de Knocklong (comté de Limerick) et ses douze branches installées dans des localités voisines, toutes restituées après satisfaction des revendications ; puis, du 15 août au 3 septembre 1921, dans la minoterie et l'usine de fabrication de pain de Bruree (comté de Limerick), rendue à ses propriétaires non sans l'intercession de l'IRA ; et enfin, de mai à juillet-août 1922, dans 39 laiteries et usines de fabrication de lait condensé et de pain des comtés de Limerick, Tipperary et Cork, graduellement mises en échec par le jeu combiné du boycott des céréaliers et des producteurs laitiers, et de l'ingérence de l'armée nationale de l'État libre d'Irlande. Par ailleurs, outre l'emploi du terme « soviet » pour les désigner, les expériences autogestionnaires de Cleeve se caractérisèrent par d'autres symboles subversifs, tel le drapeau rouge hissé sur le toit des établissements ou encore sous la forme de slogans ouvertement anticapitalistes, comme le fameux « Nous faisons du pain pas de profit » (« We make bread not profits ») inscrit sur la façade de l'usine de Bruree <sup>32</sup>.

Reste à savoir, à présent, si les protagonistes des soviets irlandais, toutes catégories confondues, entendaient dépasser le stade de la symbolique subversive et de la simple amélioration des conditions existantes.

[Lire la seconde partie](#)

**Partager cet article :**

Notes:

1. Charles Townshend, « Historiography: Telling the Irish Revolution », dans Joost Augusteijn (dir.), *The Irish Revolution, 1913-1923*, Basingstoke, Palgrave, 2002, p. 6. Précisons ici que toutes les citations issues d'ouvrages ou d'articles en langue anglaise sont traduites en français par l'auteur du présent chapitre.
2. Depuis la partition de 1922, les deux entités constitutives de l'île d'Irlande se sont distinguées des autres démocraties d'Europe occidentale, via l'absence en leur sein de clivages idéologico-politiques reposant essentiellement sur des questions socio-économiques avec, pour schématiser, un camp progressiste (situé à « gauche » de l'échiquier politique) et un camp conservateur (situé à « droite » de l'échiquier politique). Ainsi en est-il de l'Irlande du Nord où chacune des deux principales forces antagoniques fonde sa raison d'être sur la défense d'un ordre défini en termes à la fois politique et ethnico-confessionnel. En clair, à chaque communauté ethnico-confessionnelle correspond une étiquette politique particulière :

nationaliste pour des catholiques minoritaires, favorables au rattachement du territoire au reste de l'île ; unioniste pour des protestants majoritaires, favorables au maintien du territoire à l'intérieur du Royaume-Uni. Toutefois, cet antagonisme s'est quelque peu estompé depuis le milieu des années 1990 après avoir pourtant atteint son acmé pendant environ trente ans, sous la forme d'un conflit qui aura marqué les esprits par son cortège de violences *a priori* inextinguibles. Quant à l'État sud-irlandais – connu comme la République d'Irlande depuis 1949 –, jusqu'au boom économique des années 1990-2000, il était apparu sous les traits d'un pays idéologiquement conservateur que symbolisaient certes une Église catholique quasi-omnipotente – dont l'affaiblissement, qui accompagna la prospérité évoquée ci-dessus, se traduisit par de profonds changements d'ordre sociétal –, mais aussi un système politique bipartisan constitué de deux organisations, le *Fianna Fail* et le *Fine Gael*, qui ne pouvaient guère passer pour progressistes. Né au lendemain de la Guerre d'indépendance de 1919-21, ce système se forgea sur fond d'antagonismes à caractère essentiellement constitutionnel (entre partisans et adversaires du traité anglo-irlandais de 1921 qui prévoyait la partition de l'île et la création d'un État semi-indépendant dans sa partie méridionale) et macro-économique (entre partisans du libre-échange et ceux du protectionnisme). Bien que la nature de ces oppositions évolua au fil du temps, la loyauté électorale dont bénéficièrent depuis les deux principaux partis du pays ne devait un tant soit peu se démentir qu'aux élections législatives de 2011. Lesquelles virent la gauche incarnée par un parti travailliste des plus modérés obtenir un score historique en se plaçant en deuxième position avec 19,4 % des voix.

3. L'*Irish Republican Brotherhood* est une société secrète, de type maçonnique, fondée en 1858 par des vétérans de la rébellion avortée de 1848. Elle se fixait pour objectif d'établir en Irlande une république indépendante, par voie insurrectionnelle, via la stratégie dite de la « force physique ». Elle échoua une première fois en 1867. Malgré le déclin qui s'ensuivit – au profit du mouvement pour le *Home Rule* (visant l'autonomie de l'Irlande au sein de l'ensemble britannique), plus modéré et légaliste –, l'organisation devait renaître de ses cendres au début des années 1910.
4. Les *Irish Volunteers* est une milice nationaliste créée en 1913, en réplique à la fondation par les unionistes d'une *Ulster Volunteer Force* (Armée des volontaires d'Ulster), destinée à faire obstacle à l'application du *Home Rule* (autonomie pour l'Irlande adoptée au parlement de Londres en 1912), les armes à la main si nécessaire.
5. Créée lors de la grève générale de Dublin en 1913, afin d'assurer la protection des travailleurs contre les violences policières, l'*Irish Citizen Army* allait par la suite se transformer progressivement en une force offensive et subversive, sous l'impulsion de James Connolly.
6. On doit l'expression de « désobéissance civile » au philosophe radical américain, Henry David Thoreau (1817-1862). Celle-ci incarne, en règle générale, tout acte de résistance non-violente à des autorités, des lois ou des politiques considérées comme injustes ou pernicieuses pour le bien-être de l'humanité. Elle peut être aussi un moyen de pression en faveur de réformes destinées à faire respecter, notamment, la démocratie, la justice sociale ou les droits de l'homme. Outre Thoreau, Léon Tolstoï (1828-1910), Gandhi (1869-1948) et Martin Luther King (1929-1968) devaient compter parmi les plus grands adeptes de la désobéissance civile.
7. A titre indicatif : de 1918 à 1921, on comptabilisa 782 grèves – couronnées de succès pour la plupart – rien que dans le secteur industriel. Chiffres donnés par Public Record Office London, strikes and lockouts, 1914-21, Lab 34/14-20, Lab 34/32-39. Cité dans Emmet O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-23*, Cork, Cork University Press, 1988, p.25.
8. A titre indicatif : ce chiffre correspond à environ 49 % de l'ensemble des ouvriers du pays, eux-mêmes représentant environ un tiers de la population active, pour une population de 4 390 219 habitants, selon le recensement de 1911. Chiffres donnés par Conor Kostick, *Revolution in Ireland: Popular Militancy, 1917-23*, Londres, Pluto Press, 1996, p.139 ; W. E.

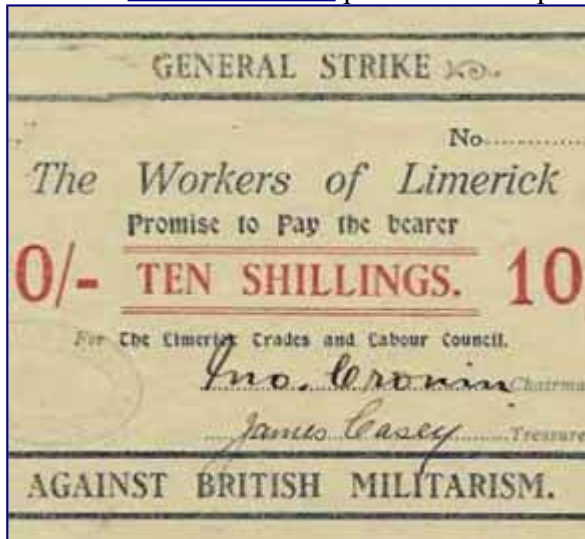


- Vaughan, A. J. Fitzpatrick (eds), *Irish Historical Statistics*, Dublin, Royal Irish Academy, 1978, p.3 ; Census of Ireland, 1911, General report, Occupations of the people, 1912-13, Cd.6663, CXVIII, 1, p.xxviii-xxx.
9. Chiffres donnés par le journal syndical *The Watchword of Labour*, 26 juin 1920, p.1 ; Desmond Greaves, *The Irish Transport and General Workers' Union: The Formative Years, 1909-1923*, Dublin, Gill and Macmillan, 1982, p.259, p.276.
  10. Le *cattle driving* consistait à faire subrepticement sortir de son enclos le bétail des éleveurs pour ensuite le placer sur la terre d'un fermier du voisinage ou – la plupart du temps – le disperser sur les routes.
  11. La politique d'implantation coloniale menée en Irlande au 17<sup>e</sup> siècle atteignit un degré de réussite tel qu'en 1703, les catholiques, malgré leur écrasante supériorité numérique, ne possédaient plus que 14 % des terres, contre 90 % cent ans plus tôt ! Ce n'est que suite à la « guerre agraire » de la fin des années 1870 que la paysannerie catholique allait graduellement reprendre possession des terres, principalement en dehors de l'Ulster, via toute une série de réformes agraires, culminant avec les lois Wyndham (1903) et Birrell (1909) qui leur permettaient d'acheter leurs exploitations notamment par voie de prêts remboursables à l'État.
  12. Sur tous ces mouvements, voir notamment Donny Gluckstein, *The Western Soviets: Workers' Councils Versus Parliament, 1915-20*, Londres, Bookmarks, 1985 ; Alexandre Skirda, *Anarchy's Cossack: the Struggle for Free Soviets in the Ukraine, 1917-21*, Londres, AKPress, 2004 ; Eric Aunoble, *Le Communisme, tout de suite ! Le mouvement des Communes en Ukraine soviétique (1919-1920)*, Paris, Les Nuits rouges, 2008 ; Andrew Janos, William Slottman (dir.), *Revolution in Perspective: Essays on the Hungarian Soviet Republic of 1919*, Los Angeles, University of California Press, 1971.
  13. Il importe ici de préciser que le terme d'« autogestion » est relativement récent, ses premiers usages ne datant que des années 1950. Ce qui signifie que des expériences autogestionnaires – du moins reconnues comme telles rétrospectivement – eurent lieu avant même la création du concept d'autogestion.
  14. Entretien donné en 1979 à la revue *Nouvelle critique*. Cité dans Ouvrage collectif, *De l'autogestion : théories et pratiques*, Paris, Editions CNT-RP, 2013, p.40.
  15. Cornélius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », Paris, Le Grain de sable, 2012, p.2. Extrait de *Le Contenu du socialisme*, paru en 1979 aux éditions 10/18. Edition en ligne : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=1995> (consulté le 14 août 2016).
  16. Sur les soviets et comités d'usine russes, voir Marc Ferro, *Des Soviets au communisme bureaucratique*, Paris, Gallimard, 1980 ; Oskar Anweiler, *The Soviets: The Russian Workers, Peasants, and Soldiers Councils, 1905-1921*, New York, Panthéon Books, 1974 (version française : *Les Soviets en Russie, 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972).
  17. Précisons ici que si les syndicats irlandais ne s'impliquèrent pas officiellement dans la lutte pour l'indépendance, ils ne vécurent pas pour autant entièrement en marge de la Révolution. Ils apportèrent ainsi sporadiquement leur appui à la cause nationale par des actions destinées notamment à entraver l'effort de guerre britannique – à l'instar de celles que menèrent les dockers et les cheminots irlandais, avec l'aval de leurs directions syndicales, de mai à décembre 1920 : les uns refusèrent de décharger les navires transportant du matériel de guerre, les autres d'acheminer les troupes britanniques vers les zones de combat.
  18. Voir les différents compte-rendus de la presse nationale de l'époque, *The Freeman's Journal*, 14 avril 1920, p.4 ; *The Irish Independent*, 14 avril 1920, p.6 ; *The Irish Times*, 14 et 15 avril 1920, p.6 ; *The Irish Examiner*, 14 et 15 Avril 1920 p.5.
  19. Sur le Soviet de Limerick, voir Liam Cahill, *Forgotten Revolution: Limerick Soviet, 1919, A Threat to British Power in Ireland*, Dublin, O'Brien Press, 1990. Édition en ligne, 2003 : [www.limericksociety.com/Book.html](http://www.limericksociety.com/Book.html) (consulté le 6 février 2013) ; D. R. O'Connor Lysaght, *The Story of The Limerick Soviet, April 1919*, Limerick Soviet Commemoration Committee, 3rd edition, 2003 (orig. 1979),

- <http://homepage.eircom.net/~paddytheassessor/lim//lysaght.htm> (consulté le 6 février 2013).
20. Voir *The Freeman's Journal*, 30 janvier 1919, p. 4, 1er février, p.6, 3 février, p.4, 21 février 1919, p.4 ; *The Irish Examiner*, 30 janvier 1919, p.4-5, 31 janvier 1919, p.5, 1er février 1919, p.9, 3 février 1919, p.6, 4 février 1919, p.5 ; *The Irish Independent*, 30 janvier 1919, p.2-3, 31 janvier 1919, p.2, 1er février 1919, p.5, 3 février 1919, p.3 ; *The Irish Times*, 8 février 1919, p.1, 15 février 1919, p.6 ; *The Anglo-Celt*, 1er février 1919, p.6-7, 8 février 1919, p.3.
  21. Voir notamment *The Cork Examiner*, 27 janvier 1922, p.5, 28 janvier 1922, p.7, 30 janvier 1922, p.4-5, 1er février 1922, p.4-5, 3 février 1922, p.5, 6 février 1922, p.4-6, 7 février 1922, p.5, 9 février 1922, p.4-6, 11 février 1922, p.5-6, 13 février 1922, p.6, 15 février 1922, p.4-5, 16 février 1922, p.4-7, 17 février 1922, p.4, 18 février 1922, p.8 ; et l'organe du Parti communiste irlandais *The Workers' Republic*, 11 et 18 février 1922, p.3.
  22. Voir notamment *The Cork Examiner*, 3 septembre 1921, p.8, 7 septembre 1921, p.5, p.8, 8 septembre 1921, p.8, 15 octobre 1921, p.7, 20 octobre 1921, p.3.
  23. Sur le Soviet de Broadford, voir Michael McCarthy, « The Broadford Soviet », *The Old Limerick Journal*, n° 4, 1980, p. 37-40. Version en ligne : [www.limerickcity.ie/media/Media\\_3937\\_en.pdf](http://www.limerickcity.ie/media/Media_3937_en.pdf) (consulté le 8 février 2013).
  24. Sur ces expériences en milieu rural, voir *The Freeman's Journal*, 9 mai 1923, p.5, 17 mai 1923, p.6, 25 mai 1923, p.6 ; Kevin O'Shiel, « The Dail land courts », *The Irish Times*, 14 novembre 1966, p.10.
  25. Fergus Campbell, *Land and Revolution, 1890-1921*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p.226-285.
  26. Voir notamment Emmet O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-23*, op. cit. ; Conor Kostick, *Revolution in Ireland: Popular Militancy, 1917-23*, op. cit.
  27. Voir *The Freeman's Journal*, 28 mai 1921, p.5 ; *The Irish Independent*, 30 mai 1912, p.6.
  28. Voir *The Freeman's Journal*, 15 septembre 1921, p.3, 16 septembre 1921, p.6, 17 septembre 1921, p.5, 3 novembre 1921, p.5 ; *The Irish Times*, 16 septembre 1921, p.5, 3 novembre 1921, p.6.
  29. Voir l'organe officiel du syndicats des transporteurs *The Voice of Labour*, 10 décembre 1921, p.4.
  30. Voir *The Freeman's Journal*, 16 janvier 1922, p.5, 27 janvier 1922, p.5, 2 février 1922, p.7, 8 février 1922, p.5, 9 février 1922, p.4, 10 février 1922, p.6 ; *The Irish Examiner*, 27 janvier 1922, p.6, 28 janvier 1922, p.3, 9 février 1922, p.6, 10 février 1922, p.2, 11 février 1922, p.6.
  31. Voir *The Voice of Labour*, 10 mars 1922, p.2 ; *The Freeman's Journal*, 6 mars 1922, p.5, 13 mars 1922, p.5, 22 mars 1922, p.6, 5 août 1922, p.4 ; *The Irish Independent*, 29 juillet 1922, p.5.
  32. Sur les soviets de l'entreprise Cleeve, voir David Lee, « The Munster Soviets and the fall of the House of Cleeve », dans David Lee, Debbie Jacobs (dir.), *Made in Limerick*, vol.1, *History of Industries, trade and commerce*, Limerick Civic Trust, 2003, p.287-306. Version en ligne : [www.limerickcity.ie/media/limerick%20soviet%2015.pdf](http://www.limerickcity.ie/media/limerick%20soviet%2015.pdf) (consulté le 8 février 2013) ; D.R. O'Connor Lysaght, « The Munster Soviet creameries », *Irish History Workshop*, vol.1, 1981, p.36-49.

# Soviets irlandais : expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923) (2/2)

Publié le [17 octobre 2016](#) par Olivier Coquelin



Des travailleurs expulsant les dirigeants de leurs usines, s'emparant de la gestion de domaines agraires, organisant des collectivités locales en faisant fi des autorités légales, hissant le drapeau rouge et s'érigeant en « soviets », sont des faits que l'on peine à associer à l'histoire de l'Irlande. Le concept même de « soviet » paraît tellement étranger aux problématiques consubstantielles au pays que l'historien Charles Townshend va jusqu'à les qualifier de « manifestations exotiques <sup>1</sup> ». Et pourtant, c'est bel et bien au sein de cette Irlande conservatrice, rurale et peu industrialisée, en proie aux conflits politiques et ethnico-confessionnels séculaires, qu'une centaine d'expériences autogestionnaires virent le jour, pratiquement toutes sous l'appellation de « soviet », entre 1918 et 1923 – c'est-à-dire au cours d'une Révolution irlandaise de 1916-23, censée avoir soudé les différentes couches sociales de la communauté nationaliste en vue de bouter l'ennemi britannique hors du pays.

[Première partie de l'article](#)

**L'autogestion des soviets irlandais : moyen subversif pour une finalité réformatrice ou révolutionnaire ?**

En l'absence de témoignages écrits de la plupart des travailleurs organisés en soviets, il apparaît difficile de déterminer avec précision leurs véritables motivations. L'étude des expériences les plus emblématiques que sont le soviet de Limerick et ceux de l'entreprise Cleeve permet néanmoins de s'en faire une idée générale, en lien avec certaines définitions du concept d'autogestion, dont celle de Henri Lefebvre, datant de 1966, selon laquelle « l'autogestion est à la fois un moyen de luttres frayant un chemin et un moyen de réorganisation de la société. Elle est également une culture irriguant la conscience collective <sup>2</sup> » ou encore celle des théoriciens marxistes Yvon Bourdet et Alain Guillemin pour qui, « l'autogestion doit être comprise dans un sens généralisé et elle ne peut se réaliser que dans et par une révolution radicale, qui transforme complètement la société sur tous les plans, dialectiquement liés, de l'économie, de la politique et de la vie sociale <sup>3</sup> ». Définitions qui invitent ainsi à se demander dans quelle mesure le concept d'autogestion, qui sous-tendait les soviets irlandais, se voulait « la voie et l'issue <sup>4</sup> » subversives devant se généraliser à l'ensemble de la société.

Pour les historiens Liam Cahill et John O'Callaghan, la réponse ne fait aucun doute en ce qui concerne le soviet de Limerick : celui-ci était principalement motivé par des considérations strictement politiques et locales, malgré une indubitable dimension sociale néanmoins dénuée de toute intention subversive<sup>5</sup>. De leur côté, Niamh Hehir et Joe Morrissey vont jusqu'à affirmer que « *cela relèverait de la falsification des faits historiques que de faire du soviet de Limerick la preuve que les travailleurs irlandais avaient soif de révolution socialiste, en 1919. La grève reposait essentiellement sur la défense des libertés civiles, de sorte que dès que l'on trouva une solution de compromis concernant les permis délivrés par l'armée, le Soviet cessa toute activité* <sup>6</sup> ».

Pour respectables qu'ils soient, ces arguments n'en demeurent pas moins discutables. Ainsi, si leur grève « *reposait essentiellement sur la défense des libertés civiles* », pourquoi alors les responsables du Soviet envisagèrent-ils d'élargir leur mouvement au reste du pays, même après que les grévistes (au nombre de 14 000 sur une population de 38 000 habitants) eurent partiellement obtenu satisfaction de leur revendications initiales – et ce sans l'appui d'une grève générale à l'échelle nationale ? D'autre part, pourquoi tous les acteurs du Soviet de Limerick se sentirent-ils trahis par l'exécutif du Congrès des syndicats irlandais, lorsque celui-ci exclut tout recours à une grève nationale ? Comment expliquer que certains d'entre eux en éprouvèrent un dégoût tel qu'ils menacèrent d'établir un autre soviet ? Est-ce parce qu'ils attendaient de leurs dirigeants nationaux qu'ils « *fissent de Limerick le quartier général de la révolution nationale et sociale* », comme le soutient l'historien marxiste D. R. O'Connor Lysaght<sup>7</sup> ? Autre explication possible : l'ordre venu d'en haut de reprendre le travail généra chez eux un sentiment de frustration d'autant plus fort qu'ils avaient fait la démonstration de leur capacité à gérer efficacement les affaires communales de Limerick, de façon autonome – autonome vis-à-vis des dirigeants syndicaux nationaux, de la majorité municipale *Sinn Féin*, de l'IRA, du patronat local et du clergé catholique. On est donc en droit de penser que ce degré de confiance nouvellement acquis les amena tout naturellement à assigner une dimension subversive à leurs desseins originaux : d'une réponse spontanée et pragmatique à une mesure coercitive portant atteinte à leurs conditions de travail, ils aspiraient désormais à étendre leur mode organisationnel autogestionnaire au niveau national, dans le cadre d'une grève générale.

Par ailleurs, toujours à propos du Soviet de Limerick, l'historien marxiste Conor Kostick soulève avec justesse le problème suivant : « *Le Soviet différait de ses homologues russes sur un point important : sa création par le conseil des syndicats [de Limerick] impliquait que ses représentants élus le fussent uniquement par des travailleurs syndiqués lors de rares réunions de branche. Ils n'étaient donc pas facilement révocables et remplaçables, et la mise en place d'une instance ouvrière concurrente du conseil des syndicats n'était pas non plus sérieusement envisagée [...]. En cette période de grève générale, les seules réunions ouvrières qui eurent lieu se tinrent dans les rues de Limerick. Ces forums permettaient certes aux travailleurs d'exprimer leurs opinions, mais ne pouvaient en aucun cas se substituer au conseil des syndicats* <sup>8</sup>. » Est-ce à dire, du coup, que le soviet de Limerick ne respecta pas l'un des fondements majeurs de l'autogestion telle que définie par Cornélius Castoriadis, selon lequel « *toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. C'est-à-dire un système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment faire [...]. Ainsi, des décisions qui concernent les travailleurs d'un atelier doivent être prises par les travailleurs de cet atelier [...]; celles qui concernent toute l'entreprise, par tout le personnel de l'entreprise; celles concernant un quartier, par les habitants du quartier; et celles qui concernent toute la société, par la totalité des femmes et des hommes qui y vivent* <sup>9</sup> » ? En guise de réponse, il importe de rappeler que d'une part, seul le grand patronat local, à l'instar de la famille Clevee, refusa de collaborer activement avec le comité de grève et ses sous-comités, constitutifs du Soviet de Limerick, à l'inverse des autres catégories socio-professionnelles – et notamment des commerçants et des artisans ; d'autre part, le soviet ne dura que quatorze jours, au cours desquels la majorité des grévistes furent soit pleinement satisfaits de la direction du mouvement ou n'eurent tout simplement pas le temps de s'en plaindre au point de fomenter une rébellion à ses dépens. Enfin, malgré l'état

de profonde crise politique dans laquelle se trouvait Limerick, les libertés d'expression, de la presse et d'association y furent néanmoins maintenues. Tout laisse donc à penser qu'en cas de prolongement du conflit, le mouvement aurait probablement emprunté la voie non pas de la dictature du conseil des syndicats (un peu sur le modèle des soviets russes et hongrois qui tournèrent à la dictature du parti unique), mais plutôt celle de la pluralité des opinions et de la forme collective qui « *non seulement élit [ses représentants] mais aussi peut les révoquer à chaque fois qu'elle le juge nécessaire* », dixit Castoriadis <sup>10</sup>.

Pour ce qui est des soviets instaurés à des fins socio-économiques, d'aucuns expliquent pareil phénomène en reprenant l'argument de la « grève tactique » (« *strike tactic* ») telle que l'avait déjà avancé, dès 1921, l'organe officiel du Syndicat des transporteurs *The Voice of Labour* (La Voix des travailleurs) <sup>11</sup>. Ainsi en est-il notamment de l'historien Donal Ó Drisceoil qui, se référant au soviet de l'asile d'aliénés de Monaghan, précise : « *Ce fut essentiellement une grève tactique – bien que teintée d'une indéniable coloration politique – telle qu'appliquée dans tous les "soviets" établis jusqu'en 1921, où la propriété des employeurs fut restituée une fois les revendications satisfaites.* » <sup>12</sup> » A propos justement du fait que « *la propriété des employeurs fut restituée une fois les revendications satisfaites* », il convient de rappeler que, dans certains cas, cela advint suite à des négociations engagées sous la menace du gouvernement « autochtone » du *Sinn Féin*, à l'instar du soviet de Bruree où Constance Markievicz, alors ministre du travail, menaça de dépêcher des troupes de l'IRA pour forcer les travailleurs en lutte à quitter la minoterie et la fabrique de pain de l'entreprise Cleeve – conformément à la traditionnelle stratégie interclassiste du mouvement indépendantiste, mentionnée plus haut –, où ils avaient pourtant laissé poindre des intentions subversives de diverses manières. A commencer par leur fameux slogan placardé sur la façade de l'usine, « Soviet des ouvriers des minoteries de Bruree. Nous faisons du pain pas de profit » (« *Bruree Workers Soviet Mills. We made Bread not Profits* »), faisant écho à celui du soviet de Knocklong, « Soviet de la laiterie de Knocklong. Nous faisons du beurre pas de profit » (« *Knocklong Soviet Creamery. We make butter not profits* »), proclamé un an auparavant. Ou, de façon plus explicite encore, via le texte affiché à l'entrée de l'usine, informant la population de conditions nouvelles de fonctionnement soucieuses de son bien-être : « *La minoterie et la fabrique de pain de Bruree sont à présent la propriété des ouvriers. La minoterie et la boutique sont ouvertes pour la vente de pain et de farine. Nous espérons réduire les prix et en finir avec les profits, en moins d'un jour. Par ordre des ouvriers* » <sup>13</sup>. » La réussite commerciale fut ainsi au rendez-vous à la faveur de deux facteurs : la communauté locale, et plus particulièrement les couches les plus modestes, eut accès aux produits mis en vente à des tarifs très abordables ; la plupart des céréaliers continuèrent à fournir la minoterie, malgré son passage sous contrôle ouvrier. Néanmoins, l'expérience tourna court (à peine dix jours), les dirigeants du soviet ayant été contraints, comme nous l'avons vu, de négocier la fin du conflit.

Mais si, de 1918 à 1921, la grande majorité des travailleurs organisés en soviets finirent par atteindre leurs objectifs initiaux (augmentation de salaire, réduction du temps de travail, réintégration de salariés abusivement licenciés...), le mouvement devait prendre une toute autre ampleur lorsqu'il fallut lutter contre les baisses de salaires que maints employeurs irlandais cherchèrent à imposer au cours de la crise économique de 1921-1923. Le vent tournait à présent en faveur de ces derniers au point que, d'après l'historien Emmet O'Connor, « *les travailleurs en étaient presque venus à concéder tout ce qu'ils avaient gagné depuis 1914* » <sup>14</sup> ». Pareilles circonstances encouragèrent la résurgence de soviets autogérés qui, d'instruments tactiques destinés à arracher des gains au patronat et aux propriétaires terriens, étaient désormais davantage perçus comme un modèle organisationnel véritablement alternatif aux droits de propriété traditionnels. Les cas les plus emblématiques de cette tendance furent sans conteste les 39 usines de l'entreprise Cleeve, passées sous contrôle ouvrier en réponse à la menace de grève patronale, émises consécutivement à un conflit non résolu portant sur la réduction et des salaires et des effectifs. Cette décision des travailleurs de poursuivre la production se justifiait par le fait que la fermeture des établissements « *mett[rait] en péril les moyens de subsistance de 5 000 fermiers, risqu[er]ait de*

*détruire la production nationale à hauteur de plusieurs milliers de livres par semaine, et condamnerait 3 000 ouvriers sans travail et leur famille à mendier et à mourir de faim* ». C'était donc « dans l'intérêt de la communauté et afin de préserver cette industrie pour la nation » que les ouvriers reçurent pour consigne de continuer le travail comme si de rien n'était. Le caractère indubitablement révolutionnaire de leurs desseins se manifesta ainsi dans cette volonté de développer leur mode de production autogestionnaire, au nom non seulement de la sauvegarde d'une industrie des plus importantes à l'échelle nationale, mais aussi de la souveraineté populaire incarnée dans leur devise : « Longue vie au peuple souverain » (« Long Live the Sovereign People ») <sup>15</sup>. Sans oublier le cœur à l'ouvrage qu'ils mirent, semble-t-il, à produire de façon autonome, ainsi que le rapporta le journal syndical *The Voice of Labour* à propos de l'une des usines occupées : « Ces hommes faisaient du mieux qu'ils pouvaient pour garantir la perfection des produits qu'ils fabriquaient ; [...] il paraissait impossible de dénigrer les ouvriers de l'usine [dans laquelle] aucun détail n'échappait à la vigilance attentive du [nouveau] directeur [lui-même simple ouvrier] et dont la ferveur, l'enthousiasme et l'amour pour son travail suscitaient continuellement une grande émulation parmi les hommes et les femmes <sup>16</sup>. » Pourtant, l'expérience ne se perpétua guère au delà de trois mois <sup>17</sup>. L'intervention de l'armée nationale de l'État libre d'Irlande, doublée du refus des céréaliers et des producteurs laitiers d'approvisionner les usines sous contrôle ouvrier – ce que Emmet O'Connor nomme la « réponse conservatrice » aux désordres sociaux <sup>18</sup> – eut ainsi graduellement raison des soviets de Cleeve. Sans parler des dirigeants syndicaux et travaillistes nationaux, dont le réformisme doctrinaire les amena tout naturellement à désavouer les soviets affichant la moindre velléité de subversion sociale, à l'instar justement de ceux de l'entreprise Cleeve de 1921 à 1922 (dirigés, il est vrai, par des officiels du Syndicat des transporteurs, membres du Parti communiste irlandais créé en novembre 1921), mais aussi de celui de Limerick dont les représentants avaient envisagé d'élargir leur mouvement à l'ensemble du pays.

\*\*\*\*

Plus que tout autre chose, l'étude de ce mouvement au potentiel socialement révolutionnaire indéniable rappelle que l'histoire n'est nullement un processus linéaire, un modèle d'interprétation téléologique faisant du présent le résultat inéluctable d'une construction réfléchie et préméditée ; quand celui-ci apparaît plutôt comme l'aboutissement d'une longue série d'accidents advenus en des circonstances largement imprévisibles et inexorables.

Ainsi en fut-il des soviets irlandais, dont les protagonistes s'inspirèrent du contexte politique et social européen de l'époque et profitèrent des troubles et de l'instabilité régnant dans le pays pour mettre en œuvre, de façon spontanée, un modèle organisationnel alternatif fondé sur l'autogestion. Et pourtant, la partie de l'île où eurent lieu pratiquement toutes ces expériences n'était-elle pas censée rejeter viscéralement toute forme de socialisme, de par son caractère fondamentalement rural, catholique et nationaliste <sup>19</sup> ? Probablement, en effet ! Sauf que la Révolution irlandaise apparut aussi comme une période de transition, au cours de laquelle les forces progressistes incarnées dans le mouvement syndical s'affirmèrent et se développèrent très rapidement en vue d'assurer aux travailleurs la pleine reconnaissance de leurs droits dans la perspective d'une Irlande indépendante. La société conservatrice dans laquelle l'Irlande du Sud devait évoluer au lendemain de la mise en place de l'État libre n'existait pas encore véritablement. Loin d'être prédéterminé – bien que contenu en germe depuis quelques décennies –, l'avènement des paradigmes dominants du nouvel État résulta donc plutôt de l'esprit conservateur qui avait fini par imprégner l'ensemble du mouvement indépendantiste orthodoxe, aux dépens de principes progressistes que défendaient pourtant les nombreux travailleurs syndiqués de l'époque – ayant, pour beaucoup, également la fibre nationaliste –, dont les luttes débouchèrent néanmoins quasiment toutes sur des défaites au cours des deux dernières années de la Révolution irlandaise. S'ensuivit dès lors une longue période de désillusions qui se traduisit notamment par une baisse drastique des effectifs des syndicats – et notamment celui des transporteurs qui ne comptait plus qu'environ 51 000 membres en 1925, contre 130 000 cinq ans plus tôt <sup>20</sup> –, le tout sur fond de division interne entre réformistes et partisans de

James Larkin (fondateur du Syndicat des transporteurs et exilé aux États-Unis de 1914 à 1923) soutenus par le Komintern. Laquelle division eut, sans nul doute, un impact sur la faiblesse électorale du Parti travailliste qui, depuis, ne s'est jamais vraiment démentie.

Cependant, s'il est une leçon à tirer de l'histoire iconoclaste des soviets irlandais, c'est bien la suivante : quelles que soient les caractéristiques d'un territoire déterminé (pays, région, ville...), selon les circonstances du moment, « *quand un groupe, au sens large, c'est-à-dire les travailleurs d'une entreprise, mais aussi les gens d'un quartier ou d'une ville, quand ces gens n'acceptent plus passivement les conditions d'existence, quand ils ne restent plus passifs devant ces conditions qu'on leur impose ; lorsqu'ils tentent de les dominer, de les maîtriser, il y a tentative d'autogestion. Et il y a une marche dans et vers l'autogestion* », pour citer à nouveau Henri Lefebvre <sup>21</sup>.

#### Partager cet article :

#### Notes:

1. Charles Townshend, « Historiography: Telling the Irish Revolution », dans Joost Augusteijn (dir.), *The Irish Revolution, 1913-1923*, Basingstoke, Palgrave, 2002, p. 6. Précisons ici que toutes les citations issues d'ouvrages ou d'articles en langue anglaise sont traduites en français par l'auteur du présent chapitre.
2. Henri Lefebvre, « Problèmes théoriques de l'autogestion », *Autogestion*, n°1, décembre 1966. Cité dans l'ouvrage collectif, *De l'autogestion, op. cit.*, p.39.
3. Alain Guillerm, Yvon Bourdet, *Clefs pour l'autogestion*, Paris, Seghers, 1975. Cité dans l'ouvrage collectif, *De l'autogestion, ibid.*, p.41.
4. Henry Lefebvre, *op. cit.*, p.39.
5. Liam Cahill, *Forgotten Revolution; Limerick Soviet 1919, op. cit.* ; John O'Callaghan, *Revolutionary Limerick: The Republican Campaign for Independence in Limerick, 1913-21*, Dublin, Irish Academic Press, 2010.
6. Niamh Hehir, Joe Morrissey, « Revolt of the bottom dogs: History of the Trade Union Movement, Limerick City and County 1916-1921 », *Labour History Research Group*, sd, part. 1, p. 11.
7. D. R. O'Connor Lysaght, *The Story of The Limerick Soviet, op. cit.*
8. Conor Kostick, *op.cit.*, p.80.
9. Cornélius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », *op.cit.*, p.2.
10. *Ibid*, p.3.
11. *The Voice of Labour*, 10 décembre 1921, p.4.
12. Donal Ó Drisceoil, *Peadar O'Donnell*, Cork, Cork University Press, 2001, p.13.
13. Cité dans *The Freeman's Journal*, 31 août 1921, p.5 ; *The Irish Examiner*, 31 août 1921, p.4 ; *The Irish Independent*, 31 août 1921, p.4.
14. Emmet O'Connor, *op. cit.*, p.106.
15. Cité dans *The Irish Times*, 15 mai 1922, p.5.
16. *The Voice of Labour*, 27 mai 1922, p.8.
17. Les usines de Mallow et Clonmel furent néanmoins restituées bien plus tard : en février 1923 pour la première et en mars 1923 pour la seconde.
18. Emmet O'Connor, *op. cit.*, p.154.
19. Il n'y aurait eu qu'une seule expérience de type « soviétique » (du moins désigné comme telle par certains journalistes) dans la partie de l'île constituant aujourd'hui l'Irlande du Nord, lors de la grève générale de Belfast en janvier-février 1919.
20. Chiffres donnés par Desmond Greaves, *The Irish Transport and General Workers' Union, op.cit.*, p.259, p.321.
21. Voir note 14.

[Si vous ne parvenez pas à consulter ce message, cliquez ici pour le voir en ligne](#)

**Lettre  
d'information  
d'Hobo  
Diffusion -  
OCTOBRE  
2016**

Bonjour à tous,

Ci-dessous, la liste de  
nos dernières  
parutions !

Bonne lecture,  
L'équipe d'Hobo  
Diffusion

**Diffusion HOBO**

- 23, rue Pradier 75019 Paris
- Tél. : 06 46 79 40 71
- [contact@hobo-diffusion.com](mailto:contact@hobo-diffusion.com)
- [www.hobo-diffusion.com](http://www.hobo-diffusion.com)

**Distribution MAKASSAR**

- 8, rue Pelleport 75020 Paris
- Tél. : 01 40 33 69 69
- [commande@makassar-diffusion.com](mailto:commande@makassar-diffusion.com)
- [www.makassar-diffusion.com](http://www.makassar-diffusion.com)



**CONTRE L'EXTRÊME DROITE,  
LA LUTTE DES CLASSES LÀ ENCORE !**

**L'OPÉRATION BARKHANE : UN BOULEVARD  
POUR LE MILITARISME FRANÇAIS EN AFRIQUE**

**DOSSIER MEXIQUE : LES COMMUNAUTÉS  
MEXICAINES DU MICHUACAN  
S'ORGANISENT**



## NOTRE-DAME-DES-LANDES

*C'est la lutte finale ?*

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de déci-

sions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

## SOMMAIRE



ÉDITO ► PAGE 3

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

► PAGE 4 NDDL : après la java... la Valls bleue

### ANTINUCLÉAIRE

► PAGE 5 Camp antinucléaire de Flamanville

### VERTEMENT ÉCOLO ► PAGE 6

### QUI SOMMES-NOUS ? ► PAGE 7

### BIG BROTHER ► PAGE 8

### POLITIQUE

► PAGE 10 Contre l'extrême droite, la lutte des classes là encore !

### TOUCHONS LE FOND

► PAGE 16 Qu'est-ce que l'exploitation ?

### L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ► PAGE 19

### PAYS BASQUE

► PAGE 20 L'eusko, une monnaie locale complémentaire exemplaire ?

### BRESIL

► PAGE 22 D'une gauche à l'autre

### FRANÇAFRIQUE

► PAGE 25 L'opération Barkhane : un boulevard pour le militarisme français en Afrique

### DOSSIER MEXIQUE

► PAGE 28 Face au crime organisé, les communautés mexicaines du Michoacan s'organisent

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore  
BP 81213- 51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF  
novembre 2016  
Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION  
Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé

## POUR S'ABONNER

### ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL égégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

Ce numéro a été préparé dans le Poitou

La commission journal de novembre aura lieu à LYON

## CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

### AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

### BRETAGNE

oclnantes@free.fr

### CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o Egégore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

### ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

### LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

### MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31 400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

### NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex lamouette.enragee@wanadoo.fr  
• Lille : ocl-nord@gmail.com

### NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

### PERIGORD/QUERCY

ocl2446@yahoo.fr

### POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@orange.fr  
• oclcognac@ymail.com

### RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif" c/o Maison del'écologie 4 rue Bodin 69001 Lyon ocl-lyon@laposte.net

• Valence :

ocl-valence@riseup.net

### SUD-EST

Grasse : ocl.sudest@gmail.com

### CONTACTS

Figeac, passer par  
oclibertaire@hotmail.com



Éditions du Coquelicot, publications libertaires de Toulouse... et du reste du monde !

<http://www.lecoquelicot.info/>

Pendant la guerre civile révolutionnaire, des volontaires partirent en Espagne sans être enrôlés dans les brigades internationales organisées par le Komintern.

« La révolution ne vient pas remplir une nécessité esthétique, mais solutionner une série de problèmes d'ordre social qui sont posés. » **Juan Garcia Oliver**

## Les nouvelles DU PISTIL



Mohand Ameziane Sail, au premier rang, au milieu, Groupe international de la colonne Durruti,

blas. Mais la plupart d'entre eux quittèrent le pays dès le 24 juillet.

Bien avant la création des BI, le 18 septembre 1936, des volontaires partent vers l'Espagne<sup>1</sup>. Parmi eux, des militants libertaires intègrent les groupes internationaux<sup>2</sup>, de la colonne anarchiste de Durruti (la centurie Sacco et Vanzetti composée d'Américains, la centurie Erich Mühsam, composée d'Allemands), de celle d'Ascaso (section italienne), et d'Ortiz dans laquelle les internationaux, surtout Français, forment la centurie Sébastien Faure.

D'autres volontaires comme Georges Orwell<sup>3</sup> intègrent les colonnes du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste).

Selon Nicolas Faucier, organisateur du Comité pour l'Espagne libre (CEL) il y aurait eu 250 à 400 libertaires français, 120 italiens, 200 allemands mais aussi des Suédois comme Nils Lätt<sup>4</sup> et et Axel Österberg<sup>5</sup>. On compte aussi des Hongrois, des Bulgares, des Yougoslaves, des Polonais, des Ukrainiens, des Russes, etc.

Les volontaires libertaires français s'engagèrent à travers la Fédération anarchiste, l'Union Anarchiste ou la CGT-SR<sup>6</sup>. Mais c'est de leur propre initiative et par leur propre moyen que beaucoup de militants se rendirent en Espagne et s'engagèrent dans les groupes d'internationaux.

Après les journées de mai 37, certains militants libertaires quittèrent le front et l'Espagne considérant la révolution terminée. Le 30 juillet 1937, le Bataillon International de la colonne Durruti fut dissous : certains étrangers partirent, d'autres intégrèrent la XII<sup>e</sup> Brigade Internationale.

Enfin, des miliciens, notamment les ressortissant des pays soumis par le fascisme, passèrent la frontière au Perthus en février 1939 et furent internés dans les "Camps des sables" avec des milliers d'Espagnols.

1. Remi Skoutelsky, L'Espoir guidait leurs pas, Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939, Grasset, 1998.

2. Les enfants de la nuit. Editions les Geminologues 2006

3. Hommage à la Catalogne. Georges Orwell

4. Milicien et ouvrier agricole dans une collectivité. Nils Lätt. Éditions du Coquelicot 2013

5. Derrière les barricades de Barcelone. Axel Österberg. Éditions du Coquelicot 2016

6. Alphonse Tricheux itinéraire d'un anarchiste. Violette Marcos et Juanito Marcos. Editions Loubatière 2011, (aussi aux éditions du Coquelicot).



Nils Lätt (en haut à gauche) Groupe International de la colonne Durruti.

### L'illustration du mois



La semaine de l'enfance

### En chantier

- Les estampes de **SIM** : une série d'aquarelles illustrant le soulèvement populaire du 19 Juillet 1936.
- Un N° hors série du journal **le Coquelicot revue**, traitera des suites de la catastrophe d'AZF du 21 septembre 2001.
- 20 ans dans les geôles franquistes, **Joan Busquets Verges**.
- José Ester Borrás, un anarcho-sindicaliste dans son temps, **Violette Marcos et Juanito Marcos**

### Dernière Parution

- Derrière les barricades de Barcelone, **Axel Österberg**

### Ré-impression

- Milicien et ouvrier agricole dans une collectivité en Espagne, **Nils Lätt**
- Toulouse année 80, un goût certain pour le sabotage, **A. Carraté**
- Les Almanach du Père Peinard 1896-1898-1899 **A. Pouget**

### Prochaine parution

- Ce que j'ai appris dans la vie, **Angel Pestaña**.